



Assemblée générale

Soixante-cinquième session

11^e séance plénière

Jeudi 23 septembre 2010, à 9 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Deiss (Suisse)

La séance est ouverte à 9 heures.

Point 108 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/65/1)

Le Président : Conformément à la décision prise à sa 2^e séance plénière, le 17 septembre 2010, l'Assemblée générale entendra une présentation par le Secrétaire général de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, au titre du point 108 de l'ordre du jour. Je donne la parole au Secrétaire général.

Le Secrétaire général : Bienvenue à New York en ce beau début d'automne et bienvenue à l'ouverture de ce soixante-cinquième débat général.

Monsieur le Président, félicitations! J'aurai grand plaisir à collaborer avec vous pendant un an, à réfléchir avec vous à tous les problèmes que rencontre la communauté des nations.

(l'orateur poursuit en anglais)

Nous, peuples des Nations Unies, avons certaines obligations et certains devoirs sacrés : nous préoccuper du bien-être d'autrui, régler les conflits par des moyens pacifiques, faire preuve, sur la scène mondiale, d'empathie et de compréhension, pratiquer la tolérance et le respect mutuel, assises de la civilisation.

Aujourd'hui, nous sommes mis à l'épreuve. Les inégalités sociales vont en s'aggravant, au sein des

nations et entre elles. Partout, les gens vivent dans la crainte de perdre leur emploi et leurs revenus. Les conflits accablent un bien trop grand nombre, et ce sont les femmes et les enfants qui paient le prix fort. Une nouvelle politique fait son chemin : celle de la polarisation. La haine parle : certains insistent pour établir des divisions artificielles entre « eux » et « nous »; certains se refusent au moindre compromis. Dans un tel climat d'incertitude, de confusion quant au cap à suivre, nous cherchons naturellement des repères moraux. Pour l'ONU, la voie à suivre est celle de la collectivité, une cause commune au monde entier, une responsabilité partagée face à un destin partagé.

C'est là l'esprit même de la gouvernance mondiale, le thème de cette session de l'Assemblée générale : une position commune, pragmatique et fondée sur un certain nombre de principes, face aux forces de la dissension. C'est pourquoi l'Organisation des Nations Unies demeure l'institution mondiale indispensable au XXI^e siècle. Ici, réunis dans un esprit de solidarité, nous affirmons que l'époque est à l'unité, à la consolidation des acquis, que le moment est venu de retrousser nos manches et d'obtenir des résultats : des résultats réels pour les plus démunis, comme seule l'ONU peut le faire.

Ces trois dernières années, nous avons, ensemble, mis en œuvre un programme ambitieux fondé sur trois idées-piliers de notre époque : un monde plus prospère, débarrassé de la misère; un monde plus propre, plus

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

10-54828 (F)



Merçi de recycler 

vert et plus viable pour nos enfants; et un monde plus sûr, exempt d'armes nucléaires. Ce sont là les grands défis de notre temps. Ce ne sont pas des rêves. Ce sont des possibilités qu'il ne tient qu'à nous de saisir.

Ensemble, nous avons fait des progrès. Nous continuerons d'aller de l'avant, avec des idées nouvelles, de nouvelles façons de faire, avec la ferme détermination de montrer la voie et une solide volonté politique. Le sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement a montré que nous étions collectivement bien décidés. Les chefs d'État et de gouvernement du monde entier sont venus parler de plans concrets que leurs pays avaient adoptés pour que les objectifs du Millénaire puissent être atteints d'ici à 2015. Ils se sont mis d'accord sur un partenariat responsable, assorti d'obligations réciproques, un partenariat qui améliorera le lot de milliards de personnes de notre génération. Ce que nous devons faire, c'est honorer concrètement cette promesse afin que l'espoir devienne réalité.

Nous devons nous fonder sur ce que les 10 dernières années nous ont appris : qu'il faut aider les gens à s'aider eux-mêmes; qu'il faut investir là où cela aura le plus d'effet, investir de façon réfléchie dans l'éducation, la création d'emplois offrant un travail décent, la santé, les petites exploitations agricoles, l'infrastructure et l'énergie propre; qu'il faut mettre les femmes à l'avant-plan.

C'est pourquoi, à ce sommet, je me suis félicité que notre Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants ait été approuvée. Forte des milliards de dollars engagés par les gouvernements, des entreprises, des organisations non gouvernementales et des œuvres de bienfaisance, cette Stratégie est l'expression concrète de la solidarité mondiale.

C'est aussi pourquoi, la semaine dernière, j'ai nommé une nouvelle personne dynamique à la tête d'ONU-Femmes, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme. En Michelle Bachelet, ancienne Présidente du Chili, nous avons trouvé une dirigeante de stature mondiale qui saura inspirer des millions de femmes et de filles du monde entier. Nous devons l'appuyer au maximum parce que donner des moyens d'action aux femmes, c'est donner des moyens d'action à la société tout entière.

Il y a trois ans, nous avons dit que les changements climatiques étaient la question de notre

époque. C'est toujours le cas. Certes, il ne sera pas facile de négocier un accord complet et contraignant à Cancún et après. Cela étant, nous avons fait des progrès et nous pouvons en faire encore.

Cette année, nous devons continuer de faire fond sur les accords importants auxquels nous sommes déjà parvenus : ceux qui concernent l'adaptation et l'atténuation des effets des changements climatiques, les transferts de technologies, le renforcement des capacités et la lutte contre le déboisement. À plus long terme, nous devons faire face au défi « 50-50-50 ». D'ici à 2050, la population mondiale augmentera de 50 %. Pour maîtriser les changements climatiques, nous devons, d'ici là, réduire de 50 % les rejets de gaz à effet de serre.

Le monde attend de nous des solutions créatives. C'est pourquoi, dimanche, nous avons accueilli la première réunion du Groupe de haut niveau sur la viabilité de l'environnement mondial. Je ne doute pas que de ce groupe naîtront des idées nouvelles tandis que nous préparons la Conférence Rio+20, qui doit se tenir en 2012.

(l'orateur reprend en français)

Dans le domaine du désarmement nucléaire, les choses bougent aussi. Il y a eu le nouvel accord START, le Sommet sur la sécurité nucléaire et une fructueuse Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Notre rôle est d'entretenir le mouvement, de trouver un moyen pour que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre en vigueur, de conclure des accords sur les matières fissiles et de sécuriser les matières et installations nucléaires. Demain, nous accueillerons une réunion de haut niveau visant à revitaliser la Conférence du désarmement. À mon sens, les quelques années qui viennent seront déterminantes. La non-prolifération et le désarmement vont-ils avancer ou régresser? Cela ne dépend que de nous.

(l'orateur poursuit en anglais)

Comme toujours, au cours de l'année écoulée, nous avons été présents aux côtés de ceux qui avaient immédiatement besoin d'aide : le peuple pakistanais, aux prises avec de terribles inondations, puis avec un travail de reconstruction monumental; le peuple d'Haïti, pays encore en train de se redresser et où tant de gens ont perdu la vie, y compris 101 de nos

collègues; les peuples de la Somalie, du Soudan, du Niger, de Gaza.

Comme toujours, nous œuvrons pour la paix et la sécurité. Il y a trois ans, en partenariat avec l'Union africaine, nous avons déployé la première force de maintien de la paix au Darfour. Au cours de l'année qui vient, l'ONU aura un rôle critique à jouer dans le maintien d'une paix plus large tandis que le nord et le sud du Soudan décideront de leur avenir. Le Sommet de haut niveau sur le Soudan, qui se tiendra demain, aidera à tracer la voie.

En République démocratique du Congo, nous avons adapté notre mission à une situation nouvelle et en constante évolution. En Somalie, nous avons étroitement collaboré avec l'Union africaine. Des victoires ont aussi été remportées grâce à la diplomatie préventive. En Iraq, nous avons aidé à trouver les compromis grâce auxquels les élections de cette année sont restées sur les rails. En Guinée, avec nos partenaires régionaux, nous mettons notre poids derrière la démocratie. En Sierra Leone, nous avons contribué à éviter des affrontements et aidé la paix à continuer de gagner du terrain. Au Kirghizistan, d'agiles initiatives diplomatiques ont permis d'endiguer les troubles. En Afghanistan, nous poursuivons nos activités malgré des conditions de sécurité et une situation humanitaire extrêmement difficiles. Nous nous efforcerons d'atténuer les tensions sur la péninsule coréenne et encouragerons la République populaire démocratique de Corée à reprendre les pourparlers à six. En ce qui concerne l'Iran, nous continuons d'exhorter le Gouvernement à collaborer de façon constructive avec la communauté internationale et à se conformer intégralement aux résolutions du Conseil de sécurité.

Au Moyen-Orient, les choses avancent en direction d'une paix globale. Avec le Quatuor, nous ferons tout ce qui est possible pour favoriser l'aboutissement des négociations. Je déconseille vivement aux parties de faire quoi que ce soit qui risquerait d'entraver les progrès.

Les droits de l'homme se trouvent au cœur de tout ce que nous faisons. Sans la justice, la paix n'est pas possible. La communauté mondiale a durement et longuement travaillé pour que s'ouvre une nouvelle ère de la responsabilité. En cette époque moderne, disons-le haut et fort : aucune nation, grande ou petite, ne peut impunément violer les droits de ses citoyens.

(l'orateur reprend en français)

Permettez-moi, pour conclure, d'aborder un thème déterminant pour le travail que nous faisons ensemble : une ONU plus forte pour un monde meilleur. Les travaux de rénovation du Secrétariat avancent bien, suivant le calendrier et dans les limites du budget. Les changements institutionnels introduits ces dernières années portent leurs fruits. Parmi ces changements : l'initiative Horizons nouveaux, dont l'objet est de rationaliser les opérations de maintien de la paix. En consultation avec les États Membres et le personnel, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour créer un corps de fonctionnaires plus dynamique, plus moderne, plus souple et plus efficace pour recruter les meilleurs éléments de demain.

(l'orateur poursuit en anglais)

Aujourd'hui et dans les mois qui viennent, nous aborderons beaucoup de questions. Des questions importantes qui concernent l'humanité tout entière. Souvenons-nous, en ces temps difficiles, que nous sommes mis à l'épreuve. Souvenons-nous de ceux qui ont donné leur vie pour nos idéaux. Souvenons-nous que le monde continue d'attendre de l'ONU qu'elle montre la voie morale et politique. Les grands objectifs sont à notre portée. Nous les atteindrons en regardant vers l'avant, en serrant les rangs, en étant une communauté des nations qui sait unir ses forces pour le bien commun.

Le Président : Je remercie le Secrétaire général de sa présentation.

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Le Président : J'ai choisi, pour mes remarques introductives, le titre suivant : « Une ONU forte, inclusive et ouverte en tant que garante de la gouvernance mondiale ».

À l'heure de l'ouverture du débat général de cette soixante-cinquième session, nous avons déjà une bonne semaine de travail intensif derrière nous. Je remercie les membres pour leur contribution au succès du sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement. En réaffirmant sa détermination à vaincre la pauvreté et la misère dans le monde, la communauté internationale que vous représentez ici a donné un message fort à l'ensemble de l'humanité.

Beaucoup de travail reste à accomplir, et nous devons confirmer notre détermination. Nous savons que des efforts supplémentaires sont nécessaires. Nous disposons d'un plan d'action, nous devons maintenant l'exécuter. Pour réussir, nous avons besoin d'un véritable partenariat mondial, fruit d'une gouvernance globale inclusive, où toutes les parties prenantes puissent se faire entendre.

Mais ce partenariat mondial, c'est dans bien d'autres domaines encore que nous en avons besoin. Notre monde est plus interdépendant, plus interconnecté; il est confronté à des défis globaux, qui touchent l'ensemble des pays et leurs citoyens, qu'ils en soient responsables ou pas, et qu'ils le veuillent ou pas.

L'actualité n'est que trop riche d'exemples. Pauvreté, conflits, réchauffement climatique, crise économique et financière, migrations, pandémies, terrorisme, criminalité mondiale et beaucoup d'autres questions ont des conséquences qui ne peuvent être gérées de manière individuelle et que l'humanité ne peut affronter que grâce à des stratégies globales et communes.

L'établissement d'un tel partenariat mondial se heurte à la difficile formation d'un consensus sur l'action à mener. C'est pourquoi, pour notre débat général, j'ai choisi de proposer comme thème la gouvernance mondiale ou, plus exactement, le titre suivant : « Réaffirmer le rôle central des Nations Unies dans la gouvernance mondiale ».

L'ONU a une légitimité unique pour jouer un rôle central. Avec ses 192 États Membres, notre Assemblée générale atteint la quasi-universalité et reflète la diversité des situations et des intérêts en jeu. Elle est là pour promouvoir les droits de toutes les femmes et de tous les hommes de notre planète. Tous les sujets couverts par la Charte peuvent être débattus par l'Assemblée générale.

L'ONU, en tant qu'entité opérationnelle, a de plus l'expertise et la présence sur le terrain pour jouer ce rôle central. Je pense notamment aux missions de maintien de la paix, aux opérations humanitaires et aux secours en cas de catastrophe naturelle, mais à toutes les actions aussi loin des projecteurs. Je souhaite en cette occasion remercier les milliers d'agents de l'ONU qui, avec beaucoup d'engagement et, souvent, au péril de leur intégrité physique, œuvrent pour promouvoir la paix et la prospérité dans le monde. Nous leur devons,

au nom de tous ceux dont ils soulagent le destin, une reconnaissance sincère.

Mais il y a danger que l'ONU soit marginalisée face à l'émergence d'autres acteurs sur la scène internationale. L'ONU est critiquée : elle n'est pas assez efficace, pas assez efficiente. Il paraît plus facile et plus rapide de décider d'une action urgente dans un cadre plus restreint. Que ceci soit clair : il ne s'agit pas de nier le rôle que peuvent jouer des entités comme le G-20. La crise économique et financière a montré l'importance d'une réponse coordonnée et rapide. Mais il est indispensable, et urgent, d'instaurer des ponts entre les efforts déployés par les divers acteurs. Il faut améliorer les mécanismes d'information, de consultation et de coopération entre ces entités et les pays qui n'en font pas partie. Cela, seule l'ONU, seule son Assemblée générale ici, peuvent le faire.

Pour que l'ONU puisse jouer pleinement son rôle dans la gouvernance globale, il nous faut prôner une ONU forte, inclusive et ouverte. Il faut établir un lien solide entre les États et le secteur privé, la société civile et les acteurs régionaux. Il nous faut être à l'écoute et en interaction avec d'autres acteurs clefs en dehors des murs de cette Assemblée.

Une ONU forte nécessite d'ailleurs la poursuite décisive des réformes de notre organisation, à savoir les efforts pour la revitalisation de l'Assemblée générale, la réforme du Conseil de sécurité, la revue du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme et de la Commission de consolidation de la paix. Nous devons aussi revaloriser les organisations économiques de l'ONU et leur permettre de jouer pleinement le rôle pour lequel elles ont été créées. Finalement, c'est à vous, les États Membres, de faire de l'ONU l'instrument fort qui puisse jouer un rôle central pour affronter les défis globaux.

Pendant notre débat général, j'invite les membres à partager leurs vues sur une gouvernance globale inclusive. De nombreux problèmes attendent des actions urgentes. De nombreuses guerres, catastrophes ou drames durent depuis trop longtemps pour que nous puissions nous permettre de tergiverser. Le monde attend de nous davantage d'efficacité en vue de former l'unité autour des actions auxquelles tous souscrivent et pour lesquelles tous s'engagent. Il faut trouver une articulation idéale entre légitimité et efficacité. Je me propose, en tant que Président de l'Assemblée

générale, de convoquer des réunions informelles à cet effet.

Voici donc quelques pistes pour orienter nos discussions. Je veux être à l'écoute. Il vous appartient maintenant, à vous les leaders de ce monde, tous ensemble, de vous lever pour proclamer que trop de problèmes et de fléaux ont sévi trop longtemps, de vous rassembler pour poser les jalons qui nous mèneront rapidement vers un partenariat mondial où toutes les forces seront réunies, où tous les pays se sentiront inclus en vue d'une action commune et efficace pour un monde meilleur. Nous devons aussi avoir le courage de débattre de questions difficiles, mais nous devons le faire dans un esprit d'amitié et d'ouverture.

Avant de donner la parole au premier orateur de la matinée, je rappelle aux membres que la liste des orateurs pour le débat général a été établie sur la base acceptée par tous que les déclarations ne dépasseront pas 15 minutes chacune afin de permettre à tous les orateurs de s'exprimer à chaque séance. Je voudrais toutefois demander aux orateurs de prononcer leurs déclarations à un rythme normal pour que les services d'interprétation dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies puissent être convenablement assurés.

J'appelle aussi l'attention des membres sur la décision prise par l'Assemblée générale aux sessions précédentes selon laquelle il est vivement déconseillé d'adresser les félicitations à l'intérieur de la salle de l'Assemblée générale après qu'une déclaration a été prononcée. À cet égard, je rappelle aux membres qu'après avoir fait leurs déclarations, les orateurs sont invités à quitter la salle de l'Assemblée en passant par la salle connue sous le nom de « salon suisse », ou GA-200, située derrière la tribune avant de regagner leurs sièges.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter la même procédure pendant le débat général de la soixante-cinquième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : Enfin, je tiens à appeler l'attention des membres sur le fait que, pendant le débat général, des photographies officielles de tous les orateurs sont prises par le Département de l'information. Les membres qui souhaitent se procurer

ces photographies sont priés de contacter la photothèque des Nations Unies.

Je donne maintenant tout d'abord la parole à S. E. M. Celso Luiz Nunes Amorim, Ministre des relations extérieures du Brésil.

M. Amorim (*parle en portugais; texte anglais fourni par la délégation*) : C'est un grand honneur pour moi que de me tenir à cette tribune et de prendre la parole au nom du peuple et du Gouvernement brésiliens. Je transmets à l'Assemblée les salutations du Président Lula.

Dans quelques jours, plus de 130 millions de Brésiliens se rendront aux urnes et écriront un autre chapitre important dans l'histoire de notre démocratie. Durant les deux mandats du Président Lula, le Brésil s'est transformé. Une croissance économique soutenue, la stabilité financière, l'intégration sociale et le plein exercice de la démocratie ont convergé et se sont renforcés mutuellement. Plus de 20 millions de Brésiliens ont été tirés de la pauvreté, et de nombreux autres de l'extrême pauvreté. Environ 30 millions de personnes ont rejoint la classe moyenne.

Des politiques publiques solides et transparentes ont réduit les inégalités en matière de revenu, d'accès et de chances. Des millions de Brésiliens ont accédé à la dignité et à une réelle citoyenneté. Le marché intérieur renforcé nous a protégés des pires incidences de la crise mondiale déclenchée par le casino financier dans les pays les plus riches du monde.

Le Brésil est fier d'avoir réalisé presque tous les objectifs du Millénaire pour le développement et d'être en bonne voie de les concrétiser tous d'ici à 2015. L'incapacité d'un pays à réaliser ces objectifs doit être considérée comme un échec de l'ensemble de la communauté internationale. La promotion du développement est une responsabilité collective.

Le Brésil s'efforce d'aider d'autres pays à reproduire ses expériences fructueuses. Ces dernières années, les actions entreprises par le Brésil sur la scène internationale ont été mues par un sentiment de solidarité. Nous avons la conviction qu'il est possible de mener une politique étrangère humaniste sans perdre de vue les intérêts nationaux; une politique étayée par la coopération Sud-Sud. Le Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim, créé par l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, finance des projets en Haïti, en Guinée-Bissau, au Cap-

Vert, en Palestine, au Cambodge, au Burundi, au Laos et en Sierra Leone. Le Brésil a considérablement augmenté son assistance humanitaire et le nombre de ses projets de coopération avec les pays plus pauvres.

L'Afrique occupe une place très spéciale dans la diplomatie brésilienne. Depuis son entrée en fonction, le Président Lula s'est rendu à 11 reprises sur le continent africain, effectuant des visites dans 20 pays. Nous avons mis en place un bureau de recherche agricole au Ghana, une ferme-pilote de culture du coton au Mali, une usine de fabrication des médicaments antirétroviraux au Mozambique et des centres de formation professionnelle dans cinq pays du continent. Par le biais du commerce et des investissements, nous aidons le continent africain à mettre en valeur son immense potentiel et à réduire sa dépendance à l'égard de quelques pôles de pouvoir économique et politique.

Le Brésil est particulièrement préoccupé par la situation en Guinée-Bissau. Ce n'est pas en isolant ou en abandonnant ce pays que la communauté internationale l'aidera à relever les défis auxquels il continue de faire face. Nous devons adopter des modalités de coopération intelligentes à même de promouvoir le développement et la stabilité et d'encourager les réformes nécessaires, notamment en ce qui concerne les forces armées.

Cette année, alors qu'un nombre important de pays africains célèbrent le cinquantenaire de leur décolonisation, le Brésil a réitéré son attachement à une Afrique indépendante, prospère, juste et démocratique.

Il existe peu d'endroits où la solidarité internationale est plus nécessaire qu'en Haïti. Nous nous sommes joints à l'ONU pour déplorer la tragédie qui a coûté la vie à des centaines de milliers d'Haïtiens. Nous-mêmes avons perdu des concitoyens extraordinaires comme M^{me} Zilda Arns, un médecin qui a consacré sa vie aux pauvres, en particulier aux enfants, comme M. Luiz Carlos da Costa, Chef adjoint de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, et comme 18 de nos Casques bleus.

Nous tenons à exprimer notre sympathie au peuple haïtien pour toutes les souffrances qu'il a connues et, surtout, notre admiration pour le stoïcisme et le courage dont il a fait montre face à l'adversité. Le peuple haïtien sait qu'il peut compter sur le Brésil non seulement pour l'aider à maintenir l'ordre et à défendre

la démocratie, mais aussi pour l'aider dans son développement. Nous tenons nos promesses et suivrons la situation avec vigilance afin de nous assurer que les engagements de la communauté internationale ne se limitent pas à de beaux discours.

Ces dernières années, le Gouvernement brésilien a fortement investi dans l'intégration et la paix de l'Amérique du Sud. Nous avons renforcé notre partenariat stratégique avec l'Argentine et consolidé MERCOSUR, par le biais notamment de mécanismes financiers sans pareils dans les pays en développement.

La création de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR) a pour but de consolider une véritable zone de paix et de prospérité. UNASUR a déjà fait la preuve de son utilité en favorisant la bonne entente et le règlement pacifique des conflits à l'intérieur des pays d'Amérique du Sud et entre eux, ce qui rend encore moins justifiée l'ingérence étrangère dans notre région. En créant la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, lancée à Bahia (Brésil) et confirmée à Cancun (Mexique), nous avons réaffirmé la volonté de la région d'étendre à l'Amérique centrale et aux Caraïbes les idéaux intégrationnistes qui animent les Sud-Américains.

Le Brésil réitère sa condamnation, partagée par tous en Amérique latine et dans les Caraïbes, de l'embargo imposé à Cuba qui a eu pour seul résultat d'entraver les efforts déployés par des millions de Cubains pour réaliser le développement.

Nous condamnons les mouvements antidémocratiques, tel le coup d'État au Honduras. Il est d'une importance cruciale, pour la normalisation des relations du Honduras avec l'ensemble de la région, que l'ancien Président Zelaya puisse rentrer au pays sans que sa liberté soit menacée.

Lorsque le Président Lula a pris la parole pour la première fois ici dans cette salle en 2003, l'invasion de l'Iraq planait sur le monde. Il faut espérer que nous avons tiré les leçons de cet épisode de l'histoire. Il ne faut pas avoir une foi aveugle dans des rapports des services de renseignements établis de manière à justifier des objectifs politiques. Nous devons interdire une fois pour toutes un recours à la force non conforme au droit international. Qui plus est, il est essentiel de valoriser et de promouvoir la concertation et le règlement pacifique des différends.

Il faut, dans l'optique d'instaurer un monde vraiment sécurisé, tenir la promesse qui a été faite d'éliminer complètement les armes nucléaires. Les réductions unilatérales sont une bonne chose, mais elles sont insuffisantes, surtout lorsqu'elles se produisent alors même que les arsenaux nucléaires sont modernisés.

Comme le Président Lula l'a souvent déclaré, le multilatéralisme est le visage international de la démocratie. L'ONU doit être le centre des décisions prises dans le domaine de la politique internationale.

Les changements qui se sont produits dans le monde au cours des dernières décennies et la suite de crises que nous avons traversées dans les domaines de la sécurité alimentaire, des changements climatiques, de la sphère financière et économique et de la paix et la sécurité imposent de redéfinir de toute urgence les règles qui régissent les relations internationales.

La crise financière de 2008 a accéléré les changements survenus dans la gouvernance économique mondiale. Le Groupe des Vingt (G-20) a remplacé le Groupe des Huit pour être désormais le principal forum de délibérations sur les questions économiques. Le G-20 a été un pas en avant, mais il faut l'ajuster pour assurer, par exemple, une plus grande participation des pays africains. La pertinence et la légitimité du G-20 ne pourront être préservées que si celui-ci maintient un dialogue franc et permanent avec toutes les nations représentées à l'Assemblée générale.

Au plus fort de la crise, nous avons réussi à éviter le pire : une poussée de protectionnisme incontrôlé, ce qui aurait plongé le monde dans une profonde récession. Toutefois, les pays développés n'ont pas fait montre de l'engagement nécessaire en faveur de la stabilité économique mondiale. Ils continuent de se laisser guider par leurs intérêts étroits, ce qui est des plus évidents dans le Cycle de négociations de Doha de l'Organisation mondiale du commerce. Une solution équilibrée à ce processus de négociation, qui dure depuis près de 10 ans, consisterait à promouvoir l'expansion économique et le développement des pays les plus pauvres en mettant fin aux subventions qui faussent le marché et aux barrières protectionnistes. Après tout, les pays pauvres sont les principales victimes de la vision étroite et égoïste qui prévaut encore dans les échanges commerciaux internationaux.

Les réformes ont également été insuffisantes dans le secteur financier. Une résistance injustifiée empêche la mise en œuvre de changements qui ont été convenus. L'obstination à maintenir des privilèges anachroniques perpétue et aggrave l'illégitimité des institutions.

Un autre grand problème auquel nous sommes confrontés est la réalisation d'un accord mondial, général et ambitieux sur les changements climatiques. Pour faire des progrès sur cette question, les pays doivent cesser de se cacher les uns derrière les autres. Le Brésil, comme d'autres pays en développement, a fait ce qu'il fallait faire. Mais à Copenhague, plusieurs délégations, en particulier des délégations des pays riches, ont cherché des excuses pour se soustraire à leurs obligations morales et politiques. Elles ont oublié qu'on ne peut pas négocier avec la Nature.

Il est indispensable que la seizième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques aboutisse à un résultat positif caractérisé par de vrais progrès en ce qui concerne les forêts et le financement des politiques d'adaptation et d'atténuation, et à une réaffirmation des engagements de Kyoto. La présidence mexicaine peut compter sur l'engagement du Brésil à réaliser cet objectif.

En 2012, nous accueillerons à Rio de Janeiro (Brésil) la Conférence Rio+20. Au nom du Gouvernement brésilien, j'invite toutes les délégations à tenir la promesse faite d'instaurer un développement vraiment durable.

La réforme de la gouvernance mondiale n'a pas encore atteint le domaine de la paix et la sécurité internationales. Dans les sphères économique et environnementale, les nations les plus riches ont déjà compris qu'elles ne peuvent pas se passer de la coopération des pays pauvres et émergents. Mais pour ce qui est de la paix et de la guerre, les acteurs traditionnels ont quelque réticence à partager le pouvoir.

Le Conseil de sécurité doit être réformé et élargi afin de permettre une plus grande participation aux pays en développement. Nous ne pouvons pas continuer d'utiliser des méthodes de travail qui manquent de transparence et qui permettent aux membres permanents de tenir des débats derrière des portes closes et pendant aussi longtemps qu'ils le désirent sur des questions qui concernent toute l'humanité.

Le Brésil a cherché à être à la hauteur des attentes qui sont placées dans tous les membres du Conseil de sécurité, y compris les membres non permanents – à savoir qu'ils contribuent à la paix. C'est pour cette raison que nous avons déployé de sérieux efforts pour trouver un instrument qui puisse permettre de progresser vers le règlement de la question nucléaire iranienne. Ce faisant, nous nous sommes appuyés sur des propositions qui avaient été présentées comme une occasion unique d'instaurer la confiance entre les parties. La Déclaration de Téhéran du 17 mai, signée par le Brésil, la Turquie et l'Iran, a éliminé les obstacles qui, selon les auteurs mêmes de ces propositions, avaient auparavant empêché qu'un accord soit conclu.

La Déclaration de Téhéran ne couvre pas toute la question et cela n'a jamais été son objectif. Nous sommes convaincus qu'une fois revenues à la table des négociations, les parties trouveront des moyens de régler les autres questions, notamment l'enrichissement à 20 % et les réserves d'uranium enrichi accumulées depuis octobre 2009. En dépit des sanctions, nous continuons d'espérer que la logique du dialogue et de la compréhension prévaudra. Le monde ne peut courir le risque d'un nouveau conflit tel que le conflit en Iraq. Nous insistons donc pour que le Gouvernement iranien garde une attitude souple et ouverte à l'égard des négociations, mais il faut que toutes les parties concernées fassent également preuve de bonne volonté.

Nous suivons avec attention l'évolution du processus de paix au Moyen-Orient. Nous espérons que les pourparlers directs lancés au début du mois entre les Palestiniens et les Israéliens donneront des résultats concrets qui déboucheront sur la création d'un État palestinien à l'intérieur des frontières d'avant 1967, un État qui garantisse au peuple palestinien une vie digne, côte-à-côte et dans la paix avec l'État d'Israël.

Cependant, ce n'est pas le format du dialogue qui permettra à ce dernier d'aboutir ou non à des résultats. Ce qui importe c'est la volonté des parties de parvenir à une paix juste et durable. Cela sera plus facile à réaliser avec la participation de toutes les parties concernées. Le gel de la construction de colonies dans les territoires occupés, la levée du blocus de Gaza et l'arrêt des attaques contre des populations civiles sont des éléments cruciaux du processus.

Lors de sa visite en Israël, en Palestine et en Jordanie en mars dernier, le Président Lula s'est

entretenu avec les responsables des gouvernements et les représentants de la société civile à propos de ces questions. Nous recevons fréquemment à Brasilia les dirigeants de différents pays de la région, qui recherchent un appui pour régler des problèmes qui les affectent depuis des décennies et qui n'ont pas pu être résolus grâce aux moyens et aux acteurs traditionnels. Le Brésil, qui compte environ 10 millions d'habitants d'origine arabe ainsi qu'une importante communauté juive qui vivent ensemble en harmonie, ne reculera pas au moment d'apporter sa contribution à la paix à laquelle nous aspirons tous.

La détermination du Brésil à promouvoir les droits de l'homme est également inébranlable. Nous sommes favorables à une approche non sélective, objective et multilatérale de la question des droits de l'homme, sans politisation ou parti pris, qui permet à chacun – les riches et les pauvres, les puissants et les faibles – de bénéficier du même traitement. Selon nous, le dialogue et la coopération sont plus efficaces pour garantir l'exercice des droits de l'homme que des attitudes arrogantes qui sont le résultat d'une supériorité morale autoproclamée.

Pendant les huit années de son mandat, le Président Lula a mis en place une politique étrangère indépendante, libre de toute sorte de soumission et respectueuse des voisins et des partenaires du Brésil. C'est une politique étrangère innovante qui ne s'écarte pas des valeurs fondamentales de la nation brésilienne : paix, pluralisme, tolérance et solidarité.

Au moment même où le Brésil a changé et continuera de le faire, le monde évolue également. Nous devons approfondir et accélérer ce processus. Avec les techniques et les richesses dont nous disposons, rien ne justifie plus la faim, la pauvreté et les épidémies de maladies évitables. Nous ne pouvons plus accepter la discrimination, l'injustice et l'autoritarisme. Nous devons faire face aux problèmes du désarmement nucléaire, du développement durable et d'un commerce plus libre et plus juste. Soyez assurés que le Brésil continuera de lutter pour réaliser ces idéaux.

Allocution de M^{me} Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse.

Le Président : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M^{me} Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse.

Pour mettre les choses au clair : la Suisse, en prenant cette position, ne veut pas s'ériger en nouvelle puissance mondiale. Mais, le Président des États-Unis d'Amérique n'ayant pas encore pu arriver jusque dans la salle de l'Assemblée, la Suisse est disponible pour prendre la place qui devient ainsi libre.

M^{me} Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Leuthard : C'est pour moi un grand honneur de m'adresser, au nom de la Suisse, à l'Assemblée générale présidée cette année par notre compatriote, M. Joseph Deiss. Je tiens à féliciter le Président de l'Assemblée générale pour son élection. Elle constitue un grand honneur pour la Suisse. Elle est non seulement une reconnaissance de la personnalité et du travail de M. Deiss, mais également de l'engagement de mon pays en tant que membre de l'ONU et défenseur du multilatéralisme.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans un bâtiment en rénovation. La rénovation architecturale de l'ONU m'amène à me demander : quelle ONU sommes-nous en train d'édifier pour les 10, 20 ou 30 prochaines années? Il nous faut une ONU qui sache relever les défis de l'avenir pour le bien de tous. Il nous faut une ONU qui contribue effectivement à la résolution des problèmes de notre planète. Il nous faut des États Membres de l'ONU qui assument leur pleine responsabilité dans la construction d'un monde meilleur.

L'avenir de l'ONU doit correspondre au monde de demain. À l'heure actuelle, près d'un milliard de personnes sont encore sous-alimentées. Nous serons beaucoup plus nombreux à partager cette planète. Nous devons sans doute subsister avec moins de ressources. Grâce au développement technologique et de l'information, nos concitoyens participent de manière plus directe aux défis de nos sociétés. Toujours mieux informés, ils considèrent qu'une partie de la légitimité de notre organisation universelle réside dans sa capacité à répondre de façon efficace à ces défis. Ils exigent que des comptes leurs soient rendus.

Dans un monde plus globalisé, nous devons chérir et défendre les principes contenus dans la Charte des Nations Unies. Nous devons veiller au bon fonctionnement de notre édifice commun dans un esprit de solidarité, de respect et de responsabilité. Ceci implique non seulement d'apporter notre soutien aux pays qui ne sont pas en mesure d'aider leur population. Cela signifie également de rappeler les États à leur responsabilité envers leur propre population dans des domaines tels que la sécurité, l'état de droit, les droits humains et la démocratie – ceci dans le respect de la Charte des Nations Unies. Chaque femme, chaque homme, chaque citoyen doit apporter sa pierre à la construction de l'édifice commun. De même, chaque membre doit pouvoir être capable de mettre les intérêts nationaux au second plan. C'est uniquement ainsi que des solutions pourront être trouvées dans l'intérêt de tous.

Chaque jour, l'actualité nous rappelle que nous sommes confrontés à des défis croissants, globaux et de plus en plus complexes : crise économique et financière, changement climatique, sécurité alimentaire et énergétique, développement et pauvreté, paix et sécurité. La recherche de solutions durables à ces défis passe par une vraie gouvernance, une gouvernance qui reflète davantage les nouveaux équilibres mondiaux. La nouvelle prospérité de certains doit aller de pair avec de nouvelles responsabilités. Si les succès économiques permettent à de nouveaux États de prendre une part plus active à la gouvernance du monde, ces derniers doivent aussi accepter les responsabilités qui en découlent.

L'ONU dispose d'une légitimité unique du fait de sa composition universelle. Cette légitimité est également dérivée des thèmes qui y sont traités, qui nous concernent tous. Le programme de cette semaine en est le meilleur témoignage. Mais la légitimité dépend aussi de la performance d'une organisation et de sa capacité à répondre à ce que l'on attend d'elle.

Or les résultats de l'ONU sont parfois mitigés. Dans certaines situations, l'ONU semble mal équipée et hésitante à agir. La force que confère l'universalité devient un fardeau lorsque nous, Membres, sommes divisés. Nos débats ne doivent pas se limiter au plus petit dénominateur commun. Ils doivent déboucher sur l'action et sur des résultats pour le bien commun de l'humanité.

Car si l'ONU n'agit pas, d'autres groupes, qui ne refléteront qu'une partie des pays du monde, prendront les devants dans un souci d'efficacité et joueront un rôle central dans la gouvernance globale. Pour la Suisse, de tels groupes manquent de légitimité en raison de leur composition restreinte. Il est donc crucial que l'ONU et ses organes principaux demeurent au centre de la gouvernance mondiale. C'est pourquoi nous devons veiller à ce que la légitimité de l'Organisation universelle ne souffre pas d'un manque d'efficacité. Pour progresser dans la construction d'un monde meilleur, il est de notre responsabilité collective d'apporter à un défi global, une réponse globale. La Suisse veut contribuer à cet effort commun.

Une action d'envergure mondiale est requise dans les domaines suivants.

Il faut mettre en œuvre rapidement et complètement les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous savons que jeter un sac de riz d'un hélicoptère n'est pas suffisant. Nous devons plutôt apprendre aux gens à cultiver du riz. En effet, aujourd'hui, 1,4 milliard de personnes vivent encore dans l'extrême pauvreté. Chaque jour, trop d'enfants et de mères meurent de malnutrition et de manque de soins. Nous savons que d'immenses moyens financiers sont nécessaires après une catastrophe. Dans l'urgence, l'argent afflue. Toutefois, trois ans après la catastrophe, qui s'y intéresse encore? Qui participe à la reconstruction?

Il convient de définir au plus vite des objectifs contraignants visant la réduction des émissions de CO₂. Nous disposons aujourd'hui d'un savoir, de technologies propres, de technologies vertes. Il faut agir, chacun avec des mesures ciblées pour son propre pays. Attendre que les pays industrialisés aient investi au Sud ne suffit pas. Ici également, chacun doit prendre ses responsabilités. Nous avons encore cette année, au Mexique, une chance de progresser. Les catastrophes naturelles survenues récemment sont des signes qui ne trompent pas. La Suisse réduira de 20 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020.

Trente ans après la fin de la guerre froide, la prolifération des armes de destruction massive représente toujours un grand danger pour la paix et la sécurité. Mais les véritables ravages auprès de la population civile sont causés par les armes légères et de petit calibre. Actuellement, le terrorisme profite de cette situation et peut facilement s'alimenter sur le

marché. La Suisse, avec d'autres pays, soutient une mise en œuvre complète de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies. Cette initiative prévoit également l'engagement de spécialistes de l'aide humanitaire ou de l'éducation.

L'égalité des genres doit enfin être une réalité. Pendant des décennies, l'accès des femmes et des filles à l'éducation et à la santé a été restreint. Plus que d'autres, elles ont été touchées par la pauvreté. Elles ont été la cible de violences systématiques lors de conflits armés. Il est grand temps de recourir pleinement à leur potentiel de médiation ou d'acteur dans la reconstruction de pays touchés par un conflit. Dans ce contexte, la Suisse salue la création récente de l'entité « ONU-Femmes », qui nous rapproche de cette vision.

Nous ne devons pas faire de l'ONU un monument historique immuable, mais une organisation dynamique. Elle est l'unique organisation légitime du monde qui représente tous les peuples et toutes les nations. Elle est l'unique organisation légitime capable d'atténuer les différences, capable d'établir l'équilibre entre les régions.

Pour que cela fonctionne, chacun doit prendre ses responsabilités et commencer par faire le ménage dans sa propre maison. Toutefois, il ne suffit pas de parler ou de faire des rapports. Nous devons agir. Chaque État Membre de l'ONU doit s'engager avec clarté ici, au sein de l'ONU, pour répondre aux questions urgentes concernant le monde d'aujourd'hui et de demain. La confiance et la crédibilité de notre organisation en sortiront renforcées.

La Suisse reste fermement convaincue de la pertinence d'une approche multilatérale, dont les Nations Unies sont le centre. Ensemble, avec la contribution de chacun, nous serons capables de créer un monde plus juste, plus pacifique et plus prospère. Je remercie tous les participants de leur engagement.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la Confédération suisse de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique

Le Président : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Obama (parle en anglais) : C'est un grand honneur pour moi que de prendre la parole devant l'Assemblée pour la deuxième fois, presque deux ans après mon élection en tant que Président des États-Unis. Nous sommes conscients que nos peuples traversent une période peu ordinaire. Chacun vient ici avec ses propres problèmes et priorités. Toutefois, nous partageons également certaines difficultés en tant que dirigeants et en tant que nations.

Nous sommes rassemblés ici dans une institution édifée sur les décombres de la guerre, et conçue pour unifier un monde en quête de paix. Et nous nous réunissons dans une ville qui, pendant des siècles, a accueilli des populations venues du monde entier, montrant ainsi que des individus de toute couleur, confession et condition pouvaient se regrouper pour exploiter de nouvelles possibilités, bâtir une communauté et vivre en ayant la chance d'être libres.

Derrière les portes de cette salle, les quartiers de cette grande ville racontent l'histoire d'une décennie difficile. Il y a neuf ans, la destruction du World Trade Center révélant l'existence d'une menace qui ne reconnaît pas les limites qu'imposent la dignité ou la décence. Il y a deux ans ce mois-ci, la crise financière à Wall Street dévastait les familles américaines moyennes. Ces deux événements distincts ont affecté plusieurs personnes à travers le monde. Des hommes, des femmes et des enfants ont été tués par des extrémistes de Casablanca à Londres, de Jalalabad à Jakarta. L'économie mondiale a été durement frappée pendant la crise financière qui a paralysé les marchés et différé à jamais les rêves de millions de personnes sur tous les continents. Derrière ces menaces à notre sécurité et à notre prospérité se cachent des peurs plus

profondes, à savoir que les anciennes haines et divergences religieuses sont en train de réapparaître, et que, d'une certaine manière, nous ne maîtrisons plus un monde devenu de plus en plus interdépendant.

Mon gouvernement a déjà été confronté à certains de ces problèmes depuis notre entrée en fonctions. Et aujourd'hui, je voudrais expliquer à l'Assemblée ce que nous avons fait au cours des 20 derniers mois pour régler ces problèmes, quelle est notre responsabilité dans la recherche de la paix au Moyen-Orient, et quel type de monde nous essayons de bâtir au XXI^e siècle.

Je commencerai par ce que nous avons accompli. Je n'ai eu d'autre préoccupation en tant que Président que de préserver notre économie d'une catastrophe potentielle. Or, à notre époque où la prospérité est partagée, nous ne pouvions agir seuls. C'est pourquoi les États-Unis ont joint leurs forces à celles des nations du monde entier pour relancer la croissance et la demande en vue de stimuler à nouveau la création d'emplois.

Nous sommes en train de réformer le système financier mondial, en commençant par la réforme de Wall Street ici chez nous, pour qu'une crise comme celle-ci ne se reproduise plus jamais. Nous avons aussi chargé le Groupe des Vingt de centraliser la coordination internationale, car dans un monde où la prospérité est plus partagée, nous devons élargir notre cercle de coopération afin d'y inclure les économies émergentes – des économies de tous les coins du globe.

Nos efforts ont donné beaucoup de résultats, même s'il reste encore beaucoup à faire. L'économie mondiale a été sauvée de justesse de la dépression et est de nouveau en phase de croissance. Nous avons résisté au protectionnisme et cherchons les moyens d'élargir le commerce et les échanges entre les pays. Mais nous ne pouvons pas – et ne voulons pas – relâcher nos efforts tant que les semences de progrès n'aboutiront pas à une plus grande prospérité, non seulement pour tous les Américains mais également pour tous les peuples du monde.

Pour ce qui est de notre sécurité commune, les États-Unis luttent plus efficacement contre Al-Qaïda et sont sur le point d'achever la guerre en Iraq. Depuis mon entrée en fonctions, les États-Unis ont retiré près de 100 000 soldats de l'Iraq. Nous l'avons fait de manière responsable, étant donné que les Iraquiens reprenaient peu à peu en main la sécurité de leur pays. Nous nous attachons à présent à construire un

partenariat durable avec le peuple iraquien, tout en maintenant notre engagement à retirer le reste de nos contingents d'ici à la fin de l'année prochaine.

Tout en réduisant nos effectifs en Iraq, nous nous sommes recentrés sur les mesures pour vaincre Al-Qaida et priver de refuge ses associés. En Afghanistan, les États-Unis et leurs alliés mènent une stratégie visant à briser l'élan des Taliban et à consolider la capacité du Gouvernement et des forces de sécurité de l'Afghanistan afin que la transition vers la prise de responsabilité afghane débute en juillet prochain. De l'Asie du Sud à la corne de l'Afrique, nous nous orientons vers une approche plus ciblée, qui renforcera nos partenaires et démantèlera les réseaux terroristes sans le déploiement de vastes contingents américains.

Alors que nous sommes à la poursuite des extrémistes les plus dangereux de la planète, nous cherchons également à les priver des armes les plus dangereuses du monde et à instaurer la paix et la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires.

Au début de cette année, 47 pays ont adhéré à un plan de travail destiné à sécuriser tous les matériaux nucléaires vulnérables dans un délai de quatre ans. Nous nous sommes associés à la Russie pour signer le traité de maîtrise des armements le plus complet depuis des décennies. Nous avons réduit le rôle des armes nucléaires dans notre stratégie de sécurité. Et ici, à l'ONU, nous avons ensemble renforcé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Dans le cadre de nos efforts en faveur de la non-prolifération, j'ai tendu la main à la République islamique d'Iran l'an dernier en soulignant qu'elle a des droits et des responsabilités en tant que membre de la communauté internationale. J'ai également dit – dans cette salle – que l'Iran devrait répondre de ses actes s'il n'assumait pas ses responsabilités. Voilà ce que nous avons accompli.

L'Iran est le seul État partie au TNP qui ne peut pas prouver les intentions pacifiques de son programme nucléaire, et cette attitude engendre des conséquences. Par la résolution 1929 (2010) du Conseil de sécurité, nous avons indiqué clairement que le droit international n'est pas une vaine promesse.

À présent, soyons clairs une fois de plus : les États-Unis et la communauté internationale cherchent à régler leurs différends avec l'Iran, et la porte reste ouverte à la diplomatie si l'Iran choisit de l'emprunter.

Mais le Gouvernement iranien doit faire montre d'un engagement clair et crédible et confirmer au monde les intentions pacifiques de son programme nucléaire.

Alors que nous luttons contre la propagation des armes meurtrières, nous tentons également de faire face au spectre du changement climatique. Après avoir procédé à des investissements historiques dans les énergies propres et l'efficacité énergétique aux États-Unis, nous avons contribué à l'élaboration d'un accord à Copenhague qui, pour la première fois, impose à toutes les grandes économies de réduire leurs émissions. Nous sommes tout à fait conscients qu'il ne s'agit que d'une première étape. Par la suite, nous appuierons un processus dans lequel toutes les grandes économies assumeront la responsabilité qui leur incombe de protéger la planète tout en faisant des énergies propres un moteur de la croissance et du développement.

Les États-Unis ont en outre fait face aux responsabilités particulières qui vont de pair avec leur puissance. Depuis l'arrivée des pluies et des inondations au Pakistan, nous avons promis notre soutien à ce pays et nous devrions tous aider le peuple pakistanais dans ses efforts de relèvement et de reconstruction. Et lorsque la terre a tremblé, faisant des ravages en Haïti, nous avons rejoint une coalition de nations pour intervenir. Aujourd'hui, nous rendons hommage aux membres de la famille des Nations Unies qui ont perdu la vie dans ce séisme et nous nous engageons à rester aux côtés du peuple haïtien jusqu'à ce qu'il se remette complètement de cette catastrophe.

Au milieu de ces bouleversements, nous avons également été persistants dans notre quête de la paix. L'année dernière, je me suis engagé à déployer mes meilleurs efforts pour appuyer l'objectif de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, dans le cadre d'une paix globale entre Israël et tous ses voisins. Nous avons parcouru un chemin tortueux ces 12 derniers mois et nous avons connu plus de bas que de hauts. Cependant, je me réjouis de ce qu'au courant de ce mois, nous ayons ouvert des négociations directes entre les Israéliens et les Palestiniens à Washington, à Charm el-Sheikh et à Jérusalem.

Je reconnais toutefois que nombreux sont ceux qui sont pessimistes au sujet de ce processus. Les cyniques disent que les Israéliens et les Palestiniens se méfient trop les uns des autres et qu'ils ont trop de

divisions internes pour forger une paix durable. Les détracteurs de deux côtés tenteront de faire dérailler le processus par des paroles amères, des bombes et des coups de feu. Certains disent que le fossé qui sépare les parties est trop profond, que le risque de voir le processus de négociation s'effondrer est trop élevé et qu'après des décennies d'échec, la paix n'est tout simplement pas possible.

Je comprends ces voix sceptiques. Mais je demande à l'Assemblée de songer à ce que toute autre alternative signifierait. Si un accord n'est pas conclu, les Palestiniens ne connaîtront jamais la fierté et la dignité qu'implique le fait d'avoir leur propre État. Les Israéliens ne connaîtront jamais la certitude et la sécurité que donnent des voisins souverains et stables déterminés à coexister. Les dures réalités de la démographie l'emporteront. Le sang continuera de couler. La Terre sainte demeurera le symbole de nos divergences au lieu de devenir le symbole de notre humanité partagée.

Je me refuse à accepter cet avenir. Nous avons tous un choix à faire. Chacun de nous doit choisir la voie de la paix. Bien entendu, cette responsabilité incombe en premier aux parties elles-mêmes, qui doivent répondre à l'appel de l'histoire. Au début de ce mois, à la Maison Blanche, j'ai été frappé par des propos tenus par les dirigeants israélien et palestinien. Le Premier ministre Netanyahu a déclaré : « Je suis venu ici aujourd'hui pour trouver un compromis historique qui permettra aux deux peuples de vivre en paix, dans la sécurité et la dignité. » Le Président Abbas a dit : « Nous n'épargnerons aucun effort et nous travaillerons avec diligence et sans relâche pour faire en sorte que ces négociations aboutissent. »

Ces paroles doivent maintenant être suivies d'actions et je crois que les deux dirigeants ont le courage de le faire. Cependant, le chemin qu'ils doivent parcourir est semé d'embûches, et c'est pourquoi j'appelle les Israéliens et les Palestiniens – et le monde entier – à se rallier à cet objectif que ces dirigeants partagent maintenant.

Nous savons qu'il y aura des épreuves en cours de route, et que l'une de ces épreuves est imminente. Le moratoire israélien sur la construction de nouvelles colonies de peuplement a changé les choses sur le terrain et a amélioré l'atmosphère des pourparlers.

Notre position sur cette question est bien connue. Nous pensons qu'il conviendrait de proroger ce

moratoire. Nous pensons également que les pourparlers doivent se poursuivre jusqu'à ce qu'ils aboutissent. Il est temps maintenant que les parties s'entraînent pour surmonter cet obstacle. Il est temps maintenant de renforcer la confiance et de donner le temps voulu pour que de véritables progrès puissent être réalisés. Il est temps maintenant de saisir l'occasion offerte et de ne pas la laisser s'échapper.

Il est vrai que c'est aux Israéliens et aux Palestiniens de faire la paix, mais nous avons tous notre part de responsabilité. Ceux d'entre nous qui sont les amis d'Israël doivent comprendre que pour une véritable sécurité de l'État juif, il faut impérativement un État palestinien indépendant qui permette au peuple palestinien de vivre dans la dignité et d'avoir des perspectives d'avenir. Et ceux d'entre nous qui sont les amis des Palestiniens doivent comprendre que les droits du peuple palestinien ne seront conquis que par des moyens pacifiques, y compris une réconciliation sincère avec un Israël vivant en sécurité.

Je sais que dans cette salle, nombreux sont ceux qui se rangent parmi les amis des Palestiniens. Ces déclarations d'amitié doivent maintenant être appuyées par des actes. Ceux qui ont signé l'Initiative de paix arabe devraient saisir cette occasion pour la concrétiser en prenant des mesures tangibles en faveur de la normalisation de la situation, promise à Israël par ladite Initiative.

Et ceux qui prônent l'autonomie palestinienne devraient aider l'Autorité palestinienne politiquement et financièrement et, ce faisant, aider les Palestiniens à mettre en place les institutions de leur État.

Ceux qui appellent de leurs vœux un État palestinien indépendant doivent également cesser d'essayer de détruire Israël. Après des milliers d'années, les Juifs et les Arabes ne sont pas des étrangers vivant en terre étrangère. Après 60 ans au sein de la communauté des nations, l'existence d'Israël ne doit pas faire l'objet de débats.

Israël est un État souverain et la patrie historique du peuple juif. Tout le monde devrait bien comprendre que toute action visant à ôter de sa légitimité à Israël se heurtera à l'opposition inébranlable des États-Unis. Toute action visant à menacer ou à tuer des Israéliens ne servira en rien la cause des Palestiniens. Massacrer des Israéliens innocents, ce n'est pas de la résistance. C'est une injustice. Ne vous y trompez pas : le courage d'un homme comme le Président Abbas, qui défend

son peuple devant le monde dans des circonstances extrêmement difficiles, est de loin plus grand que celui de ceux qui lancent des roquettes sur des femmes et des enfants innocents.

Le conflit entre les Israéliens et les Arabes est aussi vieux que l'ONU. Et nous pouvons revenir ici l'année prochaine, comme nous l'avons fait ces 60 dernières années, et prononcer de longs discours sur le sujet. Nous pouvons réciter la même liste de griefs. Nous pouvons présenter les mêmes résolutions. Nous pouvons alimenter encore les forces de la détraction et de la haine. Nous pouvons également perdre encore plus de temps en avançant un argument qui n'aidera aucun enfant israélien ou palestinien à connaître une vie meilleure. Nous pouvons le faire.

Ou alors, nous pouvons dire que cette fois-ci les choses seront différentes, que cette fois-ci nous ne laisserons pas la terreur, l'agitation, les gesticulations ou la politique politicienne nous barrer le chemin. Cette fois-ci, nous penserons, non pas à nous-mêmes, mais à la fillette de Gaza qui ne veut pas que ses rêves soient limités ou au jeune garçon de Sdérot qui veut dormir sans le cauchemar des tirs de roquettes.

Cette fois-ci, nous devrions nous inspirer des enseignements de tolérance qui sont au cœur des trois grandes religions pour lesquelles Jérusalem est une terre sacrée. Cette fois-ci, nous devrions faire appel à ce qu'il y a de mieux en nous-mêmes. Si nous agissons ainsi, quand nous reviendrons ici l'année prochaine, nous aurons peut-être conclu un accord qui permettra d'accueillir un nouvel État Membre au sein de l'ONU – un État palestinien indépendant et souverain, vivant en paix avec Israël.

C'est notre destinée que de porter le fardeau des défis dont j'ai parlé : la récession, la guerre et les conflits. Et nos politiques extérieures sont souvent guidées par un sentiment d'urgence, voire d'extrême urgence. En effet, après des millénaires marqués par des guerres, cette institution reflète justement le désir de l'humanité de créer une instance chargée de traiter des questions urgentes inévitables.

Mais tout en nous attaquant aux défis immédiats, nous devons également avoir la clairvoyance de voir au-delà de ces défis et penser à ce que nous voulons construire à long terme. Quel est le monde qui nous attendra quand les batailles d'aujourd'hui auront pris fin? C'est à cela que je voudrais consacrer le temps qui me reste aujourd'hui.

L'une des premières mesures prises par cette Assemblée générale a été d'adopter, en 1948, la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui commence ainsi : « la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ».

L'idée est simple : la liberté, la justice et la paix dans le monde commencent par la liberté, la justice et la paix dans la vie de chaque individu. Et pour les États-Unis, c'est une question de choix morale et de pragmatisme. Comme l'a dit Robert Kennedy, « l'individu, l'enfant de Dieu, est la pierre de touche de toutes les valeurs, et la société dans son ensemble, les groupes, l'État n'existent que pour son bénéfice ».

Nous défendons donc les valeurs universelles parce que c'est notre devoir. Mais l'expérience nous a aussi appris que ceux qui défendent ces valeurs pour leurs concitoyens se sont aussi avérés nos plus proches amis et alliés, alors que ceux qui niaient ces droits, qu'ils soient des terroristes ou des gouvernements tyranniques, ont choisi d'être nos adversaires.

Les droits de l'homme n'ont jamais été acceptés sans difficultés, dans aucun de nos pays ou dans le monde. La tyrannie est toujours présente, que ce soit sous les traits de Taliban qui tuent les filles qui essaient d'aller à l'école, d'un régime nord-coréen qui asservit ses propres citoyens ou d'un groupe armé du Congo-Kinshasa qui utilise le viol comme arme de guerre.

En période de malaise économique, les droits de l'homme peuvent également poser problème. Aujourd'hui, comme lors des récessions précédentes, certains écartent les droits de l'homme au profit de la promesse d'une stabilité à court terme ou la théorie, erronée, que la croissance économique et la liberté ne sont pas indissociables. Des dirigeants prolongent la durée de leur mandat. Des mesures répressives sont prises à l'encontre de la société civile. La corruption étouffe l'esprit d'entreprise et la bonne gouvernance. Certaines réformes démocratiques sont renvoyées aux calendes grecques.

Comme je l'ai dit l'an dernier, chaque pays suit la voie tracée par sa propre culture. L'expérience nous a montré que l'histoire est dans le camp de la liberté; que les économies ouvertes, les sociétés ouvertes et les gouvernements transparents jettent les fondements des progrès de l'humanité. Autrement dit, la démocratie

répond mieux aux attentes des citoyens que d'autres formes de gouvernement. Et je suis persuadé que cette vérité sera prouvée dans un monde où les frontières entre les pays s'effacent.

L'Amérique s'emploie à façonner un monde qui promeut cette ouverture, car la gangrène provoquée par les économies fermées ou corrompues détruit l'énergie et l'esprit d'innovation des hommes. Nous revendiquons tous le droit à l'éducation pour nos enfants, le droit à un salaire décent, le droit de soigner nos malades et d'être portés aussi loin que nos rêves et nos actions le permettent. Cela implique toutefois que nos économies tirent parti du potentiel de nos citoyens, y compris des femmes et des enfants; que les entrepreneurs puissent créer une entreprise sans devoir soudoyer quelqu'un; que le gouvernement donne toutes les chances possibles à ses citoyens au lieu de les spolier; et que l'on récompense le travail, pas les risques inutiles.

J'ai présenté hier une nouvelle politique de développement visant à atteindre ces objectifs, qui reconnaît que la dignité est un droit humain fondamental; et le développement mondial, dans notre intérêt à tous. L'Amérique fera équipe avec toutes les nations qui aident leurs citoyens à s'affranchir du joug de la pauvreté. Ensemble, nous devons générer une croissance tirée par les personnes et les marchés émergents du monde entier.

Rien ne justifie que l'Afrique n'exporte pas ses produits agricoles. C'est pour cette raison que notre initiative en faveur de la sécurité alimentaire autonomise les exploitants agricoles. Rien ne justifie que les entrepreneurs ne créent pas de nouveaux marchés dans toutes les sociétés. C'est pour cette raison que les États-Unis ont accueilli, au printemps dernier, un sommet sur l'entrepreneuriat, car les gouvernements doivent absolument autonomiser leurs citoyens, pas leur mettre des bâtons dans les roues.

Cela vaut également pour la société civile : si l'humanité a progressé, c'est parce que des personnes ont pu se rassembler, des organisations non gouvernementales ont exigé des changements démocratiques et des médias libres ont demandé des comptes aux puissants. N'en avons-nous pas été les témoins lorsque les Sud-Africains ont refusé l'apartheid, lorsque les Polonais ont soutenu Solidarność, lorsque les mères des disparus se sont élevées contre la guerre sale et que les Américains ont

manifesté en faveur des droits de toutes les races, y compris la mienne? La société civile est la conscience de nos communautés et l'Amérique s'engagera toujours à l'étranger en faveur des citoyens, loin des coulisses du pouvoir. Nous dénoncerons ceux qui empêchent les idées de se déployer librement et nous donnerons la parole à ceux qui sont sans voix. Nous encouragerons la création de nouveaux outils de communication qui autonomisent les personnes et leur permettent de communiquer, en toute sécurité, dans des sociétés répressives. Nous encouragerons l'usage d'un Internet gratuit et non censuré qui donne à ses utilisateurs accès à l'information et leur permette de décider par eux-mêmes. Il est temps d'adhérer à des normes qui font avancer les droits de la société civile et garantissent son expansion à l'intérieur et à l'extérieur des pays et d'en assurer efficacement le suivi.

Une société ouverte favorise un gouvernement transparent, mais elle ne saurait s'y substituer. Il n'est pas de droit plus fondamental que celui de choisir ses dirigeants et de décider de sa destinée. Mais, ne vous y trompez pas : la démocratie ne régnera pas dans le monde parce que les États-Unis en ont décidé ainsi, elle régnera parce que les citoyens veulent avoir leur mot à dire en matière de gouvernance.

Il n'est pas de sol où cette idée ne puisse germer, et chaque démocratie est le reflet de l'unicité d'un pays. Cet automne, je me rendrai en Asie, puis en Inde, pays qui a pacifiquement rejeté le colonialisme et créé une démocratie florissante forte de plus d'un milliard de personnes.

Je poursuivrai ma route en Indonésie, le plus grand pays musulman du monde, dont les milliers d'îles sont unies par un gouvernement représentatif et la société civile. Je participerai à la réunion du G-20 dans la péninsule coréenne, qui offre le contraste le plus saisissant au monde entre une société dynamique, libre et ouverte et une autre fermée et asservie. Je terminerai mon voyage au Japon, culture ancienne où règne la paix et dont la démocratie a ouvert la voie à un extraordinaire développement.

Chacun de ces pays donne à sa manière corps aux principes démocratiques. Certains gouvernements renoncent aux réformes, mais nous louons le courage du Président colombien, qui s'est volontairement retiré, et nous nous réjouissons de la promesse d'une nouvelle constitution au Kenya.

Le fil conducteur du progrès est le principe suivant : un gouvernement est comptable de ses actions à ses citoyens. La diversité que l'on voit dans cet hémicycle atteste du fait qu'aucun pays n'a toutes les réponses, mais nous devons tous répondre de nos actes face à nos citoyens.

De toutes les régions du monde s'élève la promesse novatrice de rendre les gouvernements plus transparents et plus responsables. Nous devons maintenant faire fond sur ces progrès. Lorsque nous nous retrouverons ici, l'an prochain, nous devons prendre des engagements spécifiques pour promouvoir la transparence; lutter contre la corruption; mobiliser l'engagement civique; et élaborer de nouvelles technologies afin de renforcer les fondements de la liberté dans nos propres pays, tout en étant à la hauteur des idéaux qui peuvent éclairer le monde.

Cette institution peut encore jouer un rôle indispensable pour faire avancer les droits de l'homme. L'heure est venue de saluer les efforts d'ONU-Femmes pour protéger les droits de la femme dans le monde.

L'heure est venue pour chaque État Membre de laisser les observateurs internationaux surveiller les élections et d'augmenter sa contribution au Fonds des Nations Unies pour la démocratie. L'heure est venue de revitaliser le mandat de maintien de la paix de l'ONU afin que ses missions disposent des ressources nécessaires pour réussir, que les ignobles violences sexuelles prennent fin et que la justice soit imposée, car ni la dignité ni la démocratie ne peuvent exister sans une sécurité minimale.

L'heure est venue de rendre cette institution plus responsable de ses actes également, car les défis de ce siècle nous imposent d'imaginer de nouvelles manières de servir nos intérêts communs.

Le monde que l'Amérique cherche à instaurer n'est pas un monde que nous pourrions construire seul. Pour que ceux qui souffrent sous le joug de l'oppression puissent jouir de leurs droits de l'homme, nous devons faire entendre nos voix. Je demande en particulier aux nations qui se sont libérées de la tyrannie et qui ont été une source d'inspiration pour le monde dans la seconde moitié du siècle dernier – de l'Afrique australe à l'Asie du Sud et de l'Europe orientale à l'Amérique du Sud. Ne restez pas sans réagir, ne gardez pas le silence lorsque des dissidents dans d'autres pays sont emprisonnés et lorsque des manifestants sont battus, rappelez-vous votre propre

histoire. Car défendre la liberté des autres est le prix que nous devons en partie payer pour notre propre liberté.

Cette conviction sera au cœur de la politique de l'Amérique au XXI^e siècle. C'est cette conviction qui nous a permis de surmonter plus de deux siècles d'épreuves et c'est cette conviction qui nous permettra de surmonter les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui – que ce soit la guerre, la récession, les conflits ou la division.

À l'heure où nous sortons d'une décennie difficile, je me tiens, devant vous, confiant dans l'avenir – un avenir où l'Iraq ne sera dirigé ni par un tyran ni par une puissance étrangère et où l'Afghanistan sera libéré du fléau de la guerre; un avenir où les enfants d'Israël et de la Palestine pourront instaurer une paix impossible pour leurs parents; un monde où la promesse du développement libérera les plus démunis du carcan de la pauvreté et de la maladie; un avenir où l'orage de la récession se dissipera devant l'annonce d'un renouveau et où le rêve d'une vie meilleure sera à la portée de tous.

Cet avenir ne sera pas facile à construire. Nous devons essayer des revers et cela prendra du temps. Mais la création de l'Organisation des Nations Unies elle-même est la preuve des progrès accomplis par l'humanité. Rappelez-vous, à une période beaucoup plus difficile que la nôtre, nos prédécesseurs ont choisi de mettre tout leur espoir dans l'unité au lieu de choisir la voie facile de la division et ont promis aux générations futures que la dignité et l'égalité des êtres humains seraient notre cause commune.

Il nous appartient de tenir cette promesse. Même si nous devons affronter des forces maléfiques qui mettront à l'épreuve notre détermination, les Américains ont toujours eu lieu de croire que nous pouvons choisir un meilleur avenir; que nous devons seulement regarder au-delà des murs qui nous entourent. Car les citoyens de toutes les origines possibles et imaginables qui composent cette ville sont la preuve vivante que tous peuvent avoir accès aux mêmes chances, que ce que nous avons en commun en tant qu'êtres humains est plus fort que ce qui nous sépare et que des personnes venant de toutes les régions du monde peuvent vivre ensemble en paix.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi

Le Président : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Malawi.

M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mutharika (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de prendre la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies en qualité de Président de l'Union africaine.

Je tiens à vous féliciter en mon nom et au nom de l'Union africaine, Monsieur le Président, pour votre élection en tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session. Soyez assuré, Monsieur, de l'appui de l'Afrique dans votre travail.

Je voudrais rendre hommage à S. E. M. Ali Abdussalam Treki, pour la qualité de sa présidence durant la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale.

Je félicite également notre Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon, pour la façon exemplaire dont il dirige notre organisation et l'excellence dont il continue à faire preuve dans l'exercice de ses responsabilités. Le continent africain lui est particulièrement reconnaissant de l'appui constant qu'il apporte au programme de développement de l'Afrique.

Je suis heureux de dire que l'Afrique se félicite du thème choisi pour la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui vise à réaffirmer le rôle de l'ONU dans la gouvernance mondiale. Les dirigeants africains estiment que, forte de sa composition universelle, l'Organisation des Nations Unies est bien placée pour réaliser le consensus politique nécessaire à une gouvernance mondiale. Ils estiment que l'ONU peut faire naître les solutions aux problèmes communs de gouvernance que

notre village mondial continue de rencontrer, s'agissant par exemple de la gestion de la diversité et de la lutte contre le terrorisme ou les conflits. Plus que jamais auparavant, l'ONU a besoin de renforcer ses institutions pour être à même de promouvoir la paix et la stabilité et de faciliter une croissance et une prospérité équilibrées entre les pays développés et en développement.

L'Afrique voudrait également rappeler à l'ONU de ne pas perdre de vue son engagement à lutter contre la pauvreté. La réduction de la pauvreté doit rester sa première priorité.

Alors que nous nous penchons sur le thème de cette session, à savoir le rôle central de l'ONU dans la gouvernance mondiale, j'ai pleinement conscience que l'Afrique dont le monde entend parler est celle des fléaux et des catastrophes naturelles qui la frappent sans arrêt. Les médias internationaux font leur une sur une Afrique marquée par l'extrême pauvreté, les maladies endémiques généralisées et la souffrance humaine. Ils dressent le portrait de l'Afrique en proie aux guerres civiles, aux génocides, au terrorisme et à la piraterie. Ils glorifient l'Afrique sous-développée et désespérée.

Ce dont leurs reportages ne parlent pas, ce sont les réussites d'un certain nombre de gouvernements africains. Nous n'entendons pas parler des succès de la démocratie participative et de la bonne gouvernance. Nous n'entendons pas parler des élections générales multipartites pacifiques. Nous n'entendons pas parler des taux élevés de croissance macroéconomique de certains pays africains. Nous n'entendons pas parler des réussites de plusieurs d'entre eux en matière de sécurité alimentaire.

Voilà pourquoi je souhaite aujourd'hui présenter à l'Assemblée générale un autre visage de l'Afrique. Il s'agit de l'Afrique des nouveaux espoirs et des nouvelles possibilités, de l'Afrique au potentiel industriel, minier et agroalimentaire, de l'Afrique des nouvelles perspectives en termes de création d'emplois, et de l'Afrique qui peut produire assez de nourriture pour tous.

Oui, voilà l'Afrique que je veux faire connaître à l'Assemblée, l'Afrique qui prend un nouveau départ.

Je veux que le monde sache que nous, dirigeants africains, avons une vision claire d'une Afrique nouvelle, libérée de la faim, de la maladie et de la

pauvreté. Nous avons la vision d'une Afrique nouvelle, prospère et pleine d'espoirs. Nous avons la vision de nations africaines déterminées à contribuer davantage à la prospérité économique, à la paix et à la stabilité du monde.

Je veux informer le monde que les dirigeants de l'Union africaine ont décidé de débloquer l'énorme cumul de ressources de l'Afrique, en termes tant de ressources naturelles que de capital humain, afin de mettre en place de nouvelles industries qui créeront de nouvelles richesses pour nos peuples. Voilà pourquoi cette année, j'ai choisi d'aborder le thème du « nouveau départ de l'Afrique » devant cette auguste Assemblée. Je veux que l'ONU partage notre conviction que l'Afrique n'est pas un continent pauvre. Ce sont les peuples africains qui sont pauvres.

Cette année, je suis venu informer notre organisation mondiale que l'Afrique a résolu d'en finir avec l'afropessimisme pour privilégier l'afro-optimisme. Nous allons créer une Afrique meilleure.

Abordons maintenant les questions mondiales. Le monde d'aujourd'hui est confronté à un défi, celui de produire assez de nourriture pour les plus de 9 milliards d'habitants que compte la planète et ce, sur fond de prix alimentaires en hausse, de réchauffement planétaire, de changements climatiques et de dégradation de l'environnement. Je suis heureux d'informer notre organisation que les dirigeants africains sont pleinement conscients de ces problèmes et sont convenus à l'unanimité d'instituer de nouvelles mesures pour que, d'ici à cinq ans, l'Afrique soit capable de produire assez d'aliments pour nourrir sa population. Ils ont également résolu que, d'ici à cinq ans, plus aucun enfant africain ne mourrait de faim ou de malnutrition.

Pour atteindre ces objectifs, l'Union africaine a décidé de transformer le continent en un panier alimentaire dont le but principal est d'encourager tant l'allocation de ressources budgétaires accrues que les investissements du secteur privé dans l'agriculture et la production alimentaire. Pour ce faire, les dirigeants africains ont décidé de réorienter leurs efforts politiques vers trois domaines prioritaires, à savoir l'agriculture et la sécurité alimentaire; les transports et le développement énergétique; et le changement climatique. Des structures de transports efficaces et un approvisionnement suffisant en énergie devraient permettre d'intensifier la production agricole et le

traitement des produits alimentaires et d'améliorer la mobilité humaine et la commercialisation des produits alimentaires et agricoles entre les pays excédentaires et les pays déficitaires sur tout le continent africain.

Le concept de panier alimentaire de l'Afrique présuppose une coopération pleine et entière entre l'Afrique et les gouvernements du Groupe des Huit. L'ONU, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque mondiale, l'Union européenne et d'autres institutions multilatérales contribueront elles aussi à cet effort.

Je voudrais maintenant brièvement soulever quelques questions très préoccupantes pour l'Afrique : les effets néfastes du changement climatique, la paix et la sécurité fragiles, le terrorisme et la piraterie, la mortalité maternelle, infantile et postinfantile, et la lente réforme de l'ONU.

Les dirigeants africains sont conscients de ce que le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont parmi les problèmes mondiaux les plus graves qui ont des répercussions négatives sur l'Afrique. Tous les pays de la planète subissent les effets néfastes du changement climatique. Tous les pays de la planète, à des degrés divers, connaissent certains des effets néfastes du changement climatique, comme les cyclones graves, les ouragans, l'élévation du niveau de la mer et la salinisation des eaux, les sécheresses graves prolongées et le réchauffement général de la planète.

Il existe assez de preuves qui indiquent que la majorité des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont le moins de capacités et sont les moins équipés pour faire face à ces problèmes. Le caractère planétaire du changement climatique appelle donc une intervention internationale efficace, immédiate et appropriée. Nous devons agir, et agir maintenant.

La communauté internationale a reconnu que le changement climatique représente une réelle menace pour l'humanité, et pourtant les principaux protagonistes de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Copenhague sont parvenus, en raison de leur intransigeance, à des résultats qui ont déçu l'Afrique et des pays en développement ailleurs dans le monde. C'est pourquoi les dirigeants africains voudraient que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto soient de toute urgence appliqués en tant qu'éléments essentiels de la

lutte contre le changement climatique. Ces conventions énoncent en détail les mesures qu'il convient de prendre pour atténuer le changement climatique. Au nom de l'Afrique, j'appelle à la mise en œuvre immédiate de ces décisions afin d'éviter une catastrophe humaine imminente.

Je constate avec plaisir que la santé et la protection maternelle, infantile et postinfantile sont parmi les questions sous-jacentes au thème de l'Assemblée générale cette année. Il faut donc qu'une action concertée soit entreprise pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Je suis heureux de dire que l'Union africaine a réaffirmé ses engagements en faveur de la réduction de la mortalité maternelle, infantile et postinfantile en Afrique. Les gouvernements africains ont entrepris de lancer la Campagne quadriennale d'accélération de la réduction de la mortalité maternelle en Afrique. Nous sommes également convenus de demander au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme de créer un nouveau volet pour financer la santé maternelle, infantile et des nouveau-nés. Je profite donc de l'Assemblée générale pour lancer un appel au nom de l'Afrique à nos partenaires de développement et aux donateurs afin qu'ils reconstituent le Fonds mondial durant la réunion du mois prochain et augmentent les ressources consacrées à la santé maternelle, infantile et des nouveau-nés.

Une autre question liée à la gouvernance mondiale préoccupe vivement l'Afrique, à savoir l'absence de progrès dans les négociations multilatérales menées dans le cadre du Cycle de Doha pour le commerce international. Les Membres de l'ONU conviennent que le commerce favorise le développement dans chaque pays. Partant, nous en Afrique appelons à une conclusion urgente du Cycle de Doha, parce que nous sommes convaincus que cela est essentiel pour redynamiser le commerce mondial et faciliter le redressement de l'économie mondiale. Quelle que soit leur conclusion, les négociations menées dans le cadre du Cycle de Doha doivent nécessairement aboutir à des gains nets pour les agriculteurs, les producteurs, les exportateurs et les consommateurs des pays en développement, notamment en Afrique. Les nations du monde doivent redoubler d'efforts pour lever tous les obstacles au succès des négociations commerciales.

La promotion des femmes et de l'égalité des sexes continue d'être la pierre angulaire du nouveau départ de l'Afrique. Les femmes ont joué et continuent de jouer un rôle décisif dans les programmes mondiaux, régionaux et nationaux pour la démocratie, la transition et le développement. Je suis heureux d'informer l'Assemblée générale que les gouvernements africains ont intensifié la lutte contre la violence sexiste, les abus sexuels, la discrimination et la traite des femmes et des filles. L'objectif ultime est d'engager des interventions plus cohérentes et plus efficaces qui permettront d'accroître suffisamment le nombre de femmes occupant des postes de haute responsabilité pour la promotion de la croissance et du développement.

S'agissant de la paix et de la sécurité, je tiens à souligner que, pour l'Union africaine, la démocratie, la bonne gouvernance et le développement ne peuvent être durables sans la paix et la sécurité. Les pays africains ont accompli d'importants progrès dans l'instauration de la paix et de la sécurité sur le continent africain. Plusieurs pays ont tenu des élections pacifiques, et il y a de plus en plus de tolérance et de volonté de compromis entre partis au pouvoir et opposition dans nombre d'entre eux. C'est encourageant.

Toutefois, des coups d'État et d'autres changements de gouvernement anticonstitutionnels sont récemment réapparus en Afrique. L'Union africaine a fermement et collectivement décidé qu'il ne fallait pas laisser se poursuivre ces tendances négatives.

L'Union africaine note aussi avec une profonde préoccupation que la Somalie n'a pas de gouvernement stable ou opérationnel depuis longtemps. Cette instabilité persistante est aggravée par une piraterie de plus en plus organisée dans l'océan Indien, ce qui a des répercussions négatives non seulement sur la Somalie et ses voisins immédiats, mais sur l'ensemble du continent africain et le reste de la planète. J'estime que la situation exige une nouvelle approche et une nouvelle intervention. Davantage de pays devraient directement s'impliquer dans la recherche d'une solution durable à la crise en Somalie.

La situation au Soudan pose un défi particulier à l'Union africaine et à l'ONU. Bien que des progrès aient été accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord de paix global, l'Union africaine attend avec

impatience la tenue du référendum en janvier 2011 et la nouvelle structure des relations qui sera mise en place après le référendum au Soudan.

L'une des solutions les plus immédiates au problème du Soudan consiste à consolider la paix et la stabilité qui y règnent actuellement. Les pays africains sont préoccupés par le fait qu'au moment où les efforts pour garantir une paix durable au Soudan se poursuivent, la Cour pénale internationale semble réclamer une « livre de chair » en insistant sur l'arrestation du Président Omar Hassan Al-Bashir. Tout le monde s'accorde à dire en Afrique que cela aurait un effet négatif, en polarisant les différentes positions des parties prenantes et en les éloignant donc d'un règlement pacifique. L'Union africaine lance par conséquent un appel pressant à l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur de l'amendement de l'article 16 du Statut de Rome de façon qu'elle puisse assumer les pouvoirs du Conseil de sécurité et suspendre pendant un an la procédure engagée contre le Président Al-Bashir pour permettre aux négociations et au dialogue en cours d'aboutir.

Au nom de l'Union africaine, je tiens à exprimer à l'Organisation des Nations Unies mon appréciation pour sa contribution à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans les pays africains. L'ONU a obtenu de très bons résultats dans de nombreuses régions d'Afrique, notamment en République démocratique du Congo, au Soudan, et dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Cette recherche de solutions aux conflits constants du continent est des plus louables.

Les sanctions contre certains membres de l'Union africaine et du Mouvement des pays non alignés ont été sources de grandes difficultés économiques, surtout pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables de ces pays. L'Union africaine estime que les justifications idéologiques, pour autant qu'elles aient jamais existé, sont obsolètes. Les sanctions sont également contraires au nouveau dialogue sur la réforme des Nations Unies, ainsi qu'aux obligations des États Membres de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie, comme le stipule le Préambule de la Charte des Nations Unies.

C'est pourquoi l'Union africaine lance un appel en faveur de la levée immédiate des sanctions contre la République du Zimbabwe et la République de Cuba, ce qui, à notre avis, redonnerait aux citoyens pauvres de

ces pays l'espoir d'une vie meilleure et leur ouvrirait de nouvelles perspectives.

Pour ce qui est du développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, l'Union africaine soutient la position adoptée par le Mouvement des pays non alignés qui réclame la justice et le même traitement pour toutes les nations concernées.

M. Asselborn (Luxembourg), Vice-Président, assume la présidence.

S'agissant de la réforme des Nations Unies et de celle du Conseil de sécurité, l'Union africaine est d'avis que pour que l'Organisation s'acquitte effectivement et honnêtement de son mandat d'intermédiaire, il faut que les réformes proposées soient appliquées dans un esprit d'équité et de justice. À cet égard, je voudrais réitérer la demande faite par l'Union africaine pour que lui soient accordés deux sièges permanents assortis du droit de veto et cinq sièges non permanents. L'Union africaine devrait également avoir le droit de déterminer la sélection des représentants de l'Afrique au Conseil. Une fois mise en œuvre, cette réforme donnerait à l'Afrique les moyens de participer effectivement à la gouvernance mondiale que l'ONU s'attache à diffuser.

En conclusion, je tiens à réaffirmer la ferme conviction de l'Afrique qu'une Organisation des Nations Unies et des organismes spécialisés réformés joueraient sans doute un rôle plus efficace en faveur d'une gouvernance mondiale et d'un système commercial et financier mondial équitable. Je crois que l'ONU dans son nouveau rôle de gouvernance devrait aider l'Afrique à prendre un nouveau départ. Une Afrique forte – sur les plans industriel, économique et politique – serait un meilleur partenaire commercial pour les pays du Groupe des Huit et pour le reste du monde qu'une Afrique plus faible. Je crois aussi que la nouvelle Afrique, avec ses vastes ressources minérales, agricoles et humaines constituera une valve de sécurité pour un système financier et monétaire international en ébullition. Pensez bien à tout cela.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Malawi de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M^{me} Laura Chinchilla Miranda,
Présidente de la République du Costa Rica**

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République du Costa Rica.

M^{me} Laura Chinchilla Miranda, Présidente de la République du Costa Rica, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Laura Chinchilla Miranda, Présidente de la République du Costa Rica, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Chinchilla Miranda (*parle en espagnol*) : Je salue chaleureusement depuis cette tribune universelle l'Assemblée et l'humanité tout entière. Je salue tout particulièrement mes concitoyens costariciens qui, de par leur décision libre et souveraine, m'ont accordé le grand honneur de les représenter devant vous.

Je prends la parole pour appuyer de nouveau l'ONU, ses contributions aux droits de l'homme, à la paix, à la sécurité, au développement intégré et durable, à la tolérance, à la solidarité et au respect de la diversité et du droit international. L'ONU est évidemment une organisation composée d'États, mais plus encore, c'est une assemblée de peuples qui, en dépit de leurs particularités, souscrivent aux valeurs humanistes et universelles qui la sous-tendent, et y trouvent appui et protection.

À l'heure actuelle, partout dans le monde, ces valeurs et les engagements y afférents sont florissants, mais ils sont également en difficulté.

Nous pouvons nous réjouir de ce que les enfants reçoivent une bonne éducation et de ce que leurs parents les voient grandir sans craindre qu'ils ne sombrent dans la guerre. Nous trouvons une source d'inspiration dans les jeunes, les travailleurs les paysans qui ont la possibilité de vivre dans la dignité; nous nous réjouissons de voir les femmes exercer pleinement leur droit à l'égalité. À cet égard, nous nous félicitons de la nomination de M^{me} Michelle Bachelet au poste de secrétaire générale adjointe de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes).

Mais en même temps que nous nous félicitons de tout cela, nous sommes préoccupés par les mères chefs de foyer qui ont du mal à nourrir leurs enfants. Nous sommes préoccupés par les personnes âgées qui vieillissent dans les privations et la solitude; par les enfants qui vivent privés d'affection et de stimulation. Nous devons prendre des mesures immédiates et concertées pour lutter contre les effets dévastateurs des changements climatiques. Et nous sommes indignés par le fait qu'il y a encore des femmes qui pourraient être lapidées, des peuples étouffés par la barbarie du génocide, et des armes nucléaires qui s'accumulent alors que les greniers à blé se vident.

Lorsque nous parlons de l'ONU et de la gouvernance mondiale, nous devons nous souvenir que cette gouvernance mondiale commence par de bons gouvernements nationaux. Mais en même temps, le succès de notre gestion locale dépend d'un système international juste, efficace, ouvert et responsable, capable également de relever les grands défis de notre temps.

En tant que Présidente soumise à l'examen minutieux et constant de mon peuple, d'où je suis issue et à qui je dois tout, je suis bien consciente que prêcher par l'exemple est la meilleure solution. C'est pourquoi mon gouvernement s'efforce de représenter les valeurs, de promouvoir le développement et d'améliorer le bien-être de tous les Costariciens. Nous favorisons la croissance économique, l'ouverture commerciale, la solidarité, la responsabilité écologique et la transparence politique dans le cadre des libertés publiques. Cette ligne de conduite est ancrée dans notre histoire et nous a amenés à introduire l'enseignement primaire gratuit et obligatoire en 1870, à abolir la peine de mort en 1877, à supprimer l'armée en 1949, à préserver 25 % de notre territoire dans les années 60 et à instaurer l'accès universel aux soins de santé au milieu des années 70.

Mon gouvernement s'appuie sur ce patrimoine pour agir dans le présent et pour édifier l'avenir. Nous nous efforçons de répondre aux besoins d'attention et de soins des enfants dès leur plus jeune âge ainsi qu'à ceux des personnes âgées. Nous luttons contre les inégalités, pour améliorer la qualité de l'éducation et de la santé et pour promouvoir un développement économique davantage fondé sur les énergies non polluantes, l'économie durable et l'intelligence créative. J'évoque toutes ces initiatives pour faire connaître notre humble expérience nationale, sans

avoir la prétention de vouloir donner une leçon au monde.

Souvent l'histoire, la géographie et les circonstances déterminent notre destin, mais seulement jusqu'à un certain point, car la volonté individuelle et collective, le sens des responsabilités et une direction constructive peuvent briser les obstacles et tracer des chemins mieux adaptés. C'est pourquoi nous devons tirer un trait sur les préjugés qui occultent la réalité, remplacer les échos du passé par les sons de l'avenir et éliminer les récriminations envers autrui qui nous servent de prétexte pour échapper à nos propres devoirs.

Au-delà de la sphère nationale, la bonne gouvernance signifie que tous les dirigeants mondiaux ont des responsabilités envers les peuples des Nations Unies. Le point de départ doit être le respect du droit international et des organismes multilatéraux. Pour un pays sans armée et pacifique tel que le Costa Rica, il s'agit là des principaux instruments pour garantir notre sécurité, l'impératif indispensable pour vivre dans la paix et pour promouvoir le développement.

Mardi dernier, nous avons célébré avec une profonde conviction personnelle et nationale la Journée internationale de la paix. Notre pays a joué un rôle clef dans la création de cette journée. Nous notons avec satisfaction que sur l'initiative du Secrétaire général Ban Ki-moon, le thème choisi pour cette journée a été « Les jeunes pour la paix et le développement ». Cette triade – les jeunes comme moteur, la paix comme environnement et le développement comme objectif – est fondamentale pour bâtir un monde meilleur. Toutefois, elle resterait tronquée si l'on n'y ajoutait la liberté comme chance, la dignité humaine comme engagement inéluctable et la tolérance comme mode de coexistence.

Pour les peuples et les dirigeants attachés à ces principes fondamentaux, la question essentielle est de savoir comment les promouvoir dans le monde contemporain. Je propose de renforcer plus avant les concepts, les organismes et les instruments de promotion et de protection des droits de l'homme. C'est pourquoi nous souhaitons participer de manière constructive, en tant que membres, aux travaux du Conseil des droits de l'homme. Voilà également pourquoi nous avons adhéré aux principaux pactes et protocoles en la matière, pourquoi nous insistons sur la

responsabilité de protéger les civils et sur notre attachement à la sécurité humaine.

Outre le fait qu'il a accueilli la conférence qui a adopté la Convention américaine relative aux droits de l'homme en 1969, le Costa Rica a été le premier pays à ratifier ce texte, et il abrite aujourd'hui la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Je suis convaincue que la promotion des droits de l'homme dépend en grande partie de la justice internationale. Sa manifestation la plus récente et la plus novatrice est la Cour pénale internationale, créée par le Traité de Rome, à laquelle nous renouvelons notre appui alors que nous lui apportons des contributions depuis 10 ans. Utiliser activement les armes du droit est une autre responsabilité inéluctable dans le cadre de la gouvernance mondiale.

Dans le domaine de la paix et de la sécurité, le Costa Rica adhère aux cinq points relatifs à la maîtrise des armements défendus par le Secrétaire général. Nous insistons en particulier sur la nécessité d'entreprendre des négociations en vue de conclure un traité sur le transfert d'armes, et ce tout en poursuivant l'élaboration d'une convention de référence pour l'interdiction des armes nucléaires et dans l'attente de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'accumulation et les transferts d'armes, en particulier les armes nucléaires, chimiques et bactériologiques, représentent non seulement une menace à la paix et à la survie de l'humanité mais également une atteinte au développement. Chaque soldat qui s'enrôle, chaque missile qui est activé et chaque isotope qui est enrichi à des fins militaires se traduit par moins d'écoles et d'hôpitaux, moins de programmes alimentaires, moins de routes, moins de réseaux sans fil, moins de semences pour les agriculteurs et moins de bons juges pour administrer la justice.

La paix doit néanmoins non seulement être édiflée concrètement, mais aussi s'implanter dans l'esprit et dans l'imagination des êtres humains. Éduquer pour la paix revient à vacciner contre la guerre. Il y a 30 ans, notre pays a lancé, avec l'appui de l'ONU, une institution pionnière et visionnaire dans ce domaine : l'Université pour la paix. Ses contributions atteignent aujourd'hui tous les continents du monde, et nous y sommes chaque jour plus attachés. C'est pourquoi nous célébrons son anniversaire avec fierté.

Il est paradoxal qu'alors que tant de pays dilapident leurs richesses pour se procurer des armes, la communauté internationale soit incapable de lutter efficacement contre les fléaux que constituent le trafic de stupéfiants, la criminalité organisée, le terrorisme, le trafic d'armes ainsi que l'exploitation et la traite perverses des êtres humains. Mon pays et l'Amérique centrale subissent de plus en plus les assauts des cartels de la drogue. Nous risquons d'être virtuellement engloutis par leurs bandes, phénomène dont les conséquences dépasseront nos frontières et deviendront une véritable menace à la sécurité internationale.

Mon gouvernement a fait de la sécurité des citoyens l'un de ses principaux objectifs. Notre peuple l'exige, et nous ne lui ferons jamais défaut. Nous luttons à cette fin avec énergie et détermination dans le plein respect des droits de l'homme, à l'aide de politiques intelligentes et en observant le principe de la primauté du droit.

Néanmoins, la grande bataille contre la criminalité transnationale exige beaucoup plus de chacun d'entre nous. Le trafic de stupéfiants met aujourd'hui en péril les progrès accomplis par les pays d'Amérique centrale dans le domaine du développement. De par leur situation géographique entre les grands producteurs de drogue dans le Sud et les grands consommateurs dans le Nord, nos pays, qui étaient auparavant une simple zone de transit, sont devenus à des degrés divers des producteurs, des trafiquants et des consommateurs de drogues.

Nous n'échappons aujourd'hui à aucune des manifestations du trafic de stupéfiants, qui a étendu ses tentacules dans de nombreux domaines de notre vie sociale. Dans leurs écoles et dans leurs quartiers, les jeunes voient leur avenir menacé par l'offre facile de drogues, nos systèmes de santé sont quasiment débordés par le problème des addictions, l'intégrité de nos institutions est menacée par la corruption et la contrainte, et la violence atteint des niveaux jamais connus auparavant.

Nous ne pourrons remporter la bataille contre le trafic de stupéfiants que grâce à une coordination et une coopération mondiales et à une révision en profondeur des stratégies que nous avons suivies jusqu'à présent, beaucoup d'entre elles étant incomplètes ou ayant échoué. Depuis cette tribune, je lance un appel aux pays qui contribuent le plus à la consommation de drogues pour qu'ils prennent des

mesures plus efficaces et qu'ils collaborent avec ceux qui pâtissent d'un problème dont ils ne sont pas à l'origine. À cet égard, je lance également un appel urgent à la solidarité mondiale et je demande instamment aux organismes multilatéraux de renforcer leur action en mettant au point un programme comprenant des stratégies plus intégrées dans lequel les ressources et les responsabilités soient mieux équilibrées et qui soit axé sur des objectifs plus précis. Si nous ne déployons pas avec vigueur des efforts supplémentaires et efficaces, nous regretterons bientôt notre inaction.

Si le Costa Rica, pays à revenu intermédiaire, a enregistré des taux de développement humain comparables à ceux des pays à revenu élevé, c'est notamment parce que l'investissement social y a remplacé les dépenses militaires. C'est pourquoi nous insistons sur le fait que l'aide internationale ne doit pas passer outre la dimension éthique du développement. Nous sommes favorables à l'affectation prioritaire de cette aide aux pays se trouvant dans les situations les plus précaires. Toutefois, des pays tels que le mien qui, grâce à de bons investissements et à d'habiles décisions politiques, ont amélioré les conditions de vie de leurs citoyens, devraient bénéficier de programmes novateurs de coopération technique, de financements productifs et de partenariats public-privé. Nous devons avant tout mener à bien le Cycle de négociations commerciales de Doha, moteur essentiel de la croissance économique.

Il faut également réconcilier environnement et développement. Nous n'avons d'autre choix que d'organiser l'économie de manière durable pour assurer le bien-être matériel et social. Aujourd'hui, nous espérons beaucoup de la prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Cancun. Nous espérons que tous les pays, mais en particulier ceux qui polluent le plus et émettent les plus fortes émissions de carbone, assumeront leur responsabilité envers l'humanité. Au Costa Rica, nous avons assumé la nôtre en nous fixant pour objectif de devenir l'un des premiers pays au monde à ne pas avoir d'effet net sur les émissions de dioxyde de carbone. Nous réalisons également des avancées en ce qui concerne l'utilisation et le développement des énergies propres et la protection de nos bassins hydrographiques et de notre biodiversité.

N'oublions pas toutefois qu'il faut avant tout garantir la viabilité de l'être humain; d'où l'importance des objectifs du Millénaire pour le développement. Notre organisation doit absolument faire en sorte que nous les atteignons dans les cinq années à venir.

Les défis liés à la gouvernance mondiale sont nombreux et ils sont aussi impressionnants, mais les moyens de les surmonter existent. Il nous appartient en tant que dirigeants de les concrétiser. Il faut aussi à cet effet que l'ONU améliore sa propre gouvernance. Si l'Organisation ne s'adapte pas aux nouvelles réalités et si les États Membres ne participent pas à un tel effort, l'Organisation risque de perdre sa raison d'être. Pour pouvoir relever les défis liés à la gouvernance mondiale, l'ONU doit faire preuve d'une plus grande efficacité, compétence et transparence dans son mode de fonctionnement, ses processus de prise de décisions et ses opérations sur le terrain.

Les États Membres de cette organisation universelle doivent également donner l'exemple. C'est pourquoi le Costa Rica s'efforce de participer de manière active et constructive au processus de réforme de l'Organisation. À l'instar de nombreux pays dans le monde, nous avons encore besoin de l'aide du monde entier. Et le monde a besoin de l'aide de tous les pays. C'est le seul moyen de répondre aux attentes de nos populations. Le Costa Rica y participe modestement par sa contribution, ses efforts et sa voix.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République du Costa Rica de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Laura Chinchilla Miranda, Présidente de la République du Costa Rica, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Mahinda Rajapaksa, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka.

M. Mahinda Rajapaksa, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la

bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mahinda Rajapaksa, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rajapaksa (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de féliciter S. E. M. Joseph Deiss pour son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session. Je saisis également cette occasion pour remercier le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session, S. E. M. Ali Abdussalam Treki, pour l'efficacité avec laquelle il a conduit les travaux de l'Assemblée.

Le fait que l'Organisation des Nations Unies se trouve aujourd'hui dans sa soixante-cinquième année d'existence témoigne de sa longévité. L'ONU joue un rôle important dans la coopération entre les États et offre un cadre d'échanges entre États souverains. Nous ne devons jamais sous-estimer l'importance de l'Organisation, fondée sur le principe de l'égalité de traitement des pays, grands et petits.

C'est dans cet esprit que je m'adresse à l'Assemblée générale, à un moment décisif dans l'histoire de mon pays. Dans deux mois, j'entamerai mon second mandat à la présidence de Sri Lanka. Celui-ci sera très différent du premier. Pour mon second mandat en tant que Président, j'ai promis à mes concitoyens de garantir une paix durable et la prospérité pour tous et de faire en sorte que le terrorisme ne montre plus son hideux visage.

En 2005, j'ai été élu par mon peuple sur la promesse de débarrasser mon pays de la menace terroriste. J'affirme que Sri Lanka est aujourd'hui en paix : une paix qui, il y a quelques années seulement, n'était encore qu'un rêve lointain. Au cours de l'année écoulée, de nombreuses informations et déclarations ont circulé concernant la libération de mon pays du terrorisme. Mais on a beaucoup moins parlé des souffrances que nous avons endurées et de la véritable nature de l'ennemi que nous avons vaincu.

La vérité, rapidement oubliée, est que nous avons dû affronter une des organisations terroristes les plus violentes, les mieux organisées, les mieux financées et les plus efficaces, capable même d'étendre ses tentacules dans d'autres pays. Les Sri-Lankais ont subi pendant près de 30 ans la plupart des atrocités que le terrorisme a infligées à l'Occident ces derniers temps. À Sri Lanka, ces actes terroristes ont coûté la vie à près de 100 000 personnes, dont un Président de la

République, un dirigeant visionnaire indien et de nombreux intellectuels et personnalités politiques. L'organisation des Tigres de libération de l'Eelam tamoul était si violente que même ceux qu'elle prétendait représenter, la communauté tamoule de Sri Lanka, ont tout autant été victimes de ses actes de terreur que le reste de la population sri-lankaise. Ceux qui ont observé de loin et laissé entendre que le Gouvernement sri-lankais aurait dû accéder aux demandes des terroristes doivent se rappeler que la terreur est la terreur, peu importe le masque qu'elle porte et comment elle se présente. À tous ceux-là, je dis ceci : je suis responsable devant la nation tout entière. Je suis en charge de la vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, et de ceux qui ne sont pas encore nés. Je suis dépositaire de la paix et de la prospérité du pays, et aussi du droit à une vie paisible pour tous ceux qui y vivent.

Dans ce contexte, il est utile d'examiner dans quelle mesure le droit international humanitaire actuel est capable de répondre aux besoins du monde contemporain. Il faut se souvenir que ce droit a évolué essentiellement en réaction à des luttes menées par des forces représentant des États légalement constitués, et non par des groupes terroristes. La nature asymétrique des conflits déclenchés par des acteurs non étatiques soulève de graves questions qui méritent d'être examinées par la communauté internationale.

À l'heure où nous refermons un sombre chapitre de notre histoire, je tiens à rappeler à l'Assemblée qu'avec beaucoup d'autres, nous avons tenté à maintes reprises d'engager un dialogue constructif avec les Tigres de libération de l'Eelam tamoul. Je continue de croire que le dialogue est la meilleure manière de régler les conflits. Il est fort regrettable que toutes ces tentatives aient été rejetées avec une arrogance et un mépris irresponsables. Cette situation nous a forcés à monter, avec la bénédiction de nombreux amis au sein de la communauté internationale, une opération humanitaire pour stopper les actes terroristes et rétablir la paix et la sécurité.

Aujourd'hui le pays s'emploie exclusivement à instaurer une paix durable, à guérir ses blessures, à asseoir la prospérité économique et à garantir le droit de la population tout entière de vivre en harmonie. Nous sommes conscients que, pour concrétiser ces aspirations, le développement économique et la réconciliation politique doivent aller de pair. À cette fin, des changements constitutionnels reflétant dûment

les aspirations du peuple seront introduits, et ce, avec la pleine participation de tous les acteurs concernés.

Nous mettons en œuvre un programme de renouveau dans tout le pays. Sri Lanka a déjà fait revenir 90 % des personnes déplacées dans leurs villages d'origine, autrefois jonchés de mines antipersonnel, et a fourni l'infrastructure de base nécessaire à la reprise d'une vie normale. Nous avons aidé d'anciens enfants soldats à retrouver le dynamisme propre à la jeunesse. Nous avons rebâti la province orientale et avons entrepris la même tâche dans le nord. Les forces armées sri-lankaises sont aujourd'hui chargées de fournir des services de base, de reconstruire les maisons, de déminer le terrain et de remettre sur pied l'infrastructure vitale dans des zones entières auparavant dévastées.

Malgré la persistance de certains risques, Sri Lanka a tout de même révoqué un grand nombre des mesures d'urgence qu'il avait fallu prendre pendant le conflit, et nous avons l'intention d'annuler dans les mois à venir une bonne partie de celles encore en vigueur.

Il a été dit beaucoup de choses en dehors de nos frontières au sujet de notre communauté tamoule. Je tiens à être clair : aucun pays au monde ne souhaite davantage le bien de la communauté tamoule que Sri Lanka. Aux esprits qui s'égarent, je demande de ne pas devenir un instrument de division, de haine et de violence, ni d'être le jouet d'une haine qui ressurgira sous une autre forme. Au contraire, je leur propose de s'unir à nous pour briser les chaînes de la méfiance et atteindre de nouveaux horizons.

Sri Lanka a conscience des défis qui se posent, le premier d'entre eux étant de panser les plaies d'un passé récent. À cette fin, au début de cette année, une commission sur les enseignements tirés et la réconciliation a été créée, qui donne au principe de responsabilité sa pleine expression. Cette commission indépendante, composée de huit personnalités sri-lankaises éminentes et respectées, est déjà à l'œuvre. Elle m'a récemment soumis un rapport d'étape recommandant un certain nombre de mesures administratives qui pourraient s'avérer nécessaires dans le cadre du processus de réconciliation.

Nous pensons que pour réussir à reconstruire le pays et à panser nos plaies, le processus doit venir de l'intérieur. Si l'histoire nous a appris une chose, c'est que les solutions imposées de l'extérieur ne font

qu'alimenter le ressentiment et finissent toujours par échouer. Notre processus est donc un processus interne qui reflète la culture et les traditions de notre peuple.

Nous nous félicitons assurément de l'appui de la communauté internationale pour remettre sur pied notre territoire et notre économie. Nous espérons sincèrement que les pays seront disposés à adopter une approche pragmatique pour mettre en place des partenariats avec Sri Lanka grâce au commerce international, à l'investissement et au renforcement des capacités.

Notre économie est en passe de récolter les dividendes de la paix. Nous connaissons actuellement une croissance régulière et soutenue de plus de 8 %, y compris pour le trimestre qui vient de s'écouler, une inflation modérée et de faibles taux d'intérêts. Ces cinq dernières années, le revenu par habitant a doublé. Nous espérons poursuivre sur cette voie, et doubler à nouveau le revenu par habitant d'ici à 2016. Notre ambition est aussi de figurer, d'ici à 2014, parmi les 30 premiers pays où il fait bon faire des affaires.

« Mahinda Chinthana – Vision pour l'avenir », mon manifeste électoral, articule ma vision d'une infrastructure solide aux niveaux national, provincial et rural, indispensable à une croissance sans exclusive permettant de faire profiter l'ensemble de la société du développement. Je puis affirmer avec fierté que mon pays, grâce à cette stratégie économique, est en passe d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement avant l'échéance fixée par l'ONU. À l'heure actuelle, nous nous employons activement à mettre en place l'infrastructure publique indispensable, tout en renforçant les politiques encourageant le secteur privé à investir encore davantage dans mon pays.

Pour réaliser pleinement notre potentiel, nous avons besoin d'un environnement extérieur favorable. À cette fin, nous rechercherons toujours une aide constructive et des partenariats. De notre côté, nous continuerons, comme toujours, à contribuer à la cause du multilatéralisme et d'un ordre mondial fondé sur des principes. À cet égard, je suis heureux d'indiquer que 2010 marque le cinquantième anniversaire de notre première participation à une mission de maintien de la paix des Nations Unies. Notre armée et notre police sont désormais bien aguerries et capables de s'acquitter de leur devoir dans les conditions les plus difficiles.

Le monde est plus que jamais gravement exposé aux catastrophes naturelles. Presque chaque jour, des millions de personnes sont victimes de graves inondations, de glissements de terrain, d'éruptions volcaniques, de cyclones, de tremblements de terre et j'en passe. Il est devenu de plus en plus difficile pour les pays touchés de mettre en œuvre seuls les programmes de relèvement après ces catastrophes. Les catastrophes naturelles qui ont récemment frappé notre région soulignent la nécessité vitale d'une action efficace et collective pour atténuer les souffrances humaines. Sans nul doute, les changements climatiques et le réchauffement planétaire sont des questions d'actualité qui exigent l'attention urgente de tous les pays.

L'un des problèmes politiques qui persistent depuis trop longtemps concerne le peuple palestinien qui continue d'être privé de son droit de disposer de son propre État, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Le peuple sri-lankais espère ardemment que cette situation des plus tragiques sera réglée, sans tarder et de façon durable. Nous espérons également que, l'année prochaine à la même époque, la Palestine sera Membre de cette organisation.

Nous devons toujours être guidés par le principe du respect mutuel dans le débat international, même si nous rejetons et condamnons certaines mesures, comme les embargos unilatéraux. L'expérience récente a amplement démontré que ces embargos n'ont pas d'effet sur les gouvernements, mais plutôt sur les groupes les plus vulnérables de la communauté. Dans ce contexte, j'en appelle à la compréhension de la communauté internationale à l'égard des aspirations du peuple cubain.

Je voudrais également souligner avec force la nécessité pour la communauté internationale d'aider et de soutenir davantage le peuple africain dans ses efforts pour améliorer la qualité de vie sur le continent.

Les dirigeants qui ont été élus par leur peuple sont souvent confrontés à des décisions difficiles. Ils doivent pouvoir compter sur la bonne volonté et la confiance de la communauté internationale, vu les lourds fardeaux qu'ils doivent porter. Les fruits de leurs décisions doivent être évalués objectivement et ils doivent avoir la possibilité de se faire entendre.

Cela ne veut pas dire que les pays doivent agir en vase clos. En ce monde où nous sommes tous tributaires les uns des autres, nous devons travailler

ensemble quand cela est possible et nous donner mutuellement des conseils constructifs quand cela est opportun. L'ONU est au cœur même de ce dialogue et à ce titre, elle aura toujours l'appui de Sri Lanka.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Mahinda Rajapaksa, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Abdullah Gül, Président de la République turque

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République turque.

M. Abdullah Gül, Président de la République turque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Abdullah Gül, Président de la République turque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Gül (parle en anglais) : L'Organisation des Nations Unies a pour mission de protéger la dignité, la sécurité et le bien-être de tous les êtres humains. Par conséquent, la paix, la sécurité, la stabilité et le bien-être général sont les principes sur lesquels se fonde l'action de la Turquie à l'ONU. Depuis que cette Assemblée nous a confié un mandat des plus solennels en nous élisant à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité, nous travaillons dur, avec sincérité, objectivité et efficacité pour contribuer à la paix, à la sécurité et au bien-être de la communauté internationale.

Durant ces deux années, nous nous sommes efforcés d'apporter une valeur ajoutée à l'examen des diverses questions régionales et internationales, et ce, dans un souci de justice et dans le respect de certains principes. Nous nous sommes attachés à faire évoluer le débat au sein du Conseil sur une question à laquelle nous avons toujours accordé une haute priorité : le maintien et la consolidation de la paix. De fait, cet après-midi, nous allons présider un sommet du Conseil

de sécurité pour procéder, au plus haut niveau politique, à un échange de vues et d'idées sur cette question. En outre, lundi prochain, nous organisons un débat thématique du Conseil de sécurité sur la lutte contre le terrorisme.

Le terrorisme est en effet, à l'échelle planétaire, le défi le plus important et le plus pressant auquel est confrontée la communauté internationale. On ne saurait s'y attaquer sans une coopération internationale sincère, efficace, soudée et concrète. Je tiens à rappeler que notre lutte contre le terrorisme est vouée à l'échec à moins que nous ne luttons contre toutes les organisations terroristes, indépendamment des objectifs politiques, idéologiques, ethniques ou religieux qu'elles prétendent poursuivre.

La prolifération des armes de destruction massive est l'une des menaces qui pèsent sur le monde d'aujourd'hui. Nous ne pourrions surmonter cette menace tant que tous les États Membres, y compris les États nucléaires, n'adopteront pas une démarche juste et fondée sur des principes vis-à-vis de leurs politiques respectives. Il sera impossible de mettre en place un régime mondial crédible en matière de non-prolifération si nous ne tenons pas compte de la présence de facto d'armes nucléaires dans certaines des régions les plus instables du monde.

Je voudrais donc demander à tous les États Membres de redoubler d'efforts pour créer une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, comme cela a été prévu par la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, et comme l'a demandé à maintes reprises l'Assemblée générale. Nous appuyons également les appels lancés à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en mai dernier, de convoquer en 2012 une conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. J'estime que cette mesure initiale devrait constituer un préalable à toutes les initiatives en faveur de la non-prolifération dans le reste du monde.

Pour relever ces défis en matière de sécurité, nous ne devons pas perdre de vue que les problèmes mondiaux ne peuvent pas être réglés unilatéralement, bilatéralement ou au sein d'un petit nombre d'États partageant les mêmes vues. Il importe donc plus que jamais d'adopter aujourd'hui une démarche multilatérale face aux problèmes mondiaux.

L'un d'entre eux est la crise économique mondiale actuelle. Notre pays s'en relève lentement, mais les effets de la crise se font toujours sentir. Nous devons en tirer les enseignements qui s'imposent pour empêcher que de tels chocs se reproduisent à l'avenir. Cette crise a été causée par les actes irresponsables de certaines institutions financières des marchés les plus développés. Les citoyens ordinaires ont payé le prix fort pour les erreurs commises par un petit nombre, au sein des pays développés. La crise économique actuelle a une fois encore mis en lumière les faiblesses et les déficiences des dispositifs financiers et économiques internationaux et nationaux mis en place, qui n'ont pas établi une gouvernance efficace et des réglementations permettant de surveiller des institutions financières se conduisant de manière irresponsable.

L'économie turque est pourtant parvenue à garder le cap, malgré la crise économique mondiale, grâce aux mesures économiques et financières d'envergure qu'elle avait prises précédemment. Au sein du Groupe des Vingt (G-20), nous appuyons fermement les efforts des instances internationales en vue de rétablir la croissance mondiale et de rationaliser les pratiques financières. Nous estimons que le G-20 doit continuer à jouer un rôle moteur dans la mise en place des politiques et des mesures en ce sens qui s'imposent.

La situation des pays les moins avancés s'est aggravée dans le sillage de la crise mondiale. Il nous faut donc épargner aucun effort pour intégrer ces pays à l'économie mondiale. Dans le cadre de cet effort, nous nous devons de procéder conformément aux principes de la liberté et de l'équité des échanges et nous garder de recourir au protectionnisme. C'est dans cette optique que nous attendons avec un vif intérêt la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui se tiendra l'année prochaine à Istanbul.

Au cours des 10 dernières années, les indicateurs économiques de la Turquie se sont améliorés, ainsi que le volume de son aide au développement. L'augmentation relative de nos ressources nous permet de jouer un plus grand rôle dans le développement des autres pays. La Turquie est donc en train de devenir un pays donateur. Grâce à la contribution d'organisations non gouvernementales établies en Turquie, le montant total de notre aide au développement dépasse 1,5 milliard de dollars par an. Par l'intermédiaire de l'Agence turque pour la coopération et le développement international, nous consacrons cette

somme à divers projets de renforcement des capacités dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et des infrastructures, notamment.

Les pays en développement sont aussi plus exposés que les autres aux menaces les plus graves liées à quatre problèmes interdépendants : le réchauffement de la planète, les changements climatiques, les épidémies et la sécurité alimentaire. Ces dernières années, de nombreux pays ont connu des tragédies à cause des effets néfastes des changements climatiques mondiaux. Certaines régions de notre planète subissent des sécheresses sévères alors que d'autres sont touchées par des inondations dévastatrices. L'infortune actuelle du Pakistan nous rappelle que cette question nécessite désormais que l'on y remédie de toute urgence. Il nous faut reconnaître qu'un environnement viable constitue une part indissociable des biens publics qui appartiennent à l'humanité. Nous devons donc tous assumer la responsabilité collective de sa préservation. Des milliards de vies humaines, y compris celles des générations futures, dépendent des mesures que nous allons prendre.

La crise alimentaire mondiale est une autre question pressante des plus préoccupantes pour les générations à venir. Ces défis économiques, démographiques, écologiques et biologiques incontournables nous contraignent à redéfinir la notion de sécurité. Ces questions n'entrent plus dans la catégorie des risques modérés, elles représentent clairement une menace pour l'humanité, ici et maintenant.

Face à des menaces de cette taille, le moment est venu de mener une action mondiale dans le cadre de l'ONU. À cette fin, je demande donc aux États Membres d'envisager de mettre en place un dispositif d'intervention rapide à l'échelle mondiale pour faire efficacement face aux catastrophes naturelles et écologiques, aux pénuries alimentaires et aux pandémies. Un tel dispositif contribuerait également au maintien de la paix et de la sécurité internationales en permettant d'atténuer les menaces liées à une mauvaise gouvernance, à l'effondrement de l'ordre public et aux conflits internes ou entre les pays nées de la concurrence pour des ressources naturelles qui s'amenuisent.

Si nous consacrons une fraction minimale de nos dépenses militaires au financement et à la création de

capacités de maintien de la paix, notre action en faveur du maintien de la paix et de la stabilité internationales sera plus rentable. En outre, si nous parvenons à mettre en commun une partie de notre matériel de défense, celui qui n'est plus efficace d'un point de vue militaire mais conserve toute sa pertinence pour les secours d'urgence en cas de catastrophe, nous pourrions rapidement améliorer ces dispositifs de réaction rapide. Il va sans dire que les dispositifs régionaux existants pourraient contribuer pour beaucoup à cet effort mondial. Toutes ces ressources doivent aller directement à ceux qui sont dans le besoin et ne doivent pas être amoindries par des coûts administratifs excessifs.

Quant à notre ordre du jour politique, il compte maints problèmes régionaux toujours irrésolus. En raison du temps de parole imparti, je me bornerai à en évoquer quelques-uns brièvement.

La paix définitive au Moyen-Orient est indispensable si l'on veut que notre monde ait un avenir stable et pacifique. L'absence de paix dans cette région a hélas eu des conséquences graves d'un point de vue stratégique pour le reste du monde. La Turquie a donc toujours appuyé tous les efforts visant à instaurer une paix globale au Moyen-Orient. C'est pourquoi, nous apprécions les efforts déployés par le Président Obama et nous félicitons des négociations directes organisées entre Israël et les Palestiniens. Nous espérons que cette reprise active du dialogue nous rapprochera d'un règlement viable et équitable.

Il sera, d'autre part, très difficile de réaliser des progrès vers une paix définitive si nous ne mettons pas fin à la tragédie humanitaire à Gaza. De ce point de vue, l'attaque du convoi d'aide humanitaire international perpétrée en haute mer en mai par les forces armées israéliennes s'est soldée par un sévère bilan sur le plan des victimes civiles et représente un acte inadmissible, qui viole de manière flagrante le droit international. En vertu du droit international, la Turquie attend des excuses formelles et des dédommagements pour les familles endeuillées et les blessés.

Nous accordons par conséquent une importance particulière aux travaux de la commission d'enquête et de la mission d'établissement des faits. Nous nous félicitons d'avoir reçu le rapport (A/HRC/15/21) de la mission d'établissement des faits créée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Le rapport

constitue un cadre juridique solide pour établir les faits concernant cet incident. Nous attendons également avec intérêt que la commission d'enquête mène à bien ses travaux.

En ce qui concerne l'Iraq, les élections du 7 mars ont marqué le début d'une nouvelle ère pour le peuple de ce pays. Toutefois, l'impasse politique qui a suivi les élections aggrave la situation sur le plan de la sécurité et empêche le lancement d'un programme global de reconstruction. Nous espérons sincèrement que le nouveau Gouvernement iraquien reflètera l'équilibre sorti des urnes. Ce nouveau Gouvernement doit être largement représentatif, efficace et démocratique. Au lendemain du retrait des forces de combat étrangères, nous demandons également à tous les voisins de l'Iraq d'agir de manière responsable et d'appuyer l'intégrité territoriale, l'unité politique et la souveraineté de l'Iraq. Nous devons tous aider le peuple iraquien dans sa quête d'un avenir meilleur.

Nous allons continuer de contribuer aux efforts internationaux en vue de parvenir d'urgence à un règlement pacifique de la question nucléaire iranienne. Cette controverse ne peut être résolue que conformément aux normes de l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux obligations découlant du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et dans le respect du droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Dans le même ordre d'idées, la Déclaration de Téhéran et la réunion de juillet à Istanbul sont autant d'occasions que nous devons saisir. Nous sommes convaincus que la diplomatie est la seule option.

En tant que pays des Balkans, la Turquie estime que la paix, la stabilité et le développement économique des Balkans sont une priorité centrale. Ces dernières années, nous avons participé de manière active à des initiatives axées sur les résultats dans les Balkans en multipliant les visites bilatérales de haut niveau à Belgrade et à Sarajevo. Par ailleurs, le lancement de mécanismes de coopération trilatérale avec la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, d'une part, et la Bosnie-Herzégovine et la Croatie, d'autre part, a constitué un événement de portée historique. Par ces mécanismes, nous nous efforçons d'instaurer un nouveau climat d'entente et de coopération mutuelles entre ces pays. Selon moi, l'intégration des pays des Balkans occidentaux dans les structures européennes et euratlantiques sera l'ultime étape marquant le règlement définitif des conflits dans la région.

En ce qui concerne le Caucase, nous restons déterminés à poursuivre nos efforts en faveur d'une paix globale et durable dans la région, tout en respectant le principe d'intégrité territoriale. Ces dernières années, nous avons tous pu constater comment des conflits gelés pouvaient rapidement se transformer en affrontements violents dans cette région. Dans ce contexte, nous accordons une importance particulière au règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh.

Un échec en Afghanistan aura assurément des conséquences imprévisibles pour la communauté internationale. Nous devons donc suivre de près l'Afghanistan et nous y engager sincèrement. L'Afghanistan connaît un processus de transformation historique. Les opérations militaires se poursuivent, mais il faut dans le même temps mettre davantage l'accent sur les efforts civils pour gagner la sympathie et l'adhésion du peuple afghan. L'engagement de la Turquie en Afghanistan est à durée indéterminée. Nous continuerons d'aider les Afghans aussi longtemps qu'ils en auront besoin.

L'appui à la démocratie au Pakistan est également particulièrement important, non seulement en soi, mais aussi pour la stabilité de la région dans son ensemble. Après la terrible catastrophe causée par les inondations, il est absolument indispensable d'aider le peuple et le Gouvernement démocratique pakistanais à panser leurs blessures.

L'Afrique est une autre région où la communauté internationale doit assumer sa responsabilité collective et agir. On ne saurait demander aux Africains de régler seuls les problèmes écrasants de ce continent. C'est pourquoi la Turquie a conçu une politique globale alliant mesures politiques, sociales et économiques efficaces pour s'attaquer aux problèmes auxquels l'Afrique est confrontée.

En ce qui concerne la question de Chypre, notre attachement sur le long terme et notre plein appui à un règlement juste et durable restent inchangés. Nous faisons nôtre la vision du Secrétaire général qui estime que l'on pourra parvenir à un règlement d'ici à la fin de l'année, mais que ce processus doit être assorti de conditions. Une conclusion heureuse de ces négociations transformerait rapidement la Méditerranée orientale en pilier de paix, de stabilité, de coopération et de bien-être au sein de l'Union européenne.

Les Chypriotes turcs ont montré clairement lors du référendum de 2004 qu'ils étaient en faveur d'un règlement, mais ils continuent néanmoins de souffrir injustement de son absence. Je tiens à répéter l'appel lancé par le Secrétaire général demandant à la communauté internationale de prendre les mesures nécessaires pour sortir de leur isolement les Chypriotes turcs et leur permettre de s'intégrer au reste du monde.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer que, de notre point de vue, l'ONU peut et doit jouer un rôle plus important dans l'édification d'un avenir meilleur pour l'humanité. Il est de notre responsabilité, en tant qu'États Membres, de fournir à l'ONU l'appui politique et les outils nécessaires pour qu'elle puisse jouer ce rôle. J'assure l'Assemblée que la Turquie, quant à elle, continuera d'appuyer pleinement l'ONU et de coopérer avec elle afin de léguer un monde plus sûr, plus prospère, plus propre et plus sain à nos enfants.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République turque de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Abdullah Gül, Président de la République turque, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. A. le cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

S. A. le cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Cheikh Al-Thani (parle en arabe) : À cette même tribune en septembre de l'année dernière, j'ai évoqué les menaces auxquelles notre monde est exposé. Malheureusement, non seulement ces menaces existent toujours mais elles se sont multipliées et diversifiées, et nous sommes loin d'avoir atteint les

objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) que nous nous sommes fixés il y a 10 ans au Sommet du Millénaire. Nous pensons que la plupart des dysfonctionnements dont souffre notre monde procèdent, non pas d'un manque de ressources, mais d'une mauvaise gestion et d'un manque de justice et d'équité.

Les crises économique, financière et alimentaire mondiales ainsi que la faim, la pauvreté et les autres problèmes dont l'humanité continue de souffrir nous obligent à restructurer nos institutions et à revoir leurs stratégies pour qu'elles puissent mieux répondre aux problèmes et aux crises auxquelles est confrontée la communauté internationale. Le moment est venu de réorganiser le système économique mondial pour garantir la justice et l'égalité des chances pour tous. Plusieurs conférences et forums internationaux importants ont été organisés cette année à Doha, notamment le Sommet sur l'initiative « Global Redesign » du Forum économique mondial, au cours duquel ont été présentées de nombreuses propositions tendant à l'amélioration des structures et des arrangements internationaux en matière de coopération afin de rendre le système mondial à même de relever les défis du XXI^e siècle. J'invite les décideurs à examiner ces propositions et à adopter celles qui sont pertinentes.

L'Assemblée sait peut-être que c'est dans notre région que les tensions demeurent les plus élevées dans le monde. La question de Palestine attend une solution juste depuis des décennies, la situation demeure instable en Somalie, en Afghanistan et en Iraq, et la crise du dossier nucléaire iranien doit être réglée. Nous n'avons cessé de souligner la nécessité de régler cette question par des moyens pacifiques et diplomatiques. Nous estimons qu'un dialogue direct et fructueux entre les États-Unis d'Amérique et la République islamique d'Iran peut contribuer à résoudre cette crise.

L'importance stratégique de la région du Golfe résulte de sa position géostratégique et du fait qu'elle concentre la moitié des réserves pétrolières et gazières mondiales et fournit de ce fait un quart de la production mondiale de ces deux moteurs essentiels de l'économie mondiale. Il s'agit d'un élément supplémentaire qui doit inciter la communauté internationale à reconnaître qu'il importe d'instaurer la stabilité sur les plans politique et de la sécurité au Moyen-Orient. La réalisation de cet objectif ambitieux exige de renoncer à l'emploi de la force, à éliminer

toutes les armes de destruction massive de la région, sans exception, et à régler les différends bilatéraux et les conflits régionaux en s'appuyant sur le droit international, la Charte des Nations Unies, les décisions de la légalité internationale et les principes de justice et d'équité.

Israël persiste à violer le droit international et les valeurs humanitaires comme l'attestent les actes de piraterie commis contre les pacifistes qui ont tenté de briser le blocus injuste et inhumain imposé aux Palestiniens vivant dans la bande de Gaza. Voilà pourquoi nous exhortons de nouveau la communauté internationale à faire front commun pour exiger d'Israël qu'il lève immédiatement et totalement ce blocus.

Nous nous trouvons aujourd'hui à un tournant historique dans le processus de règlement de la question de Palestine. En effet, chacun doit être conscient que les pays arabes n'accepteront pas la paix qu'Israël souhaite imposer comme il le désire, hors du cadre de la légitimité internationale. Une paix durable, acceptable et sûre doit tenir compte des droits du peuple palestinien et, en premier lieu, de son droit de créer l'État palestinien, avec Al Qods pour capitale.

Pour plusieurs raisons, certaines compréhensibles et d'autres non, les 10 premières années du XXI^e siècle ont été marquées de manière violente et imprévisible par ce qu'on appelle la guerre contre le terrorisme. Cette première décennie a été jetée dans un borbier de déformation de la réalité et de dégâts qui auraient pu être évités, en partie ou totalement. Tout en reconnaissant que certaines pratiques s'inscrivent clairement dans le cadre d'actes de terrorisme, nous rejetons cependant deux allégations.

Premièrement, nous n'acceptons pas le lien établi entre ce que l'on appelle le terrorisme et la religion musulmane, car, en plus d'être erronée, cette assertion est injuste sur le plan historique et démentie par l'histoire récente. Ainsi, au cours du XX^e siècle, dans sa première moitié notamment, des actes de violence injustifiée ont été commis aux États-Unis d'Amérique, en Europe et en Asie et nul n'a qualifié ce terrorisme de terrorisme américain, européen ou asiatique. Au contraire, ces actes de violence ont été attribués à des causes sous-jacentes de dimensions politique, économique, sociale voire idéologique, sans que nul ne les impute à une religion, à un pays ou à une idée particulière. Pourtant, durant les 10 premières années

de ce siècle, nous avons été témoins et avons pâti de ce qui a été qualifié de guerre contre le terrorisme, un phénomène sans précédent en matière de politique internationale. Il nous a plongés dans une guerre sans limites, sans fin, illogique, sans fondement juridique ni moral. Certains aspects de ce phénomène demeurent jusqu'à aujourd'hui et, si nous constatons que le Gouvernement actuel des États-Unis a cessé d'employer l'expression « guerre contre le terrorisme », nous attendons toujours de lui des initiatives plus explicites et plus audacieuses.

Deuxièmement, nous sommes d'avis qu'en dépit de son existence, le phénomène terroriste ne doit pas être traité par la guerre. Cette solution n'a pas permis de garantir la sécurité, la paix ou la prospérité. Au contraire, elle a eu des conséquences destructrices : elle a empêché des millions de personnes de vivre normalement, elle a répandu la peur, et a causé le déplacement et la mort de millions de personnes ainsi que des crises économiques et financières qui ont mis en branle la stabilité du monde et anéanti les efforts de dialogue interculturel.

Je ne souhaite pas m'étendre trop longuement, mais nous estimons que la situation dans laquelle nous nous trouvons au sortir de la première décennie de ce siècle troublant ne peut continuer ainsi et se propager sans être remise en question. Nous craignons que la guerre contre le terrorisme ne donne lieu à une série de transactions financières conclues avec des armées de mercenaires tuant librement en-dehors de toute légitimité internationale ou humaine. Cela est extrêmement dangereux.

Durant les 10 premières années de ce siècle, nous avons été confrontés à des défis majeurs. Nous devons prendre les mesures nécessaires, non pour faire la guerre mais pour nous réconcilier avec nous-mêmes, avec notre époque et avec le progrès. Ainsi, nous pourrions faire en sorte qu'au cours de cette nouvelle décennie et des décennies suivantes, nous trouvions des solutions permettant de régler les problèmes majeurs en profondeur et de manière plus avisée.

Convaincus que le dialogue est le meilleur moyen de régler les différends, nous avons entrepris de trouver une solution pour régler plusieurs crises politiques dans notre région en encourageant le dialogue entre les parties concernées, aussi bien au Liban, au Yémen, dans la corne de l'Afrique qu'au Soudan.

Au plan national, l'État du Qatar mène des politiques de développement axées sur la personne et fondées sur une approche globale en matière de développement humain. Nous nous sommes fixé comme objectifs prioritaires la modernisation, la réforme et le développement afin de bâtir un État constitutionnel moderne fondé sur des institutions s'appuyant sur le droit qui soient garantes des libertés, des droits et des devoirs des citoyens. Nous avons pris des mesures concrètes pour renforcer nos capacités de développement, notamment nos établissements de santé et d'enseignement et les institutions culturelles qui, nous l'espérons, seront de niveau international, ainsi que pour développer les infrastructures industrielles nationales pour l'exploitation des ressources naturelles dans notre pays.

M. Ndong Mba (Guinée équatoriale), Vice-Président, assume la présidence.

Allah a gratifié notre pays de réserves d'hydrocarbures abondantes. Nous nous sommes employés à faire bon usage de cette richesse, à employer les revenus qui en sont tirés pour le bien du citoyen qatarien, et à améliorer les différents indicateurs de développement humain car, comme les autres habitants de la planète, nous avons à cœur de lutter contre les effets du changement climatique. L'intérêt que nous portons à une énergie propre, notamment le gaz naturel, figure en tête de liste de nos priorités. Et pour contribuer à la réduction des émissions de carbone, nous élaborons des politiques pour tirer profit des sources d'énergie propre et renouvelable.

Nous espérons, par cette politique, contribuer, aux niveaux local, régional et international, à l'instauration de la paix, de la stabilité et de la sécurité, ainsi qu'à la promotion du développement qui en découle. Nous espérons qu'ainsi nous aurons assumé notre part de responsabilité collective pour le bien commun, tel qu'indiqué dans la Charte.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier l'Émir de l'État du Qatar de l'allocation qu'il vient de prononcer.

Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Mwai Kibaki, Président de la République du Kenya

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Kenya.

M. Mwai Kibaki, Président de la République du Kenya, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mwai Kibaki, Président de la République du Kenya, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kibaki (*parle en anglais*) : Le thème de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, « Réaffirmer le rôle central des Nations Unies dans la gouvernance mondiale », est bien choisi et tombe à point nommé. Les problèmes transnationaux d'aujourd'hui, relatifs notamment à la paix et à la sécurité, au développement, aux droits de l'homme, à l'environnement et à la santé, requièrent une véritable gouvernance mondiale à laquelle participent tous les États Membres de l'ONU.

À cet égard, le Kenya réaffirme vigoureusement le rôle central des Nations Unies dans la gouvernance mondiale, conformément à la Charte et au droit international. Il importe donc d'accélérer les réformes en cours à l'ONU pour rendre cette institution d'action multilatérale représentative et transparente et responsable devant ses 192 Membres, et pour qu'elle puisse combler de manière optimale les aspirations du monde d'aujourd'hui.

La dernière fois que j'ai pris la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies il y a deux ans, j'ai fait devant cet organe le point des mesures importantes prises par mon pays pour régler les difficultés politiques qui sont apparues à la suite des élections générales de décembre 2007. Depuis lors, nous avons accompli des progrès immenses dans la mise en œuvre de réformes ambitieuses qui enracineront la démocratie et instaureront la paix et la stabilité dans notre pays. La principale priorité du programme de réformes a été l'élaboration d'une nouvelle Constitution, qui a été promulguée le 27 août 2010, à la suite d'un référendum national.

La nouvelle Constitution améliore considérablement les structures de gouvernance et jette les bases solides de la stabilité politique et de la prospérité économique. Elle a une dynamique nouvelle et un sens du renouveau. Nous sommes convaincus que cette mesure contribuera dans une large mesure à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous espérons également que cet événement historique contribuera de manière continue à la consolidation de la gouvernance démocratique dans notre région.

Il y a 10 ans, les dirigeants du monde réunis ici à New York se sont engagés à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement pour relever les principaux défis qui se posent au monde en matière de développement, à savoir la pauvreté, l'ignorance et la mauvaise santé. Deux tiers du temps imparti pour atteindre ces objectifs s'est déjà écoulé. À cinq ans seulement de l'année échéance de 2015, nous devons nous employer à combler rapidement les lacunes qui subsistent.

Comme je l'ai indiqué dans mon allocution prononcée devant cette assemblée il y a trois ans, le Kenya a investi d'importantes ressources dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons enregistré des progrès notables dans la réduction de la pauvreté et l'éducation, dans la réduction de la mortalité maternelle et infantile, dans la lutte contre le VIH/sida et le paludisme et dans la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Le changement climatique continue de contrarier nos aspirations au développement. Conscient de ce problème, mon pays a pris d'importantes mesures pour renforcer la préservation de l'environnement, comme, par exemple, en remettant en état et en protégeant nos cinq principaux châteaux d'eau; investir dans l'énergie éolienne, solaire et géothermique; et s'engager fermement en faveur d'une économie verte.

En dépit de ces efforts, le Kenya est confronté à nombre de conséquences négatives résultant des changements climatiques. Notre agriculture, basée sur les récoltes et le bétail, dont dépend la grande majorité de notre population, est aujourd'hui à la merci de schémas climatiques imprévisibles. C'est donc avec une vive préoccupation que nous notons l'incapacité de la communauté internationale à faire progresser des négociations d'une importance critique sur les changements climatiques. Le Kenya espère que le

monde reconnaîtra à quel point il est urgent de conclure ces négociations dans l'intérêt de la survie de l'humanité. J'attends avec intérêt les conclusions positives des prochaines réunions sur les changements climatiques qui doivent se tenir au Mexique et en Afrique du Sud.

Je voudrais à présent passer à l'un des principaux obstacles qui entravent la quête de la paix et du développement, y compris la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, dans notre sous-région, à savoir, l'instabilité politique continue en Somalie qui a des répercussions au-delà de ce pays.

Depuis le début des années 90, le Kenya a supporté tout le poids de l'insécurité en Somalie. Aujourd'hui, alors que l'Assemblée se réunit, les conditions de sécurité en Somalie continuent de se détériorer et de menacer la paix et la stabilité dans toute la région et au-delà. Il va sans dire que la menace que pose la Somalie d'aujourd'hui à la paix et à la sécurité internationales est bien plus grande que la menace que présente tout autre conflit dans la région. Or la communauté internationale continue d'être indifférente à l'égard de la Somalie, ce qui fait qu'elle laisse passer de nombreuses opportunités de régler la crise. La réticence apparente du Conseil de sécurité à traiter de la question somalienne préoccupe grandement ceux d'entre nous qui subissent les pires conséquences de ce conflit. Aujourd'hui, je voudrais appeler l'attention de l'Assemblée sur une autre opportunité qu'il ne faudrait pas laisser passer.

En juillet de cette année, le Sommet de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a identifié les éléments critiques d'un engagement et a pris un certain nombre de décisions sur la voie à suivre. Ces décisions ont été entérinées par le sommet de l'Union africaine à Kampala en juillet 2010. Malheureusement, la communauté internationale n'a pas accordé l'appui nécessaire à l'exécution de ces décisions.

C'est dans ce contexte que le Kenya exhorte l'ONU et l'ensemble de la communauté internationale à saisir l'occasion créée par l'initiative régionale africaine et à soutenir les mesures proposées, qui incluent notamment la nomination d'une personnalité éminente de haut niveau pour la Somalie, le déploiement effectif de 2 000 soldats, un examen du mandat actuel de la Mission de l'Union africaine en Somalie en vue de renforcer sa capacité d'imposition

de la paix, et l'octroi d'une aide au Gouvernement fédéral de transition afin d'améliorer son efficacité dans l'ensemble du pays.

En tant que Président du Comité de l'IGAD sur le Soudan, je suis resté activement impliqué dans la mise en œuvre de l'Accord de paix global parce que, dans la région de l'IGAD, nous sommes convaincus que cet accord est la clef de la paix et de la stabilité au Soudan et dans la région.

Je tiens à informer l'Assemblée que le Président Omar Al-Bashir et le Premier Vice-Président Salva Kiir m'ont donné l'assurance qu'ils poursuivraient leurs efforts en vue de la préparation du référendum. Et j'ai également le plaisir d'informer l'Assemblée que tous les deux ont réaffirmé leur volonté de régler toutes les questions en souffrance, d'organiser le référendum le 9 janvier 2011, et d'accepter le résultat du vote. Dans la région, nous attendons avec intérêt la tenue d'un référendum pacifique et couronné de succès à même de promouvoir la paix et la stabilité régionales.

Ces efforts consentis par les voisins du Soudan et l'Union africaine ont généré un élan essentiel à la pleine application de l'Accord de paix global. Il est indispensable que le monde accompagne ces initiatives au moment où le Soudan prend des mesures vitales pour sa future gouvernance. Je crois qu'un dialogue continu avec les dirigeants du Parti du congrès national et du Mouvement populaire de libération du Soudan est la seule façon d'assurer le règlement pacifique des problèmes auxquels le Soudan est confronté.

C'est pour toutes ces raisons que je tiens à informer l'Assemblée que je convoquerai un deuxième sommet extraordinaire de l'IGAD sur le Soudan en novembre 2010 pour faire le bilan des progrès réalisés, veiller à ce que le processus continue et appuyer les efforts relatifs aux dispositions à prendre après le référendum.

Pour terminer, je souhaite dire mon espoir que grâce à notre unité, à notre solidarité, à notre coopération et à notre engagement, la communauté internationale triomphera des défis auxquels elle fait face. Montrons-nous à la hauteur de l'occasion en faisant la preuve de notre volonté politique et de notre capacité de travailler ensemble pour le bien de toute l'humanité.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président

de la République du Kenya de la déclaration qu'il vient de faire.

M. Mwai Kibaki, Président de la République du Kenya, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Tadjikistan.

M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la République du Tadjikistan, S. E. M. Emomali Rahmon, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rahmon (*parle en tadjik; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je tiens à féliciter le Président de l'Assemblée générale de son élection à ce poste prestigieux pour la soixante-cinquième session, et je lui souhaite plein succès dans cette tâche.

Hier, la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale a achevé ses travaux. Pendant la Réunion, les dirigeants du monde ont non seulement réaffirmé leur ferme attachement à la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) énoncés dans la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2), mais ils ont également annoncé un certain nombre de décisions nouvelles et précises concernant la mise en œuvre concrète de ces objectifs.

Apportant comme ils l'ont fait la preuve de leur volonté politique renouvelée, les dirigeants ont tiré parti à point nommé d'une occasion extrêmement importante de redoubler d'efforts, de concert pour progresser sûrement vers la réalisation des OMD. Car la poursuite des progrès dans ce domaine repose sur une action concertée, coordonnée et cohérente de l'ensemble de la communauté internationale, au sein de laquelle l'ONU doit jouer un rôle central de coordination.

Nous estimons qu'il importe d'étayer cet engagement par tous les moyens possibles, en adoptant des mesures concrètes et précises permettant de réaliser intégralement tous les OMD sans exception dans les temps impartis. Dans le contexte de la crise énergétique, financière et économique de ces dernières années et de l'incidence toujours plus importante du changement climatique, il convient de soutenir cette action avec des ressources financières suffisantes. À cet égard, il demeure urgent de lancer un appel afin de doubler l'aide publique au développement, qui est un élément important du financement du développement. L'allocation de fonds externes supplémentaires pour le développement ne doit pas alourdir le fardeau de la dette des pays en développement dont les difficultés financières sont exacerbées par la crise économique mondiale.

Il est indispensable de renforcer le partenariat mondial si nous voulons mettre en place les conditions propices à une croissance économique durable et à la création d'emplois. Il importe avant tout de relancer à l'échelle mondiale les échanges commerciaux et l'investissement, qui sont les moteurs de la croissance industrielle. C'est en particulier capital pour les pays sans littoral, entravés dans leur participation au commerce mondial, par leur situation géographique et les obstacles existants à l'élargissement des liens commerciaux, qui empêchent la croissance industrielle en même temps que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'accent doit être mis sur la création de nouveaux systèmes et couloirs de transports internationaux ainsi que l'utilisation optimale des dispositifs actuels, de façon à remédier à la marginalisation des pays sans littoral au sein du système commercial mondial.

Le Tadjikistan plaide pour un achèvement rapide des négociations commerciales multilatérales du Cycle de Doha, qui contribueront à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous sommes d'avis que le système commercial international doit rester ouvert, équitable, prévisible, non discriminatoire et fondé sur des règles consensuelles, en particulier en temps de crise.

Notre stade de développement actuel se caractérise avant tout par le fait que nous sommes parvenus à un taux de croissance maximal, qui doit maintenant être suivi d'un nouveau développement qualitatif. Une telle transformation passe obligatoirement par une conception entièrement

renouvelée du développement, qui tient compte des intérêts non seulement des générations actuelles mais aussi des générations futures.

Guidé par les principes du développement économique durable, le Gouvernement tadjik s'est fixé trois objectifs stratégiques : remédier à l'isolement du pays dans le domaine des communications, garantir notre sécurité énergétique et assurer notre sécurité alimentaire.

Pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, mon pays a adopté la Stratégie nationale de développement de la République du Tadjikistan pour la période allant jusqu'à 2015 ainsi qu'une Stratégie de réduction de la pauvreté. Notre Stratégie nationale de développement, principal document stratégique du pays, établit les priorités et les grandes lignes de la politique mise en place par le Gouvernement pour engager une croissance économique durable, ménager à la population un meilleur accès aux services sociaux de base et réduire la pauvreté.

En dépit des énormes difficultés que nous rencontrons en raison de la crise financière et économique mondiale et de catastrophes naturelles, les stratégies susmentionnées nous ont permis ces cinq dernières années de progresser vers la réalisation des OMD.

Pour accélérer notre progression vers les cibles stratégiques que nous nous sommes données, le Gouvernement tadjik s'est donné pour mission de s'attaquer aux problèmes qui entravent une croissance macroéconomique durable, d'améliorer le système de gestion des affaires publiques, de développer l'économie réelle, de remettre en état et de diversifier notre industrie. Il s'emploie également à renforcer les capacités d'exportation du pays, à améliorer les conditions d'investissement, à appuyer les activités de relance des échanges, à assurer une couverture sociale à sa population, à développer le marché du travail et à mettre en valeur les ressources humaines.

Nous devons passer à un mode de développement viable permettant de faire face à des problèmes à long terme comme le changement climatique, la protection de la biodiversité et la prévention de la désertification. Les solutions passent par une action globale et concertée. Notre réaction face aux changements climatiques dans le monde doit être examinée d'un œil critique, particulièrement après la Conférence des

Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue l'an dernier à Copenhague.

Les enseignements tirés de cette conférence doivent nous inciter à prendre des mesures plus résolues pour atténuer les émissions de gaz nocifs, pour nous adapter afin de réduire les effets néfastes des changements climatiques, et pour promouvoir les transferts de technologies permettant de passer à une économie reposant sur les systèmes à faibles émissions de carbone. Nous sommes convaincus également que lors de leur réunion de Cancún, les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pourront s'entendre sur ces mesures, ainsi que sur les autres dimensions d'un accord mondial destiné à faire date dans le monde post-Kyoto.

Il est connu que les changements climatiques ont une incidence sur les ressources en eau douce et augmentent les risques d'inondations, de coulées de boue, de glissements de terrain, de sécheresses et d'autres catastrophes naturelles liées à l'eau. De plus, les changements climatiques aggravent la pénurie déjà sévère d'eau douce dont souffrent certaines régions de notre planète. Ainsi, au cours des 30 dernières années, plus de 1 000 glaciers sur les 13 000 que compte le Tadjikistan ont disparu, alors même que c'est de notre pays que proviennent environ 60 % des ressources en eau de la région entière. Je dois ajouter que la part des émissions de gaz du Tadjikistan est très faible, et que toute l'électricité du pays est générée dans des centrales hydroélectriques.

L'épuisement des nappes d'eau souterraines dans le monde reste un problème grave. Selon les prévisions dont nous disposons, plus d'un tiers de la population mondiale sera exposée, d'ici à 2025, à des pénuries d'eau et en 2050, la planète ne pourra plus faire face à l'intégralité de ses besoins en eau.

Le Tadjikistan, qui était à l'origine de l'Année internationale de l'eau douce en 2003 et de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie », de 2005 à 2015, est un ardent promoteur du programme du système des Nations Unies en matière de gestion de l'eau. Nous n'agissons pas uniquement en tant que catalyseur des discussions sur les problèmes de l'eau dans l'enceinte mondiale mais nous sommes également en pointe s'agissant de mettre en œuvre des mesures spécifiques permettant d'adapter le monde à une utilisation durable de cette précieuse

ressource. Toutes ces mesures sont destinées à une étude en profondeur des questions relatives à l'eau et à l'élaboration par la communauté internationale d'une action coordonnée en conséquence.

À cet égard, la conférence internationale de haut niveau consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la mise en œuvre de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie », organisée à Douchanbé en coopération avec les Nations Unies et conformément à la résolution 64/198 de l'Assemblée générale, a représenté une contribution importante. Elle a en effet confirmé une fois encore que les nouvelles stratégies portant sur l'utilisation de l'eau, quel que soit le niveau auquel elles sont définies, doivent être fondées sur les principes d'une gestion durable des ressources en eau douce. Il importe de mettre partout en place des modes de développement viables si l'on veut enregistrer des progrès dans tous les secteurs de la croissance économique et renforcer le potentiel humain. Ces recommandations, et d'autres, sont réunies dans la Déclaration de Douchanbé sur l'eau (A/65/88, annexe), adoptée à l'issue de la conférence.

Les efforts du Tadjikistan concernant l'eau visent une utilisation durable et efficace du potentiel du pays et le renforcement d'une coopération régionale équitable et mutuellement bénéfique. Nous estimons que la coopération dans le domaine de l'eau devrait profiter plutôt que nuire à l'interaction dans d'autres secteurs. Elle doit permettre de renforcer progressivement la confiance entre tous les usagers de l'eau et amener à une gestion intégrée des ressources en eau aux niveaux local, national et régional.

À cette fin, nous avons proposé de proclamer 2012 « Année internationale de la diplomatie de l'eau ». Nous sommes convaincus que l'adoption par l'Assemblée générale d'une résolution en la matière contribuera à réconcilier les intérêts contradictoires qui peuvent entrer en jeu dans la gestion des ressources en eau, par des moyens diplomatiques tels que l'alerte rapide, la diplomatie préventive et les mesures de confiance, ainsi qu'une coopération régionale mutuellement bénéfique et acceptable, et l'ouverture d'un dialogue sur ces questions.

L'évolution mondiale vers le développement et l'utilisation des énergies renouvelables, qui réduisent considérablement les émissions de gaz nocifs, est une composante majeure des efforts de gestion des

changements climatiques. Il est essentiel d'encourager et d'appuyer par tous les moyens les projets ayant vocation à augmenter la part d'énergie renouvelable utilisée dans le monde, les transferts de technologies nouvelles et de pointe et l'efficacité de l'approvisionnement en énergie et de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le Tadjikistan appuie pleinement l'initiative visant à garantir l'accès universel à des services énergétiques de pointe, qu'il considère comme une condition *sine qua non* de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. C'est pourquoi notre pays développe son potentiel énergétique de manière cohérente et planifiée, sur la base du développement intégré des sources d'énergie renouvelables. Outre la construction de centrales hydroélectriques petites et moyennes, nous envisageons de mettre en œuvre de grands projets d'importance régionale et d'étudier une utilisation possible des énergies solaire et éolienne.

Une coopération régionale efficace joue un rôle non négligeable dans la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement durable. Notre région est caractérisée par le fait que le développement d'une coopération globale dépend, à de nombreux égards, de la réussite du processus de renforcement de la paix et de la stabilité générale en Afghanistan.

La lutte contre le terrorisme s'inscrit dans le long terme en raison des multiples aspects de ce phénomène, qui offense la nature humaine, et de ses profondes racines. Il est primordial d'intensifier de concert notre combat pour éliminer le terrorisme en recourant à l'intégralité des mesures politiques, économiques, financières et humanitaires dont nous disposons. Il nous semble important de parvenir rapidement à un accord aux fins de l'adoption d'une convention globale sur la lutte contre le terrorisme international.

Tout en combattant le terrorisme, il nous faut tenir compte du fait que le terrorisme ne peut exister sans appui financier et logistique. Ce n'est pas un secret : aujourd'hui, le trafic de drogues est devenu l'une des principales sources de financement du terrorisme international. L'urgence et l'ampleur des problèmes liés aux drogues et à leur trafic attestent de la menace mondiale qui pèse partout dans le monde sur la stabilité et la sécurité internationales.

Le Tadjikistan est voisin à la fois du plus grand producteur mondial d'opium et d'héroïne et des pays consommateurs de ces drogues. Sachant que notre frontière commune avec l'Afghanistan, faite d'une chaîne de montagnes au relief particulièrement complexe, est longue de plus de 1 500 kilomètres, nous devons faire office de tampon en stoppant le flux toujours croissant de cette « mort blanche ».

Les coups de boutoir du trafic de stupéfiants rapportent des millions de dollars aux pays éloignés du Tadjikistan, et nous sommes absolument persuadés que la lutte contre ce trafic ne pourra réussir que grâce à des efforts collectifs et concertés. Nous considérons qu'il est nécessaire d'amener l'Afghanistan à s'associer aux différents processus de coopération régionale.

À cet égard, je voudrais souligner les efforts du groupe quadripartite composé de l'Afghanistan, du Pakistan, de la Russie et du Tadjikistan, qui monte actuellement en puissance. Dans le cadre de cette nouvelle formule de coopération multilatérale, nos efforts visent à neutraliser le terrorisme et la menace des stupéfiants, qui sont difficiles à enrayer tant que les problèmes de la pauvreté et du chômage, ainsi que d'autres questions sociales urgentes ne seront pas abordés. Tous ces efforts viendront à l'appui des mesures spécifiques prises au niveau international pour renforcer le processus de paix. Nous espérons que les objectifs et les buts envisagés récemment à la Conférence de Kaboul seront mis en pratique.

Les efforts déployés dans les domaines intellectuel et créatif au cours des dernières décennies ont permis de mettre en place de nouveaux principes et de nouvelles normes de développement durable, énoncés dans l'Action 21, dans le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg. Ces documents historiques ont jeté les fondements de la transition des modes existants de production et de consommation à un modèle durable – le paradigme de notre époque.

L'ensemble des objectifs à long terme que nous devons atteindre aujourd'hui requiert un réexamen clair et détaillé de différentes facettes de l'action de la communauté internationale en faveur du développement durable. Nous sommes convaincus que l'ONU doit demeurer au centre de la coordination et de l'harmonisation des efforts dans ce domaine. Dans le

même temps, le rôle fédérateur central joué par l'Organisation elle-même doit être renforcé, en améliorant l'efficacité avec laquelle elle gère les problèmes, relève les nombreux défis internationaux et fait face aux menaces de ce nouveau millénaire. Le Tadjikistan confirme sa volonté politique en la matière et son engagement dans ce processus dans toute la mesure de ses possibilités.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République du Tadjikistan de la déclaration qu'il vient de faire.

M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Alan García Pérez, Président de la République du Pérou

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Pérou.

M. Alan García Pérez, Président de la République du Pérou, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la République du Pérou, S. E. M. Alan García Pérez, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. García Pérez (*parle en espagnol*) : C'est la deuxième fois en 25 ans que je viens à cette tribune en tant que chef d'État du Pérou pour m'adresser aux représentants de tous les pays du monde.

En premier lieu, je voudrais féliciter de son élection le nouveau Président de l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session. Le Pérou appuiera de manière constructive ses initiatives, convaincu que son expérience nous aidera à obtenir les résultats espérés pendant cette période.

Les 10 premières années de ce siècle ont été marquées par les attentats sanglants du 11 septembre 2001, ainsi que par la plus importante crise économique de ces 80 dernières années. C'est dire les défis transfrontaliers considérables qu'il nous faut relever et qui exigent une réponse concertée et

solidaire de l'ensemble de la communauté internationale. C'est pourquoi ici, au sein de l'instance la plus importante de la planète, le Pérou réaffirme sa volonté de coopérer avec l'ONU et avec les autres États pour relever les défis des changements climatiques, du terrorisme, de l'extrême pauvreté, de la crise économique, de la course aux armements et de la xénophobie qui tend à réapparaître sur le globe.

Mais pour l'Amérique latine, cette première décennie du XXI^e siècle a consacré un choix entre deux modèles différents de développement socioéconomique.

Le premier est celui de la démocratie sociale exercée au travers des institutions, une démocratie qui reconnaît l'économie de marché et attire les investissements internationaux selon des règles claires, mais se dote aussi de politiques publiques d'infrastructure de production; une démocratie qui ne se contente pas d'attendre le goutte-à-goutte de l'assistance aux plus pauvres, sans tomber pour autant dans la facilité des subventions tous azimuts ou de l'augmentation des salaires des fonctionnaires; une démocratie ouverte au monde qui reconnaît la puissance considérable de la cybernétique et des communications, et qui par conséquent adopte une politique d'économie de marché mondiale, se développant vers l'extérieur grâce à des traités de libre-échange, négociés avec justice et soucieux de préserver les droits des travailleurs et l'environnement; mais aussi une démocratie pédagogue, qui montre aux peuples que la voie du développement est celle de l'effort et du mérite tant collectif qu'individuel.

Face à ce modèle de démocratie sociale, un autre chemin a été envisagé en Amérique à l'aube de ce siècle : un modèle où l'État serait propriétaire, soutenu par des pays dotés d'importantes ressources naturelles qui ne voient leur développement que dans la gestion de ces ressources et refusent l'investissement mondial; un modèle qui prend en charge la direction politique de l'économie et rejette la réalité mondiale, qui tend à se développer en interne, à confier la gestion du commerce international à l'État et à jouer avec les subventions et les salaires publics au lieu de développer l'infrastructure de production qui permet d'assurer un avenir à la population. En outre, au lieu d'affirmer les institutions de la démocratie, cette autre voie affirme la volonté politique et le discours individualiste des dirigeants, débouchant toujours sur une spirale agressive qui vient à bout de la liberté de la

presse et de la liberté d'opinion, et pousse les peuples vers la course aux armements.

Cette deuxième option ne paraît pas responsable, car elle fait fi de la réalité et ne règle pas de manière durable les problèmes sociaux, ni ne crée les emplois dont la population a besoin, parce que l'on ne saurait réduire la pauvreté ou créer véritablement des emplois sans les technologies modernes et sans commerce mondial. C'est pourquoi nous plaçons, au Pérou, en faveur d'une démocratie sociale, réaliste et mondiale.

Quatre ans plus tard, j'ai l'honneur de faire part à l'Assemblée des progrès obtenus dans la réalisation des objectifs sociaux et des objectifs du Millénaire pour le développement mis en avant par l'ONU. Je peux affirmer qu'aujourd'hui, le Pérou est un pays plus stable, plus indépendant et plus égalitaire que dans le passé et que tout cela nous donne la capacité de contribuer à la défense de la liberté et de la démocratie dans le monde et de jouer un rôle plus grand dans la promotion de la paix et de la stabilité régionales et mondiales.

Le Pérou est l'un des modèles du développement réaliste, global, démocratique et moderne, qui applique une politique générale de marché et de développement durable, mais aussi des politiques sociales qui garantissent progressivement la stabilité et l'égalité entre ses citoyens. Ces cinq dernières années, nous avons atteint une croissance annuelle de 6,5 %. Même pendant l'année de la grande crise, les chiffres de l'emploi n'ont cessé de progresser et la pauvreté, de régresser. Cette année, toutes les prévisions nous donnent une croissance économique de 8 %, ce qui nous permettra de réduire encore davantage la misère qui subsiste encore dans notre pays.

S'agissant des dépenses publiques, nous avons accordé la priorité aux travaux d'infrastructure, à la santé, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement et à l'électrification de milliers de villages et de routes, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés par l'Assemblée.

Le Pérou, pays à revenu intermédiaire, a atteint au cours des quatre dernières années un taux annuel d'investissement public de 6 % de son produit, ce qui représente le double des taux antérieurs, et il a investi 24 milliards de dollars dans plus de 130 000 projets ciblés destinés à relever le niveau de vie des populations les plus pauvres et à en améliorer la participation à l'économie. Par ailleurs, parallèlement

aux efforts du Gouvernement et grâce à la stabilité de l'économie et des règles du jeu, le secteur privé a investi et réinvesti 72 milliards de dollars en quatre ans, ce qui a permis de créer 2,1 millions d'emplois. Selon toutes les projections internationales, nous devrions continuer au cours des six prochaines années à connaître une croissance économique annuelle de 6 %, étant donné que nous disposons déjà de projets d'investissement à exécuter d'une valeur de 38 milliards de dollars, et que d'autres investissements seront faits dans le secteur de l'industrie et des manufactures.

Le Pérou a réussi à réduire le taux de pauvreté de la population de 48 % à 34 %. L'année prochaine, nous atteindrons l'une de nos cibles : un taux de pauvreté de 30 %. En outre, nous sommes confiants que lorsque nous célébrerons le bicentenaire de notre indépendance en 2021, le Pérou n'aura qu'un taux de pauvreté de 10 %.

Comme je l'ai indiqué hier à la Réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement (voir A/65/PV.9), le Pérou a déjà atteint la plupart de ses objectifs avant l'échéance fixée et continuera de poursuivre les objectifs fixés en matière de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la nutrition, d'alphabétisation, de santé et d'éducation, entre autres, qui sont en réalité des objectifs que tout bon gouvernement devrait se fixer. Je me contenterai d'indiquer que le taux de mortalité infantile a déjà été réduit de moitié par rapport à ce qu'il était au début de la période considérée et d'un tiers par rapport au chiffre d'il y a cinq ans.

Tout ceci a pu être réalisé grâce à la stabilité de la gestion économique et à l'augmentation du nombre des services de base et des emplois. Par ailleurs, les réserves monétaires en devises ont triplé au cours de ces cinq dernières années et s'élèvent aujourd'hui à 42 milliards de dollars. Notre système financier est l'un des plus solides au monde et ne se caractérise pas par des impayés ni des risques excessifs liés aux hypothèques, susceptibles de le mettre en danger. En outre, le discours politique des hommes politiques, qui est un élément essentiel pour stimuler et orienter les pays, a toujours prôné la démocratie et l'investissement et a toujours été en pleine harmonie avec l'expansion du commerce et des investissements mondiaux. Je crois que c'est à cette harmonie que nous devons les résultats que nous présentons aujourd'hui.

En revanche, certains pays de l'Amérique qui ont opté pour la seconde voie, celle de la propriété étatique, de la gestion politique de l'économie, de la croissance autocentrée, de l'administration du commerce par l'État ou de l'affrontement avec les autres pays du monde au lieu d'une concertation productive, ne peuvent pas afficher des résultats similaires. Cela nous permet de dire que l'action du Pérou s'inscrit dans le sens progressiste de l'histoire et dans celui des objectifs des Nations Unies. Par ailleurs, la crise a démontré que libre-échange n'est pas synonyme d'absence de gouvernement et que nous, les gouvernants, ne devons pas attendre que la richesse se multiplie d'elle-même, sans savoir quand et comment l'orienter activement, dans l'intérêt de ceux qui en ont le plus besoin.

C'est la raison pour laquelle, en plus de doubler nos exportations en quatre ans et de tripler nos réserves, nous avons signé des accords commerciaux avec la plupart des pays du monde – les États-Unis, la Chine, l'Union européenne, le Canada, la Corée et bien d'autres –, ce qui nous sert de tremplin pour maintenir et stimuler la croissance et améliorer notre compétitivité en créant des emplois pour la population. De cette manière, le Pérou gagnera en importance et pourra contribuer à la coopération internationale. En effet, la coopération, ainsi que le maintien de la paix, sont les principaux objectifs de l'ONU.

Cependant, nous sommes conscients du fait que nous vivons dans un système multipolaire où tout est interdépendant et qu'aucun des acquis d'un pays ne sera viable à long terme, si celui-ci ne déploie pas des efforts concertés pour lutter contre les menaces communes. La paix, la sécurité et la coopération sont des éléments indissociables de la mondialisation et nous devons les promouvoir à travers des stratégies coordonnées.

Il y a 25 ans que j'ai pris la parole du haut de cette tribune pour la première fois et je constate que, 20 ans après la fin de la guerre froide, nous n'avons toujours pas construit la stabilité d'un nouveau multilatéralisme véritablement fondé sur le droit international. Nous vivons toujours dans une situation d'incertitude, où l'instabilité gagne du terrain par rapport à la paix et où surgissent de nouvelles menaces, qui mettent à l'épreuve l'agilité, la créativité et la détermination politique de cette organisation et des pays qui la constituent.

Le Pérou estime qu'en cette époque de mondialisation, la sécurité dépend de l'interaction entre facteurs externes et internes. C'est pourquoi nous sommes profondément préoccupés par la prolifération des armes nucléaires, à laquelle il faut mettre un frein coûte que coûte. Nous sommes également préoccupés par la question des armes classiques, puisque dans la pratique, ce sont ces armes qui causent morts et destructions dans diverses parties du monde. Par ailleurs, les armes et leur commerce limitent le développement social, et, en maintenant la pauvreté et les inégalités, alimentent le danger de l'instabilité. Par conséquent, le Pérou a proposé à tous les pays de l'Amérique du Sud d'adopter un protocole sur la paix, la sécurité et la coopération pour une paix permanente et en vue de réduire les dépenses en armements.

Nous sommes d'avis – même si cela été proclamé mille fois du haut de cette tribune – qu'il n'est pas possible que, depuis la création d'un instrument chargé de promouvoir l'intégration et la confiance, à savoir l'Union des nations de l'Amérique du Sud, nous ayons déjà investi 25 milliards de dollars en nouveaux armements et dépensé 150 milliards de dollars supplémentaires pour le maintien opérationnel des dépenses militaires. C'est une honte, étant donné que grâce à cette somme, plus de 50 millions de personnes auraient pu sortir de la pauvreté en Amérique du Sud. Ces cinq prochaines années, si nous n'enrayons pas cette course absurde aux armements, nous allons consacrer 35 milliards de dollars supplémentaires à l'achat de nouvelles armes et 200 milliards de dollars aux dépenses militaires ordinaires, lançant ainsi une course irrationnelle dont on trouvera toujours moyen de justifier la poursuite.

Toutefois, la situation absurde que nous connaissons en Amérique du Sud est encore plus grave à l'échelle mondiale. Il n'est pas envisageable que nos pays continuent de consacrer tant d'argent à l'acquisition d'armes alors qu'il y a tant de pauvres sur la Terre. C'est comme si la guerre froide n'était pas terminée, comme si elle se poursuivait dans l'intérêt des marchands d'armes.

Nous lançons donc un nouvel appel, comme nous l'avons fait à l'Union des nations de l'Amérique du Sud et à l'Organisation des États américains, ainsi que dans toutes les organisations internationales auxquelles nous participons pour que moins de ressources soient consacrées à l'achat d'armes et davantage à la lutte contre la pauvreté. Brandissons l'étendard du martyr

du pacifisme, Jean Jaurès, ou de notre grand ami suédois, Olof Palme.

Exigeons des institutions financières multilatérales qu'elles incluent aussi des dispositions contre la course aux armements dans leurs contrats et leurs conditions, au même titre que les dispositions sur l'environnement qui y figurent actuellement. Pourquoi devraient-elles prêter l'argent de tous les citoyens du monde à des pays qui l'utilisent en grande partie pour semer la mort? La fabrication et la consommation de stupéfiants est extrêmement grave, mais la fabrication d'armes dans les pays les plus riches de la Terre aux fins de leur achat par des pays pauvres est tout aussi grave; c'est une entrave à leur développement et à l'instauration de la justice. Nous lançons un appel à tous les dirigeants du monde : arrêtez d'acheter et de fabriquer des armes; donnez à manger aux pauvres; mettez en valeur vos terres et créez des emplois.

La vraie puissance, le vrai prestige des nations et des peuples résident dans leur intelligence et dans leur capacité de venir en aide aux pays les moins développés, pas dans leur capacité de produire des armes ou dans leur puissance nucléaire. Nous savons qu'il est difficile de relancer cet appel, mais nous continuerons de le faire car, un jour, l'opinion publique et les peuples du monde comprendront et accepteront ces idées.

C'est pour toutes ces raisons que nous croyons en l'action de cette instance internationale. L'intégration régionale est également importante, car nous ne sommes pas un groupe d'astéroïdes. Nous croyons en une intégration moderne et différente. Dans le monde de l'informatique, des communications par satellite, du commerce sans frontières et des droits de l'homme sans restrictions nationales, la nouvelle intégration, c'est non seulement unir ceux qui sont déjà proches sur le plan géographique, mais également utiliser les outils de la technologie pour intégrer les plus éloignés aussi. Tel est le nouvel espace de liberté que la science et la technologie sont en train de créer pour les hommes et les nations.

Nous devons aller au-delà du raisonnement simpliste selon lequel il n'y a pas assez pour tous et prendre conscience que lorsque toutes les informations sont diffusées, ceux qui les diffusent ne sont pas plus pauvres qu'avant et qu'en fait ils peuvent les partager avec beaucoup d'autres sans rien perdre. De la même

manière, l'intégration est une richesse dont profitent tôt ou tard tous les peuples qui s'unissent.

Je puis à ce propos citer l'exemple du chemin parcouru par l'Équateur et le Pérou après deux siècles d'affrontement, de haine et de guerre. Grâce à la détermination et la volonté politiques du Gouvernement équatorien, en la personne du Président Rafael Correa, et à sa coopération avec le Gouvernement péruvien, nous avons fait un grand pas en avant vers la fraternité, l'intégration et le développement.

Il y a 15 ans à peine, nous avons été divisés par une guerre, mais nous avons aujourd'hui un cabinet binational conjoint et permanent grâce auquel nous avons pu construire des milliers de kilomètres de routes, et des ponts, améliorer les systèmes agricoles et intégrer nos régimes de sécurité sociale en faveur des travailleurs des deux pays. Nous avons créé des ambassades et des consulats binationaux qui représentent les deux pays dans de nombreuses régions du monde. Nous donnons cet exemple à l'ONU comme preuve de notre attachement actif et sincère à l'intégration, car nous croyons dans l'intégration et la fraternité entre les peuples.

La nécessité d'assurer une plus grande intégration a été mise à l'épreuve lorsque nous avons dû faire face à la pire crise internationale de ces 80 dernières années. Cette crise financière, qui a commencé dans les pays en développement, a des conséquences qui ne sont pas encore prévisibles. Voici comment nous l'interprétons : la mondialisation commerciale et la croissance du commerce mondial n'ont été possibles que grâce à l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui ont créé de nouvelles formes de production et de politique sur la base des infrastructures de la société.

L'information est aujourd'hui le principal moteur de l'économie et des changements politiques. Elle supplante graduellement les combustibles fossiles et devient la principale source d'énergie. C'est pour cette raison que la structure du commerce mondial se dématérialise de plus en plus, mais l'information et les communications, grâce à l'argent électronique et aux ordinateurs, ont atteint une telle vitesse qu'elles ont dépassé les capacités humaines de nos banques, et de nos gourous financiers et la capacité des institutions existantes à gérer la nouvelle économie.

La crise actuelle est le résultat de la naissance d'une nouvelle économie plus rapide et numérique. Toutefois, si cette rapidité a engendré la crise et le désordre, c'est aussi cette même vitesse technologique qui apportera des solutions aux problèmes posés par la crise. Nous devons avoir confiance en l'être humain et en ses capacités créatives. Jamais dans l'histoire de l'humanité, nous n'avons disposé d'autant de moyens de paiement et d'une telle capacité de consommation; jamais nous n'avons disposé de tels moyens de création et de transformation technologique; jamais nous n'avons eu un tel marché numérique et interactif qui permette aux consommateurs, mêmes les plus pauvres, de générer instantanément une production, à partir de chez eux, ailleurs dans le monde.

Cela nous permet d'envisager l'avenir de l'humanité avec optimisme et d'espérer qu'après une brève période inflationniste en 2012, en raison de l'expansion des moyens de paiement utilisés pour surmonter la crise, la production et les échanges commerciaux mondiaux s'accéléreront et nous aideront à sortir de nos difficultés actuelles.

Nous n'en devons pas moins nous préparer à cette rapidité accrue qui sera générée par la numérisation et la créativité intellectuelle. Nous devons renforcer les capacités d'intégration de nos peuples et communautés, accroître les échanges de nos pays grâce aux transports, aux communications et à l'interdépendance électrique, renforcer l'éducation et éliminer la course aux armements.

Notre message est porteur d'espoir face à la situation mondiale. Malgré nous, nous sommes en train de construire un monde meilleur, sans frontières, sans tyrans, avec davantage de liberté. Nous devons agir en ayant recours aux politiques qui se sont révélées efficaces face à la crise, en édifiant des démocraties dotées d'institutions solides, en faisant preuve de réalisme, en attirant des capitaux internationaux et des technologies internationales et en mobilisant les investissements en faveur des micro et petites entreprises.

Il va sans dire que la riposte à la crise ne peut être que collective. Le Groupe des Vingt est désormais la principale instance de coordination et de coopération financières internationales et nous devons appuyer le rôle qu'elle joue pour réformer le système. Toutefois, plus de régulation est nécessaire face à la rapidité croissante des instruments de gestion financière et

économique. Le Pérou salue les efforts accomplis, mais propose de renforcer la légitimité des activités du G-20 en rendant plus fluides les canaux de communication avec les institutions spécialisées que sont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international et en faisant participer d'autres pays à ces travaux.

De même que pour la crise financière, toutes les nations doivent coordonner leur action pour lutter de manière adéquate contre le terrorisme, le problème des stupéfiants, le trafic d'armes, le blanchiment d'argent, la traite des migrants, la xénophobie et le changement climatique.

Sur ce dernier point, je dois mentionner que le Pérou est un pays vulnérable du point de vue de l'environnement et particulièrement menacé par le changement climatique. Mais, c'est, dans le même temps, un pays stratégique pour l'adaptation au changement climatique mondial et l'atténuation de ses effets car le Pérou est le quatrième pays au monde en termes de superficie de forêts tropicales.

Nous souhaitons changer notre discours. Nous ne sommes pas venus la main tendue, pour exiger la coopération des riches de ce monde; nous sommes venus leur demander d'honorer leurs obligations sur leur propre territoire. Nous sommes venus dire que nous ferons de même dans nos propres pays.

Les forêts du Pérou capturent 21 milliards de tonnes de carbone par an. Nous comptons 84 biosphères et faisons partie des 17 pays hyperdivers de la planète.

Je tiens à affirmer que – sans avoir à tendre la main au monde indifférent des pays riches – nous nous engageons à consacrer nos ressources financières et humaines découlant de la croissance, à conserver intacts les 54 millions d'hectares de forêts du Pérou, luttant ainsi contre les effets du changement climatique au niveau mondial. En tant que pays dont les glaciers tropicaux risquent de disparaître, nous demandons au monde de mettre en œuvre des objectifs concrets en matière de coopération, de transfert de technologie et de création de ressources pour développer des projets visant à lutter contre les effets du changement climatique.

Nous voulons un accord mondial, contraignant, rapide et efficace et je réaffirme devant l'Assemblée la volonté de mon pays de renforcer l'action collective grâce au développement d'une économie de croissance

propre, durable, et à faible émission de carbone. À cet effet, nous nous engageons volontairement à réduire à zéro d'ici à 2021 la déforestation des forêts primaires et à modifier nos filières énergétiques actuelles de sorte que les énergies renouvelables non classiques, l'énergie hydroélectrique et les biocarburants représentent au moins 40 % de l'énergie consommée dans le pays d'ici à 2021. Et nous présenterons des rapports annuels sur cette question à l'Assemblée.

Mais il ne faut pas oublier qu'une grande partie de la pollution est toujours causée par la pauvreté. Des centaines de millions de foyers à travers le monde continuent d'utiliser des poêles à bois pour cuisiner, ce qui contribue au déboisement et à la pollution de l'environnement, et provoque de graves problèmes bronchopulmonaires et nutritionnels chez les enfants. Nous nous proposons d'ici à 2021 de ramener à 20 % le nombre de poêles à bois existant encore au Pérou et de les remplacer par des fourneaux plus modernes; nous souhaiterions que cette question fasse partie des objectifs du Millénaire.

Pour terminer, le Pérou s'intéresse tout particulièrement à la situation des migrants. On ne saurait accepter la mondialisation des capitaux, des services et des produits, sans également accepter la libre circulation des personnes ou du moins sans faciliter leur mobilité. Le Pérou est un défenseur actif des droits des migrants et de leur famille parce que c'est un pays construit par des immigrants européens, comme les États-Unis et de nombreux autres pays riches aujourd'hui qui semblent l'oublier lorsqu'ils expulsent les migrants d'aujourd'hui et les renvoient chez eux par avion.

Le Pérou estime que la migration est un outil de développement qui a enrichi et continue d'enrichir la culture universelle et la vie sociale des pays. C'est la raison pour laquelle nous condamnons tout type de législation, en Arizona ou ailleurs, et tout type d'expressions xénophobes ou discriminatoires. Il est paradoxal que des pays gouvernés par des enfants de migrants soient les pays qui, à l'heure actuelle, s'emploient le plus activement à expulser les migrants, créant ainsi, sans le savoir, une nouvelle forme de violence interne qui pourrait avoir des conséquences graves à court terme.

Nous réaffirmons également que la meilleure façon de prévenir la migration « sauvage » est de promouvoir le libre échange et les investissements par

les pays plus développés qui permettent de créer des emplois et d'améliorer la qualité de vie de la population dans les pays en développement.

Le Pérou a un engagement permanent envers l'ONU parce que c'est un engagement envers le genre humain, sans distinction de race, de couleur ou d'autre situation. Nous souhaitons, comme nous l'avons proposé il y a quelques années, renforcer l'ensemble du système et le consolider pour faire de l'ONU une organisation moderne, forte et libre, exempte de contradictions et libérée des vestiges du passé, et capable d'assurer la paix avec moins de bureaucratie, plus de détermination et plus de courage politique.

Nous souhaitons paix et bien-être à tous les peuples de la terre, et du pain dans la liberté à tous les êtres humains.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Pérou de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Alan García Pérez, Président de la République du Pérou, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Viktor Yanukovych, Président de l'Ukraine

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de l'Ukraine.

M. Viktor Yanukovych, Président de l'Ukraine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Viktor Yanukovych, Président de l'Ukraine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Yanukovych (*parle en ukrainien; texte en anglais fourni par la délégation*) : Au nom de l'Ukraine, je tiens à féliciter sincèrement S. E. M. Joseph Deiss pour son élection en tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session. Je suis convaincu que sa riche expérience nous aidera à obtenir des résultats notables dans nos travaux conjoints.

Nous avons commencé nos travaux à New York sur une note positive. La réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement vient de s'achever avec succès. Le document final de cette réunion (résolution 65/1), la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2) et le Document final du Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1) nous servent désormais de feuille de route pour parvenir au développement durable et instaurer un avenir meilleur. Leur mise en œuvre rigoureuse et cohérente incombe à tous les États Membres. L'Ukraine est prête à œuvrer activement dans ce sens.

L'Ukraine assume toutes ses responsabilités s'agissant d'éradiquer la pauvreté, de dispenser un enseignement de bonne qualité, de mettre en place des conditions propices à la préservation de l'environnement, d'améliorer la santé maternelle et de réduire la mortalité infantile, de lutter contre le VIH/sida et la tuberculose et de promouvoir l'égalité des sexes. Les progrès que nous avons accomplis et les problèmes auxquels nous nous heurtons sont exposés dans le rapport national sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement que nous avons présenté lors de la réunion de haut niveau.

Aujourd'hui, mon pays connaît de profondes transformations internes. Nous avons enfin atteint la stabilité politique et avons lancé de vastes réformes économiques et sociales. En bref, l'Ukraine a trouvé une nouvelle dynamique de progrès, qui nous permet d'avancer concrètement sur la voie des transformations attendues depuis longtemps. Je suis convaincu que nous allons donc maintenant pouvoir participer plus activement à la mise en œuvre des principes de l'Organisation, auxquels l'Ukraine a toujours été attachée.

Devenue un problème majeur, la crise économique mondiale a ralenti les progrès en Ukraine comme dans d'autres pays. Les défis mondiaux requièrent des réactions mondiales et le monde doit élaborer un nouveau système de relations économiques et financières. La poursuite de la libéralisation des échanges, l'interdiction des mesures protectionnistes, de nouvelles solutions et des outils transparents de protection de la concurrence internationale peuvent contribuer à la reprise économique.

Nous pensons qu'il est nécessaire d'appuyer la poursuite des processus mondiaux qui renforcent la libre circulation des personnes, des biens, des services

et des capitaux. Les nouvelles zones de libre échange et les récents régimes de déplacements sans visa sont une composante importante d'une réponse adaptée aux défis mondiaux d'aujourd'hui.

Nous savons tous que le développement durable est impossible sans sécurité et que la sécurité est impossible sans développement. L'Ukraine a toujours œuvré activement pour la paix et la sécurité dans le monde. Je pense que notre contribution à cet égard ne fait aucun doute.

Cette année, l'Ukraine a déclaré sa neutralité, ce qui a contribué à un apaisement significatif des tensions dans la région et à la mise en place d'une zone de stabilité et d'équilibre stratégique autour de l'Ukraine.

En 1994, nous avons été le premier pays à se défaire volontairement de son arsenal nucléaire, alors le troisième plus puissant au monde. Seize ans ont passé, mais l'Ukraine n'a pas relâché sa détermination. Ainsi, en avril dernier, notre pays est passé à l'étape supérieure lors du Sommet sur la sécurité nucléaire à Washington, en annonçant sa décision d'éliminer tous ses stocks d'uranium fortement enrichi.

L'expérience des dernières décennies a montré que les armes nucléaires n'accroissent pas forcément la sécurité. De plus, les pays qui tentent d'acquérir des armes nucléaires peuvent être exposés à de nouveaux risques et accentuer leur vulnérabilité. La meilleure manière de lutter contre la prolifération des armes nucléaires est de procéder progressivement à leur élimination complète. Nous nous félicitons à cet égard de la signature d'un nouveau traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs, ainsi que des nouvelles réductions de leurs arsenaux nucléaires respectifs.

Aujourd'hui, il est urgent de prendre des mesures concrètes pour réduire les risques liés à la prolifération des matières et technologies nucléaires. Nous encourageons tous les États Membres à suivre notre exemple dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires au niveau mondial.

Du fait des mesures que je viens de citer, l'Ukraine espère que ses partenaires internationaux respecteront scrupuleusement leurs obligations concernant les garanties de sécurité à l'égard de mon

pays, à savoir, principalement, le Mémorandum de Budapest signé en 1994. L'Ukraine insiste pour que soient inscrites dans un instrument international juridiquement contraignant les garanties de sécurité accordées aux pays qui se sont défaits de leur arsenal nucléaire et à ceux qui n'appartiennent à aucune alliance militaire. Ce serait là le meilleur moyen de décourager les ambitions nucléaires régionales.

Les principes de coexistence pacifique, de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États Membres, des relations de bon voisinage et d'égalité ont toujours été la clef de voûte de la politique étrangère de l'Ukraine. Nous sommes convaincus que l'esprit et la lettre de la Charte des Nations Unies sont la charpente de tout accord ou arrangement régional dans le domaine de l'architecture sécuritaire. Cela étant, notre organisation peut davantage exploiter le potentiel des mécanismes de sécurité régionale existants afin de renforcer la sécurité mondiale.

Nous n'avons jamais fait la distinction entre nos problèmes et ceux des autres pays. Dès les toutes premières années de son indépendance, l'Ukraine a participé activement aux efforts de l'ONU pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous appuyons fermement le renforcement des capacités des Nations Unies en matière de maintien de la paix. L'Ukraine entend également continuer à œuvrer pour améliorer la protection juridique des Casques bleus. Nous nous félicitons de l'appui accordé par les États Membres à nos initiatives.

Nous estimons également nécessaire de mettre au point des mécanismes pour répondre aux menaces nouvelles ou changeantes qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales. L'une de ces menaces est représentée par la piraterie et les vols à main armée commis en mer. Je suis convaincu que cette menace ne peut plus être sous-estimée. Sans une intervention efficace et décisive de la communauté internationale, ce mal ne fera que gagner en puissance. L'ONU doit jouer un rôle clef dans la lutte contre la piraterie maritime. L'Ukraine est déterminée à poursuivre ses efforts pour renforcer la sécurité maritime internationale et la protection des droits sociaux des marins et nous appelons tous les États Membres à coopérer à cette fin.

Aujourd'hui, des menaces sécuritaires invisibles pèsent de plus en plus sur l'humanité, mais leur invisibilité ne les rend pas moins concrètes : les

changements climatiques menacent l'avenir même de l'humanité, et ce, dans le monde entier. Selon les experts, certains de ces changements sont irréversibles. Voilà pourquoi la communauté internationale devrait sans attendre faire tout ce qu'elle peut pour éviter un scénario catastrophe. La volonté politique de tous les États Membres devrait être mobilisée. En signant l'Accord de Copenhague, l'Ukraine a fait un pas dans cette direction.

La Terre est notre navire, et elle ne doit pas devenir un second *Titanic*. Nous estimons qu'un mécanisme international efficace est nécessaire pour protéger l'environnement terrestre, car la Terre est la seule planète dont nous disposons. Le monde a besoin d'une organisation environnementale mondiale compétente, dont la composition serait universelle.

Face aux défis environnementaux, financiers, économiques et énergétiques, le recours pacifique à l'énergie nucléaire devient de plus en plus essentiel. Certains États dotés de la technologie nucléaire ont une immense responsabilité envers leur propre peuple, leurs voisins et toute l'humanité.

L'an prochain, le monde va commémorer un triste événement : le vingt-cinquième anniversaire de l'accident survenu dans la centrale nucléaire de Tchernobyl. La blessure de cette tragédie ne s'est toujours pas refermée pour notre pays. De plus, surmonter ses conséquences reste un défi de taille pour la communauté internationale, car le problème, du fait de son ampleur, exige une action concertée impliquant tous nos partenaires internationaux.

L'Ukraine projette d'accueillir une conférence internationale de haut niveau sur le thème « Vingt-cinq ans après la catastrophe de Tchernobyl : la sécurité pour l'avenir ». Nous voulons qu'elle se tienne à Kiev en avril 2011, avec la participation de l'ONU. Cette conférence devra, d'une part, évaluer les progrès accomplis pour ce qui est de restaurer et normaliser les vies dans les régions touchées et, d'autre part, débattre des questions de sécurité nucléaire. J'invite l'ensemble des Membres à participer à la conférence.

Le monde d'aujourd'hui évolue à un rythme de plus en plus rapide, et l'Organisation doit suivre cette évolution. L'ONU ne devrait pas observer les événements mais en être l'architecte. Pour que cela soit possible, elle doit de toute urgence être profondément réformée. L'Ukraine se félicite des progrès accomplis dans la restructuration de l'ONU, en particulier dans

les domaines de l'égalité des sexes, la protection des droits de la femme et la consolidation de la paix.

Toutefois, il est impossible de réformer en profondeur sans moderniser l'organe qui est au cœur de l'ONU : le Conseil de sécurité. La transformation du Conseil de sécurité en une entité plus représentative et à la composition plus équilibrée, aux méthodes de travail améliorées et beaucoup plus transparentes est une condition préalable essentielle pour accroître son efficacité et adapter l'ONU aux procédures et pratiques en vigueur actuellement dans le monde.

L'Ukraine est prête à débattre de toutes les idées progressistes liées à la réforme du Conseil de sécurité. Nous sommes convaincus que la clef du succès réside dans la prise en compte des intérêts de tous les groupes régionaux sous-représentés, notamment les États d'Europe orientale. Je voudrais saisir cette occasion pour confirmer que l'Ukraine a l'intention d'obtenir un siège au Conseil de sécurité pour la période 2016-2017.

Je suis sûr que les travaux de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale représenteront un pas important sur la voie d'un monde pacifique, sûr et prospère – un monde de liberté, de démocratie et de coopération internationale efficace. Nous avons tout pour parvenir à cette fin : une forte volonté politique, une compréhension claire des défis à relever et une vision commune des problèmes. Je crois en notre succès.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de l'Ukraine de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Viktor Yanukovich, Président de l'Ukraine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (suite)

Débat général

Allocution de M. Wen Jiabao, Premier Ministre de la République populaire de Chine

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République populaire de Chine.

M. Wen Jiabao, Premier Ministre de la République populaire de Chine, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Wen Jiabao, Premier Ministre de la République populaire de Chine, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Wen Jiabao (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine fait partie de la grande famille des Nations Unies, et son développement et les changements qui y sont intervenus ont retenu l'attention du monde entier. Je voudrais saisir cette occasion pour faire part à l'Assemblée de mes observations et vous aider à connaître la vraie Chine.

Depuis la fondation de la République populaire, plus particulièrement depuis le début des réformes et de l'ouverture sur l'extérieur il y a plus de 30 ans, de profonds changements sont intervenus dans cette vieille et grande nation de l'Orient qu'est la Chine. Son économie et sa puissance nationale se sont considérablement développées. Les conditions de vie de la population se sont sensiblement améliorées. De grands progrès ont été enregistrés sur le plan socioculturel, et les échanges et la coopération avec le monde extérieur n'ont cessé de s'élargir. En résumé, mon pays a fait un bond historique, passant d'une simple économie de subsistance à une prospérité moyenne.

Nous sommes fiers, en Chine, des réalisations obtenues au prix de durs efforts. Dans le même temps, nous sommes clairement conscients de notre place et de notre rôle dans le monde aujourd'hui.

La Chine occupe le troisième rang mondial par son produit intérieur brut, mais ce dernier ne représente, par habitant, qu'un dixième seulement de celui des pays développés. La Chine a connu une croissance rapide pendant plus de 30 ans, mais pour continuer à se développer elle doit surmonter des contraintes énergétiques, financières et environnementales. Elle compte parmi les premiers producteurs de nombreux produits importants, mais elle se situe toujours au bas de la chaîne industrielle mondiale. La Chine est une grande nation commerciale, mais la teneur technologique et la valeur ajoutée de ses exportations restent faibles. Dans de nombreux cas, nous dépendons des importations pour répondre à nos besoins en technologies essentielles.

Les régions côtières chinoises et quelques-unes des grandes villes et des villes de taille moyenne sont florissantes après s'être modernisées, mais de

nombreuses régions du centre et de l'ouest de la Chine ainsi que les vastes régions rurales sont encore sous-développées. En outre, 150 millions de Chinois vivent en dessous du seuil de pauvreté établi par l'ONU.

La vie des Chinois s'est beaucoup améliorée, mais nous ne disposons pas encore d'un système véritable de sécurité sociale. De plus, nous subissons de fortes pressions en matière d'emploi. La population participe de plus en plus activement au développement social et politique du pays, et les droits et les intérêts fondamentaux des citoyens sont mieux protégés, mais notre démocratie et notre système juridique laissent encore à désirer, et des fléaux sociaux comme l'injustice et la corruption existent toujours.

La Chine a beaucoup progressé sur la voie de la modernisation. Elle est assez avancée dans certains domaines de développement mais accuse du retard dans d'autres. Et elle doit relever des défis sans précédent du fait de problèmes tant anciens que nouveaux.

Dans l'ensemble, la Chine se trouve encore au stade primaire du socialisme et demeure un pays en développement. Voilà ce qui nous caractérise fondamentalement. Voilà ce qu'est la vraie Chine.

La Chine s'est fixée comme objectif stratégique de se moderniser d'ici au milieu de ce siècle. Au cours des prochaines décennies, le peuple chinois continuera à progresser sur la voie des réformes, de l'ouverture et du développement pacifique. Cette voie a changé le destin de la Chine et l'ensemble de la population du pays en a bénéficié. Nous devons poursuivre sur cette voie et continuer à nous améliorer. Nous n'avons aucune raison de nous en écarter.

La Chine continuera d'axer ses efforts sur le développement de son économie. Le développement reste notre première priorité, car il constitue la base de règlement de tous les problèmes. Nous compterons principalement sur nous-mêmes pour assurer le développement.

À mesure que l'industrialisation et la modernisation de la Chine se poursuivront, des centaines de millions de paysans se déplaceront vers les villes et les centres urbains, ce qui accroîtra plus que jamais la demande intérieure, ouvrira de nouveaux marchés et de larges espaces de développement et servira de puissant moteur de soutien à la croissance de l'économie chinoise et de l'ensemble de l'économie

mondiale. Nous travaillerons dur pour transformer le modèle de développement économique, restructurer l'économie et tracer la voie d'un développement équilibré et durable.

La Chine continuera à approfondir ses réformes institutionnelles. Nous déploierons des efforts systématiques pour améliorer l'économie de marché socialiste. Nous consoliderons et développerons sans faillir le secteur public de l'économie et nous encouragerons, appuierons et orienterons également sans faillir le développement du secteur non public. Nous accorderons une plus grande attention à la réalisation et à l'amélioration du bien-être de nos populations. Nous continuerons de réformer le système de distribution des revenus, de perfectionner le régime de protection sociale, notamment les programmes d'assurance vieillesse, de santé et d'assurance chômage, et nous nous efforcerons de réduire l'écart entre les zones urbaines et rurales, entre les différentes régions et entre les riches et les pauvres afin que tous les citoyens puissent bénéficier des fruits de la réforme, de l'ouverture sur l'extérieur et du développement.

Tout en approfondissant la réforme du système économique, nous devons mener à bien la réforme du système politique. C'est seulement ainsi que nous pourrons faire aboutir la réforme du système économique et ne pas perdre les acquis de la modernisation. Nous respectons et protégeons les droits de l'homme, défendons l'équité et la justice sociales, et nous nous efforçons de réaliser l'épanouissement libre et intégral de notre peuple. C'est là une caractéristique importante de la démocratie et de l'état de droit, ainsi qu'une garantie fondamentale de la stabilité et de la prospérité durables d'un pays.

La Chine continuera à s'ouvrir encore plus au monde. Dans le cadre de notre politique d'ouverture, notre stratégie à long terme consistera à poursuivre une coopération mutuellement avantageuse axée sur la réalisation de progrès. Nous intensifierons les échanges économiques et commerciaux avec les autres pays dans le respect des normes et pratiques internationales et continuerons à améliorer le climat d'investissement pour les entreprises étrangères, à optimiser la structure des investissements étrangers et à innover les modes d'investissement et de coopération à l'étranger.

Partisans d'un nouvel ordre financier international juste, équitable, inclusif et ordonné et d'un système commercial international ouvert et libre, nous nous opposons à toute forme de protectionnisme. Tout au long de la modernisation de notre pays, nous continuerons non seulement à tirer les leçons des meilleurs acquis des autres pays sur les plans économique et technico-scientifique, et à les utiliser, mais aussi à nous inspirer avec audace des fruits de la civilisation humaine dans les domaines de la gestion sociale et du développement culturel.

La Chine continuera à développer l'éducation, les sciences et les technologies. Sur quoi la Chine peut-elle compter pour réduire son retard sur les pays développés et maintenir la viabilité de sa forte croissance? Sur l'éducation, les sciences et les technologies. La Chine a élaboré deux programmes de développement à moyen et long terme, un pour l'éducation et l'autre pour les sciences et les technologies. Il est temps de les mettre en œuvre pour faire de la Chine d'ici à 2020 un pays puissant en termes de ressources humaines et d'innovation.

La Chine continuera à faire rayonner son patrimoine culturel. Le développement d'un pays et le renouveau d'une nation ont besoin non seulement d'une économie puissante, mais plus encore d'une culture forte. Les valeurs morales et la sagesse chinoises, fruits d'une civilisation cinq fois millénaire, appartiennent à la Chine, mais aussi au monde. Nous déploierons de grands efforts pour promouvoir le développement culturel et établir au plus vite un système de valeurs idéologiques et morales qui soit compatible avec la modernisation socialiste et les valeurs traditionnelles de la nation chinoise.

Très attachés au respect de la diversité des civilisations, nous œuvrerons pour le renforcement du dialogue et des échanges entre civilisations en vue de la construction des valeurs communes de l'humanité. La nation chinoise, ayant accompli un miracle économique, saura, j'en suis convaincu, réaliser des succès tout aussi éclatants sur le plan culturel.

Le monde du XXI^e siècle est loin d'être tranquille, mais le temps est révolu où les problèmes se réglaient par la guerre. La paix et le développement restent les deux grandes caractéristiques du monde d'aujourd'hui.

La Chine restera fermement engagée sur la voie d'un développement pacifique. Mais quelle est

l'essence d'un développement pacifique? Cela consiste à favoriser un environnement international pacifique et dans le même temps à contribuer à la paix mondiale par le biais de notre développement. C'est aussi ce qu'on entend par le socialisme à la chinoise.

Tout en cherchant à se développer, la Chine se donnera toujours comme devoir d'œuvrer pour le développement et la prospérité partagée de l'humanité tout entière. Elle continuera à rechercher et à élargir ses intérêts communs avec les autres pays du monde. Le développement de la Chine ne nuira à personne et ne menacera personne. Il y a eu des puissances qui, une fois arrivées à l'apogée de leur pouvoir, recherchaient l'hégémonie. La Chine ne suivra pas ce modèle.

La Chine attache une grande importance à l'amitié et adhère à ses principes. Elle défend fermement ses intérêts fondamentaux. Lorsque sa souveraineté, son unité et son intégrité territoriale seront en jeu, la Chine ne cédera et ne transigera jamais.

La Chine continuera d'appuyer fermement le rôle central de l'Organisation des Nations Unies dans les affaires internationales. Elle respectera, comme par le passé, la Charte des Nations Unies et s'acquittera strictement de ses obligations conformément aux conventions internationales. La Chine continuera à renforcer sa coopération avec les pays en développement tout en réclamant pour eux une plus grande voix au chapitre dans les affaires internationales. Elle sera pour toujours un bon partenaire et un bon frère des pays en développement.

La stabilité et le développement de la Chine contribueront à la création d'un environnement international pacifique, à l'édification d'un ordre international démocratique, à la promotion de la prospérité économique mondiale et à l'avènement d'un monde harmonieux et civilisé. Le développement de la Chine est une chance pour le monde. Quand la Chine va bien, c'est le monde qui en tire profit. L'histoire continuera de le prouver.

Une Chine qui se développe dans la paix, une Chine débordant d'énergie et de vitalité et une Chine qui assume ses responsabilités avancera de concert avec le monde. Travaillons tous la main dans la main pour bâtir un monde de paix et de prospérité durables.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier

Ministre de la République populaire de Chine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Wen Jiabao, Premier Ministre de la République populaire de Chine, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Stephen Harper, Premier Ministre du Canada

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Canada.

M. Stephen Harper, Premier Ministre du Canada est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Stephen Harper, Premier Ministre du Canada, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Harper (Canada) : Voilà plus de 65 ans que les nations du monde, épuisées, certaines dévastées, par des années de guerre, créaient l'Organisation des Nations Unies. Le Canada était l'une d'elles, l'une des nombreuses en fait dont l'expérience nouvelle du conflit avait persuadé son peuple que la possibilité d'un monde meilleur, celui dans lequel les nations régleraient pacifiquement leurs différends, était un objectif digne de tous ses efforts.

La population canadienne continue aujourd'hui de croire en cet objectif et elle continuera de s'efforcer de vivre selon les principes qui le rendent possible.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Ces principes sont inscrits dans la Charte de cette organisation, cette même Charte des Nations Unies approuvée avec bonheur et espoir par un précédent Gouvernement canadien en cette journée faste de juin 1945 à San Francisco.

Ces croyances fondamentales reconnaissent l'égalité souveraine des pays. Elles nous rappellent l'obligation qui est la nôtre de régler pacifiquement les différends. Et elles exigent que nous recherchions la justice et que nous défendions les droits humains de tous les peuples. Ce sont des valeurs chères aux Canadiens et aux Canadiennes, et comme le suppose l'adhésion universelle à cet organe, elles sont aussi chères aux peuples du monde entier. Ce large consensus continue à convaincre l'idéaliste qui est en

chacun de nous, que bien plus est possible dans ce monde qui est le nôtre.

En même temps, cela rend si décevant l'écart qui sépare les aspirations de la réalité. Cela nous invite à en faire plus, comme se sont efforcés de le faire les Gouvernements canadiens qui se sont succédé depuis près d'une génération.

Ces idéaux, ainsi que la conscience aiguë des grandes préoccupations de la communauté internationale, en particulier celles des pays en développement, continuent de dicter les actions du Gouvernement canadien, le Gouvernement que je dirige aujourd'hui.

(l'orateur reprend en français)

Et ces idéaux ont le soutien enthousiaste de la population canadienne. Et je ne vois pas ni le jour ni les motifs qui nous amèneraient à interrompre nos efforts en ce sens.

Comme toujours, la question qui se pose est de savoir comment procéder. Notre préférence va à l'action utile, une action qui donne des résultats concrets, une action qui aide les populations dans leur lutte contre l'oppression, les catastrophes et la pauvreté.

(l'orateur poursuit en anglais)

Permettez-moi d'en passer en revue quelques-unes. En tant que Membre fondateur de l'ONU et septième contributeur le plus important à son financement, le Canada a toujours participé en partie prenante fiable et responsable aux initiatives prises par l'ONU dans le monde entier. Il en a été ainsi dans les premiers jours de l'ONU. Il en a été ainsi dans les jours difficiles de la guerre froide, de la décolonisation et de la lutte contre l'apartheid. Et il en est ainsi aujourd'hui. Le Canada continue, par exemple, de payer un prix élevé en assumant l'obligation qui est la sienne en vertu du mandat de l'ONU de soutenir le Gouvernement légitime de l'Afghanistan. Nous le payons par la voie des contribuables canadiens, mais aussi, plus durement, par le chagrin de voir s'éteindre la précieuse vie de nos jeunes hommes et femmes qui servent là-bas dans les forces armées canadiennes, et aussi, malheureusement, celle de nos civils qui ont mis leur vie au service de leur pays et du peuple.

En Afghanistan, nos efforts militaires vont de pair avec nos programmes de reconstruction et de

développement. Le Canada soutient en particulier les programmes qui, comme le barrage du Dahla, présentent des avantages économiques durables.

(l'orateur reprend en français)

Et nous avons aussi largement investi, et nous continuerons de le faire, dans d'autres programmes qui permettent d'améliorer la vie des citoyens les plus vulnérables de ce pays.

Notre engagement international ne se limite certainement pas à l'Afghanistan. De fait, nous déployons nos efforts ailleurs dans le monde. Nous nous engageons à doubler notre aide à l'Afrique, de sorte que le Canada est un leader au sein du Groupe des Huit (G-8) pour ce qui est de remplir cet engagement.

(l'orateur poursuit en anglais)

Et nous sommes sur la bonne voie pour doubler, d'ici mars prochain, notre aide globale au développement. En outre, nous avons délié l'aide alimentaire, et le ferons pour toutes nos autres formes d'aide d'ici à 2013. De telles mesures renforcent notablement le pouvoir d'achat des fonds d'aide canadiens.

L'an dernier au sommet du G-8 à L'Aquila, le Canada a également été parmi les premiers pays à doubler l'aide destinée au développement agricole. Et pendant la crise économique, nous avons agi, de concert avec les partenaires du Groupe des Vingt (G-20), pour augmenter la capacité de prêt d'organismes de développement telles que la Banque interaméricaine de développement et la Banque africaine de développement. Depuis que nous sommes entrés en fonctions, en janvier 2006, nous avons en particulier apporté une contribution notable à la paix et à la sécurité en Afrique, y compris aux initiatives de paix, à l'aide humanitaire et à la reconstruction au Soudan.

(l'orateur reprend en français)

Le Canada s'est également servi de son leadership pour rétablir la paix en Sierra Leone.

Nous trouvons encourageante, aussi, la reprise des pourparlers directs entre Israël et l'Autorité palestinienne. Le Canada espère sincèrement que les pourparlers aboutiront et il continuera d'aider l'Autorité palestinienne à bâtir ses institutions.

Et comme les Membres le savent, nous nous sommes très largement engagés en Haïti, à la fois avant et depuis le terrible tremblement de terre qui a frappé le pays cette année. Le Canada a été l'un des premiers pays à fournir, sous diverses formes, des secours concrets. Et nous avons pris l'engagement à long terme d'aider le peuple haïtien à reconstruire son pays gravement endommagé.

Tout dernièrement, le Pakistan a dû faire face à des inondations dévastatrices. Le Canada a de nouveau réagi rapidement. Toutes ces actions tirent leur origine des idéaux canadiens.

Qu'il me soit donc permis de dire une chose : cette Assemblée doit savoir que le Canada est éligible au Conseil de sécurité. Eh bien, si nous sommes élus, nous serons prêts à servir.

(l'orateur poursuit en anglais)

Et si le Canada est appelé à servir au Conseil de sécurité, il sera guidé par ces idéaux, qu'il cherchera à faire avancer tout comme il s'est efforcé de mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité.

Je voudrais également mentionner le rôle que le Canada a joué cette année en tant que Président du G-8 et hôte de la dernière réunion du G-20. Nous avons essayé de faire en sorte que ces rassemblements servent les intérêts généraux de l'ensemble de la communauté mondiale. Pour préparer le G-20, nous avons procédé à une large campagne de sensibilisation, notamment auprès des Secrétaires généraux du Commonwealth, de la Francophonie et, bien sûr, de cette organisation. Nous avons profité de notre présidence du G-8 pour tendre la main aux dirigeants d'Afrique et des Amériques et faire adopter l'Initiative de Muskoka sur la santé maternelle, infantile et néonatale.

(l'orateur reprend en français)

De tels progrès sont absolument essentiels pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement de l'ONU qui est le plus réalisable, à savoir : réduire l'effroyable mortalité des mères et des enfants dans les pays en développement.

Nous nous employons à mobiliser les pays donateurs et les fondations privées. Ensemble, nous devrions recueillir plus de 10 milliards de dollars sur cinq ans. Cela contribuera d'une manière importante à la Stratégie mondiale du Secrétaire général pour la santé des femmes et des enfants. De même, nous avons

annoncé ici il y a deux jours que les contribuables canadiens procéderaient à une reconstitution renforcée du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

(l'orateur poursuit en anglais)

Et nous l'avons fait pour une raison bien simple : atténuer les souffrances et, de fait, sauver la vie des gens qui, par millions dans le monde entier, sont atteints de ces maladies graves et invalidantes. De telles actions relèvent d'un impératif moral. Il est essentiel que nous nous efforcions de vraiment changer la vie des plus démunis de ce monde. Qui, en voyant son voisin en détresse, se contentera de poursuivre son chemin?

C'est pourquoi nous avons également utilisé notre présidence du G-8 pour faire valoir l'éthique essentielle de la responsabilité. Nous avons publié le premier rapport sur les activités pour veiller à ce qu'en tant que pays donateurs, nous remplissions les engagements que nous avons pris. Nos paroles doivent se traduire en actes et changer réellement les choses pour ceux et celles qui ont besoin de notre aide. À cette fin, et comme beaucoup ici le savent également, les contribuables canadiens ont accordé des remises de dettes d'un montant total de 1 milliard de dollars en faveur des pays les plus pauvres du monde.

Dans nos aspirations, cependant, ne limitons pas nos horizons en nous contentant simplement de faire le minimum. Des objectifs beaucoup plus élevés sont à notre portée si nous nous donnons la peine de les atteindre. Dans le peu de temps que j'ai passé dans cette salle aujourd'hui, il y a une pensée plus importante que toutes les autres que je désire partager ici.

(l'orateur reprend en français)

Je veux parler de l'impérieuse nécessité pour l'ensemble des États du monde en ce XXI^e siècle d'adopter une vision éclairée de la souveraineté. Comme je l'ai déjà dit, le respect de la souveraineté est un principe fondamental de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, la récession mondiale des deux dernières années nous a appris, espérons-le, une douloureuse leçon : elle nous a brutalement rappelé que dans ce monde qui se rétrécit, nous voyageons tous dans le même bateau et pas en solitaire, et que la façon dont nous voyageons ensemble importe beaucoup parce que nos intérêts sont tous reliés entre eux : des

changements climatiques aux menaces sanitaires et aux pandémies, en passant, bien sûr, par l'économie.

(l'orateur poursuit en anglais)

Les pays qui, par exemple, ne se soucient guère des effets de leurs choix économiques sur les autres peuvent nuire non seulement à leurs partenaires commerciaux, mais aussi à eux-mêmes. Ceux qui succombent à la tentation du protectionnisme se rendent très vite compte que les partenaires commerciaux qui refusent un marché n'ont plus les moyens d'être des clients. Reconnaître cela, c'est comprendre la nécessité d'une souveraineté éclairée, l'idée que ce qui est bon pour les autres pourrait bien être le meilleur moyen de satisfaire ses propres intérêts. Dans le jargon des affaires, on dit que tout le monde y gagne et que cela est bon pour les affaires. Dans les affaires internationales, c'est bon pour le développement et pour la justice. Et c'est dans l'esprit de la Charte des Nations Unies. Dans un monde d'intérêts et de principes concurrentiels et passionnés, où, laissé à lui-même, chacun fait ce qu'il croit être juste, il est plus nécessaire que jamais d'avoir une vision éclairée et large de la souveraineté.

Au début de mon discours, j'ai fait allusion aux origines de l'ONU, qui a été fondée à la fin de la plus grande et de la plus destructrice des guerres ayant jamais troublé l'océan de l'humanité. Si cette guerre a certainement été en partie causée par un nationalisme extrême et pernicieux, nous ne devons jamais oublier que l'apaisement et l'opportunisme ont également permis au fascisme d'acquérir tant de force qu'il n'a fallu pas moins que l'effort massif et total de tous les peuples libres du monde rassemblés pour le soumettre.

La mission de l'ONU s'est élargie au fil du

temps, mais son travail de fond demeure le même : bâtir un monde meilleur par la paix et le développement; prévenir la guerre et les conflits, tout en faisant respecter ce qui est juste et en protégeant les faibles et les pauvres de ceux qui en font leur proie.

(l'orateur reprend en français)

Le Gouvernement du Canada a toujours été profondément engagé à l'égard de ces objectifs et envers l'Organisation qui les promeut. Il l'est encore aujourd'hui.

(l'orateur poursuit en anglais)

Et alors que nous vaquons à nos propres affaires, en protégeant par exemple l'Arctique ou en faisant la promotion de notre commerce ou de nos valeurs, nous serons guidés par le même conseil que celui que nous prescrivons aux autres. Nous écouterons leurs préoccupations. Nous dirons la vérité. Nous agirons avec vigueur et nous ferons tout cela sans jamais oublier que notre but ultime reste toujours la paix et l'égalité des chances pour tous.

Je sais que la séance de ce matin a été longue et je remercie l'Assemblée de son attention.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier Ministre du Canada de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Stephen Harper, Premier Ministre du Canada, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans le débat général pour la présente séance.

La séance est levée à 14 h 25.